

**UN SIÈCLE
D'ÉCONOMIE AGRICOLE ROUMAINE
(1829 — 1929)**

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1937, A 14 HEURES

PAR

JEAN-RENÉ CANCECOV

JURY DE LA THÈSE

PRÉSIDENT : M. ROGER PICARD, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS	{	M. B. NOGARO	"
		M. L. BAUDIN	"

**MONITORUL OFICIAL ȘI IMPRIMERIILE STATULUI
IMPRIMERIA CENTRALĂ
BUCUREȘTI
1 9 3 7**

UN SIÈCLE
D'ÉCONOMIE AGRICOLE ROUMAINE
(1829 — 1929)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE 7 DÉCEMBRE 1937, A 14 HEURES

PAR
JEAN-RENÉ CANCICOV

JURY DE LA THÈSE

PRÉSIDENT : M. ROGER PICARD, PROFESSEUR

SUFFRAGANTS { M. B. NOGARO " "
 { M. L. BAUDIN "

MONITORUL OFICIAL ȘI IMPRIMERIILE STATULUI
IMPRIMERIA CENTRALĂ
BUCUREȘTI
1 9 3 7

„La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs“.



INTRODUCTION

La crise mondiale, qui a été officiellement inaugurée par le krach de Wall-Street en octobre 1929¹⁾, est apparue comme une crise de surproduction qui a atteint au plus haut degré les agriculteurs du monde entier et plus spécialement ceux des pays de l'Est-Européen, qui avaient tous procédé à des réformes agraires plus ou moins radicales; parmi eux la Roumanie.

L'état déplorable dans lequel ont été mis les agriculteurs roumains durant cette crise mondiale a fait rebondir une question qui s'était déjà posée au lendemain de la réforme agraire, la question de savoir si les paysans roumains, promus par la réforme agraire au nouveau rôle de principaux producteurs agricoles indépendants, sont en état de faire obtenir à l'agriculture roumaine une quantité de produits équivalente à celle que produisaient les exploitations latifundiaires de jadis, et aussi, si la prépondérance de la petite exploitation paysanne n'entraîne pas une régression par rapport au stade d'évolution atteint par l'agriculture roumaine ou si tout au contraire elle permet d'accélérer l'évolution de l'économie agricole roumaine.

Cette question, qui a pris du fait de la conjoncture mondiale un intérêt vital pour la Roumanie, a été généralement reprise d'une façon un peu superficielle. La différence existant entre les exportations de céréales de la petite Roumanie d'avant-guerre et de celles de la grande Roumanie d'après-guerre étant au désavantage de cette dernière, on a généralement considéré établi que les petites exploitations paysannes ont, en Roumanie, failli à leur rôle dans la production et ont ainsi amené un appauvrissement du pays. Aussi

¹⁾ Cf. Richard Lewinshon — *Histoire de la crise 1929-1934* — Paris 1934.

les plans de redressement de l'agriculture roumaine sont-ils nombreux, et la plupart tendent vers une économie agricole dirigée qui donnerait à l'Etat l'initiative de la production agricole, la retirant aux paysans propriétaires qui ont — à l'avis des auteurs de ces plans — failli à leur nouveau rôle dans l'économie nationale.

Nous estimons que la question n'est pas si simple et que l'on ne peut juger la masse des paysans roumains sur les résultats obtenus dans les vingt premières années d'accomplissement du rôle économique qui leur incombe. Ceci parce que les résultats de ces premières vingt années sont faussés par les conditions spéciales rencontrées par les agriculteurs roumains, conditions qu'il n'était pas dans leur pouvoir de modifier, et qui ne permettent pas une comparaison directe des chiffres représentant la production d'avant-guerre et celle d'après-guerre.

Aussi estimons-nous qu'il est indispensable, avant de porter un jugement sur l'évolution de l'économie agricole roumaine d'après-guerre, de connaître l'évolution accomplie par l'économie agricole roumaine avant-guerre, du temps de l'exploitation latifundiaire et dans des conditions que nous verrons avoir été de plus en plus favorables, depuis le Traité d'Andrinople (1829) — qui inaugurerait pour la Roumanie un régime de liberté du commerce des céréales — et jusqu'à la guerre mondiale.

Ce n'est — pensons-nous — qu'en tenant compte des circonstances favorables ou défavorables formant la conjoncture nationale et internationale dans laquelle les grands exploitants de jadis et les petits exploitants paysans d'aujourd'hui ont accompli leur rôle économique, que l'on peut essayer de procéder à une comparaison. C'est dans cet esprit que nous avons entrepris cette étude, qui, essayant d'être aussi complète et impartiale que possible, pourra peut-être contribuer à résoudre la question que la crise mondiale a fait rebondir, question que l'on désire résoudre par une immixtion de l'Etat dans la production, immixtion que nous estimons en principe indésirable.

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ROUMAINE JUSQU'A LA GUERRE MONDIALE ET A LA REFORME AGRAIRE

CHAPITRE I

DES DEBUTS JUSQU'A LA REVOLUTION PAYSANNE DE 1907

§ 1.

ORIENTATION VERS UNE ECONOMIE AGRICOLE.

Le caractère essentiellement agricole de l'économie roumaine dérive de la situation géographique de ce pays. La Roumanie dispose en effet d'un sol excessivement fertile et jouit de conditions climatiques particulièrement favorables¹⁾. La configuration du territoire roumain est très variée, comprenant au centre le plateau transylvain entouré au Nord, à l'Est et au Sud par la chaîne des Carpathes et à l'Ouest par les monts „Apuseni“. Des versants extérieurs de ce massif montagneux, passant par une région de collines, on arrive aux régions des plaines de la Transylvanie, de la Valachie, de la Bessarabie et de la Dobrogea, plaines qui sont limitées au Nord-Est par le Nistre, à l'Ouest par la Tisza²⁾, au Sud par le Danube, et

1) Paul van Hissenhoven. — Le commerce international des grains — Paris 1923, p. 149.

2) La Roumanie ne s'étend plus aujourd'hui sur tout le territoire jadis habité par des roumains et n'est plus limitée par la Tisza, car les hongrois ont réussi, grâce à une intense colonisation, à magyariser suffisamment une région allant de 50 à 150 km. de la rive roumaine — rive gauche — de la Tisza, région qui leur a été octroyée — en vertu du principe ethnographique — par les Traités de Paix.

qui sont arrosées par les affluents de ceux-ci ¹⁾). Cette grande diversité de régions permet à la Roumanie la culture des plantes les plus variées ²⁾).

La constitution physique du sol roumain est excellente, „la Roumanie étant, en ce qui concerne la richesse en „humus“, un des rares pays d'Europe qui possède des terres „tchernozium“, donnant un pourcentage en humus de 5—6%“ ³⁾).

La plaine carpatho-danubienne est située dans la zone de climat tempéré continental, se prêtant à toutes les cultures de céréales. La radiation solaire intense, la lumière abondante et la chaleur sont autant de facteurs favorables à la croissance et à l'éclosion des céréales, que celles-ci trouvent dans des conditions presque exceptionnelles dans la plaine roumaine ⁴⁾).

Par contre, le volume des pluies est généralement insuffisant en Roumanie ⁵⁾), ce qui fait dépendre les plantes — pendant le temps de leur éclosion, de l'épiage et avant la floraison — presque uniquement des réserves d'eau accumulées dans le sol par la fonte des neiges. Les précipitations atmosphériques hivernales sont généralement abondantes, mais la formation des couches de neige et leur répartition régulière sont contrariées par les vents violents de la steppe ukrainienne, contre lesquels la plaine roumaine est insuffisamment protégée. L'irrégularité des couches de neige rend insuffisante la protection de la plante sommeillante contre les froids excessifs de l'hiver, et la production des blés et orges d'automne s'en ressent.

Il apparaît ainsi que „la productivité des terres roumaines dépend essentiellement des conditions météorologiques annuel-

¹⁾ Les trois Crisch, le Muresch, le Jiou, l'Olt, l'Argesch, la Jalomitza, le Sereth et le Pruth.

²⁾ Paul van Hissenhoven, op. cit., p. 151.

³⁾ Idem, p. 155.

⁴⁾ Cf. Edgard Patin. — Le commerce des céréales dans le Bassin du Bas-Danube — Paris 1933, Sirey.

⁵⁾ La moyenne des précipitations atmosphériques — pour la période 1895-1907 — a été en Roumanie de 572 millimètres. Cf. Réponse de la Roumanie au questionnaire établi par l'Institut International d'Agriculture de Rome. Bucarest 1908, p. 3.

les¹⁾. Si celles-ci sont favorables, les récoltes sont très abondantes et permettent aux agriculteurs de faire de très gros bénéfices. Par contre, si les précipitations atmosphériques sont insuffisantes et mal réparties, les récoltes risquent d'être compromises totalement, ou du moins en grande partie.

Si les conditions hydrologiques ne sont pas toujours favorables à un rendement agricole régulier, il faut convenir que toutes les autres conditions sont si favorables qu'elles compensent largement les risques de sécheresse et permettent à l'agriculture roumaine d'obtenir une production généralement suffisante, souvent très abondante et d'une très bonne qualité²⁾.

Ainsi, le milieu physique auquel il convient d'attribuer en grande partie la spécialisation des différents peuples dans les diverses branches de l'activité économique, a orienté l'activité du peuple roumain vers l'agriculture.

§ 2.

RETARDS APPORTES A L'EVOLUTION DE CETTE ECONOMIE PAR LA SITUATION POLITIQUE ET LA STRUCTURE SOCIALE DES PROVINCES ROUMAINES

Subissant l'influence du milieu physique, le peuple roumain s'est orienté dès le début vers une économie agricole; malgré cela, au début du XIX-ème siècle, cette économie se trouvait encore dans un stade peu évolué, presque primitif. Cette situation est due en partie à l'évolution générale de l'Europe, mais surtout aux vicissitudes d'ordre politique subies par les provinces roumaines, et à leurs conséquences sur l'organisation sociale de celles-ci. Or, l'organisation sociale d'un pays de ruraux se réduit, en définitive, à l'organisation agraire, qui

1) Paul van Hissenhoven, op. cit., p. 154.

2) La qualité supérieure et la richesse en matières azotées des blés roumains ne sont plus à prouver. Cf. Paul Hirtz — Valeur nutritive des blés; Dr. Al. Zaharia — Le blé roumain; Vlad C. Munteano — Recherches sur les céréales roumaines. Cités par Mr. C. Filipesco, ing. agronome — L'Agriculture Roumaine — Bucarest 1929, p. 13—14.

a de tous temps exercé une influence prédominante sur l'évolution de l'agriculture.

Nous essayerons donc d'esquisser rapidement l'évolution de l'économie agricole des provinces roumaines et les profondes influences qu'a exercées sur elle l'organisation politique et sociale.

Laissant de côté, bien que fort intéressants, l'antiquité et le moyen-âge ¹⁾, nous ne considérerons cette évolution qu'à partir du XVI-ème siècle.

A cette époque les provinces roumaines étaient indépendantes et se présentaient sous la forme politique de „Voévodats“, ce qui serait l'équivalent des principautés existantes dans l'Europe Occidentale. Durant cette période bienheureuse et qui n'était troublée que de temps en temps par les incursions des hordes tatares, l'organisation agraire des voévodats, bien que fondée sur la grande propriété féodale, était relativement libérale et humaine. En effet, les grands propriétaires terriens, les „Boyards“, constituant la classe aristocratique et dirigeante de la société menaient une vie simple sur leurs terres, dont ils laissaient la jouissance des deux tiers aux paysans exploitants, qui en échange cultivaient au profit du boyard le tiers restant. C'était en réalité un pacte tacite de co-propriété, ainsi que l'a si bien qualifié Monsieur le Professeur Roger Picard ²⁾. En effet, le propriétaire avait l'obligation de concéder 2/3 des terres aux paysans et n'avait point le droit de leur en retirer ou réduire la jouissance, tant que le paysan payait la redevance qui consistait dans le travail du tiers restant au profit du seigneur.

Cette organisation agraire, bien que primitive, permettait aux paysans cultivateurs une certaine aisance et surtout, leur laissant la plus grande part des responsabilités, développait leur esprit d'initiative, ce qui favorisa la culture et la produc-

¹⁾ Pour cette période, consulter au point de vue de l'évolution agricole: Edgard Patin, op. cit. chapitre II.

²⁾ Prof. Roger Picard. Cours de législation rurale, doctorat, Fac. de Droit de Paris, 1931.

tion agricole et même une certaine diversité de la production. Les provinces roumaines avaient à cette époque des vignobles renommés ¹⁾. Les agriculteurs roumains s'occupaient beaucoup d'élevage, pour lequel de grandes étendues de pâturages étaient disponibles, les cultures n'occupant encore que peu de place; ces pâturages permettaient en outre l'apiculture, qui donnait aux roumains ces produits si appréciés à cette époque, le miel et la cire, le premier faisant l'usage du sucre et le second servant à l'éclairage par les bougies.

Les céréales récoltées servaient avant tout à l'alimentation des paysans et seule la part due au boyard formait l'objet du commerce et permettait déjà de parler de masses de céréales et du grenier danubien. Cela avait attiré les négociants gênois et vénitiens qui avaient installé leurs comptoirs dans les principaux ports du littoral et aux embouchures du Danube.

Cette situation pouvait être considérée comme heureuse pour l'époque. Malheureusement elle ne se prolongea pas. En effet, les Turcs, dans leur expansion, commencèrent à harceler continuellement les petites mais riches et indépendantes provinces roumaines. Depuis, une ère de guerres sans fin a obligé les paysans roumains à délaisser le travail de la terre, pour défendre leur indépendance. Peu à peu, exténués, ils ont fini par céder devant la puissance de l'empire turc, qui avait effrayé toute l'Europe. Ils ont cependant réussi à garder partiellement leur indépendance, se constituant tributaires de l'empire Ottoman. Le tribut consistait en argent, en bétail, mais surtout en céréales. D'ailleurs, les Turcs ont fini par s'assurer du monopole de la vente des céréales roumaines. En même temps, l'ordre agraire évolua vers une disparition de la petite paysannerie consommatrice mais en même temps productive et possédant une certaine indépendance. Un phénomène de concentration a lieu en même temps, la propriété agricole devenant l'apanage d'une minorité de boyards. Bientôt une

¹⁾ La prospère République aristocratique de Venise importait des vins des provinces Roumaines, vins très appréciés des vénitiens. Cf. P. Molmenti. — *Le vie privée à Venise* — Venise 1895, p. 109, vol. I.

désagrégation se produit; cette aristocratie roumaine commence à vivre dans le luxe, à l'exemple de la société turque. Mais ce luxe demande de l'argent et la puissance est le meilleur moyen d'arriver à la richesse. Aussi l'aristocratie se laisse-t-elle tenter par les Turcs à intriguer contre ses voévodes, qui sont ainsi remplacés continuellement. La déchéance va jusqu'à permettre à la Sublime Porte de contrôler la nomination des voévodes qui, jusqu'alors, étaient élus librement et sans contrôle; bientôt la décadence grandit et le trône des voévodats devient une fonction qui s'obtient par l'argent et par l'intrigue. Sur les trônes des voévodes se succèdent maintenant des étrangers, les phanariotes, qui créent une aristocratie dont le seul but est de s'enrichir. Aussi, la concentration des grands domaines, au lieu de faire naître des conséquences favorables, devient un mal extrême pour les provinces roumaines, mal qu'elles endurent pendant tout un siècle (1711—1821).

Le paysan est exploité à l'extrême par cette aristocratie de fraîche date; on le dépouille de ses droits, aussi refuse-t-il de travailler et quitte-t-il son pays. En Valachie l'exode est impressionnant: pour un territoire comptant une population de 147.000 familles en 1741, le recensement fait en 1786 nous apprend qu'il n'en comprend plus que 35.000¹⁾. Malgré toute l'approximation que ces chiffres comportent certainement, on peut à leur lumière juger du désespoir profond qui s'était emparé de la paysannerie roumaine.

Les conséquences économiques de cette situation apparaissent facilement. Le paysan était le seul producteur; il était le capital productif du boyard, qui, grâce à lui, avait ses terres cultivées et en retirait un profit. Dans ces conditions il aurait dû être traité avec ménagements, car l'exode paysan était pour le seigneur une grave perte. Mais l'aristocratie de fraîche date, d'origine levantine ou grecque, ne se préoccupait que des bénéfices présents qu'elle désirait aussi grands que

¹⁾ Le Général Baur — Mémoires historiques et géographiques sur la Valachie — page 271, Francfort 1778, cité par Edgard Patin, op. cit. pages 124—125,

possible, aussi préférait-elle user de tous les moyens de coercition pour retenir les paysans sur ses terres et les obliger à un travail exténuant, plutôt que de les y attirer par une amélioration de leur sort¹⁾. Les paysans, pour protester contre cette organisation agraire, opposaient une résistance passive, délaissant leur travail et errant à travers le pays. Cette organisation agraire et les abus auxquels elle donnait lieu, finissent par détruire chez le paysan roumain l'esprit d'initiative et le désir de mieux vivre; il parvint dans un état d'abattement analogue à la prostration. Cet état d'esprit du paysan roumain mérite d'être relevé, car, nous le verrons plus loin, bien que modifié pour un certain temps par des circonstances plus favorables, la grande propriété d'avant-guerre tendait à le faire renaître.

§ 3.

LES EFFETS BIENFAISANTS DU TRAITE D'ANDRINOPLÉ

La triste situation dans laquelle nous avons vu que se trouvaient les Principautés Danubiennes, commence à s'améliorer au début du XIX-ème siècle. A cette amélioration plusieurs causes ont contribué.

La première de ces causes réside dans un réveil du sentiment national. Les paysans, exploités outre mesure, considèrent les boyards de fraîche date comme des usurpateurs étrangers à la

¹⁾ Le prince Constantin Mavrocordat essaya cependant d'améliorer le sort des paysans. Ayant convoqué une „Obşteasca Adunare“ (Assemblée Générale) pour décider du sort des paysans, il décréta, par l'Urbarium de 1747, la libération des paysans de leur attache à la glèbe. Cette décision prise en Valachie et en Moldavie où Mavrocordat régna tour à tour ne donna pas des résultats visibles, car les boyards continuèrent abusivement à maintenir les paysans dans la même situation qu'auparavant, rendue même pire par l'obligation des paysans de fournir dorénavant, à titre de compensation pour leur libération de l'attache à la glèbe, douze journées de corvée par an au boyard.

nation roumaine. Les boyards de vieille souche, dépossédés peu à peu par les princes phanariotes, sont tout disposés à soutenir un mouvement tendant à l'éloignement de ceux-ci.

Dans cet état d'esprit, Tudor Vladimiresco déclencha une révolution en 1821 et aboutit à obtenir de la Sublime Porte que dorénavant les Voévodes soient des roumains. La révolution de Tudor Vladimiresco, qui tendait aussi à l'émancipation des paysans moldo-valaques, n'a malheureusement pas réussi à ce point de vue, ou, tout au plus, elle a réussi de façon si relative qu'elle ne compte que par sa tendance.

La seconde cause de l'amélioration qui se fait sentir à partir du début du XIX-ème siècle réside dans un événement économique de la plus grande importance pour l'économie roumaine. C'est le „Traité d'Andrinople“ de 1829 qui mettait fin à la guerre russo-turque et qui accordait la liberté du commerce dans les Principautés, la liberté de la navigation sur le Danube et enfin l'ouverture des Détroits à la navigation mondiale.

Si l'on se rappelle qu'avant ce Traité les Turcs avaient le monopole du commerce des céréales dans les principautés, monopole qu'ils avaient transformé en un véritable droit de réquisition par l'effet des prix dérisoires qu'ils offraient, on peut facilement se rendre compte de la bienheureuse influence que ce Traité a eue sur l'évolution de l'agriculture roumaine par l'impulsion vraiment extraordinaire qu'il a donnée aux producteurs qui voyaient hausser les prix d'une façon impressionnante ¹⁾. L'impulsion donnée aux agriculteurs par la liberté du commerce s'est trouvée accrue par le fait que, justement à cette époque, les grands pays de l'occident étaient arrivés à un degré d'industrialisation qui les obligeait à chercher de nouveaux marchés pour absorber leurs produits industriels, mar-

¹⁾ Dans les premières années qui ont suivi le Traité d'Andrinople, le prix des céréales a subi une hausse de 5000/o. Cf. E. M. Brancovici, Professeur à l'Académie des Hautes Etudes Commerciales et Industrielles de Bucarest — Les céréales et leur commerce en Roumanie — Bucarest 1929, page 7.

chés qui devaient leur fournir en échange les produits nécessaires à l'alimentation de leurs populations ouvrières considérablement accrues et auxquelles leur propre production agricole ne suffisait plus.

L'effet de ces différentes causes sur l'évolution de l'agriculture roumaine a été certainement bienfaisant, permettant aux agriculteurs et les incitant à améliorer et surtout à accroître leur production devenue si rémunératrice. Pour nous rendre compte des améliorations intervenues, voyons quelle était la situation au début du XIX-ème siècle.

Les Principautés roumaines étaient dans un état de ruine quasi-totale. En effet, outre les abus auxquels s'étaient adonnés les princes phanariotes et la noblesse créée par eux, abus qui avaient amené la classe paysanne, seule classe productive, dans un état désespéré, les Principautés avaient eu à souffrir du passage des troupes russes et turques et de ses conséquences inévitables. D'ailleurs, même après le Traité d'Andrinople, les Principautés ont été maintenues occupées par les Russes jusqu'en 1833, mais à ce point de vue il faut reconnaître que la lourde charge de nourrir l'armée d'occupation a été en partie compensée par les bienfaits d'une judicieuse administration, oeuvre du gouverneur russe, le Général Kisseleff, un parfait organisateur, à la clairvoyance duquel la Roumanie doit l'initiative d'heureuses réalisations.

Les quelques dates statistiques qui suivent, bien qu'elles ne puissent être considérées que comme de simples approximations, nous permettront pourtant de mieux mesurer le développement qui a suivi.

Du rapport du Général Kisseleff au Tsar, il résulte qu'à la suite du recensement effectué en 1831, la population dans les deux Principautés était de 2.871.162 habitants¹⁾.

La terre, seul moyen de production, appartenait à l'Eglise,

¹⁾ G. Cipăiano — Développement pris par l'agriculture roumaine au cours du siècle passé — Bucarest 1929, page 4.

à l'Etat et aux boyards. Parmi ceux-ci, un processus d'élimination et de concentration ayant eu lieu, nous voyons qu'au début du XIX-ème siècle, sur quatre mille propriétaires, une minorité (500) détient les quatre cinquièmes des terres ¹⁾.

Les paysans travaillaient sur les terres du seigneur et pour le compte de celui-ci. La culture se faisait d'une façon tout à fait rudimentaire. Le labourage était fait à l'aide de l'antique agraire en bois qui ne permettait que d'égratigner la terre, ce qui n'empêchait pas d'ailleurs d'avoir une production relativement satisfaisante pour l'époque, mais qui était due uniquement aux qualités exceptionnelles du sol. Quant aux autres machines agricoles, il n'en était pas question : on semait à la volée, on fauchait à la faucille et le battage se faisait à l'aide des animaux.

Les cultures n'occupaient au début du siècle qu'une partie infime de la superficie totale des Principautés, la plupart des terres étant laissées incultes et servant de pâturages, ce qui donnait à l'économie agricole roumaine un aspect nettement pastoral ²⁾. Ce caractère pastoral prononcé fut totalement modifié par l'effet du Traité d'Andrinople, les cultures arrivant déjà, dans la première décade qui le suivit, à occuper un dixième de la superficie totale. D'après les dates statistiques publiées par les „Annales Parlementaires de 1837 et 1838“, on cultivait alors dans les Principautés 1.000.439 hectares répartis comme suit ³⁾ :

¹⁾ Nicolas Bălcesco — Questions économiques des Principautés Danubiennes, Acte și legiuri privitoare la chestia țărănească — Bucarest 1908, serie I, page 61.

²⁾ J. Raïchevich, consul d'Autriche près du Voévode de Valachie, nous décrit les innombrables troupeaux de boeufs, chevaux et surtout de moutons, qui paissent sur les vastes étendues laissées incultes de la plaine du Danube. — Osservazioni storiche, naturali e politiche intorno la Valahia et la Moldavia — Napoli 1788.

³⁾ Annales parlementaires de 1837 et 1838 — citées par G. Cipăiano, op. cit. page 5.

En Valachie

Maïs	309.720	ha.
Blé	127.632	„
Orge	59.361	„
Millet.....	23.177	„
Seigle.....	17	„
Total.....	519.907	ha.

En Moldavie

Maïs	245.170	ha.
Blé	121.470	„
Orge et avoine	57.670	„
Millet	6.372	„
Seigle.....	41.940	„
Pommes de terre	7.910	„
Total.....	480.532	ha.

Total pour les deux Principautés, 1.000.439 ha.

Quant au rendement, toujours d'après la même source et malgré la façon rudimentaire de travailler la terre, il était satisfaisant, comme on peut le constater d'après le tableau suivant :

Rendement en hectolitres par hectare

Maïs	11,2
Blé	8,4
Seigle.....	11,3
Orge et avoine	8,3
Millet.....	9,9

Maintenant que nous avons vu qu'elle était la situation peu de temps avant et après le Traité d'Andrinople, voyons ce qu'elle est devenue par la suite et ce faisant nous pourrions apprécier les effets de celui-ci.

L'étendue des surfaces cultivées avaient en moins d'un quart de siècle quadruplé. En effet, elle a passé de 1.000.439 ha. en 1837—1838 à 3.700.000 ha. vers 1850, ainsi que nous l'apprend Ion Ghika, dans son chapitre „Notions statistiques“ de la brochure publiée par lui en 1853, „*Dernière occupation des Principautés Danubiennes par la Russie*“. Ion Ghika estime que la production s'élevait à : 4.500.000 hl. de blé, 6.000.000 hl. de

maïs et 2.500.000 hl. diverses céréales et tubercules, et que la valeur de cette production était de 230 millions de piastres, soit environ 85 millions de francs, ce qui permet d'estimer le revenu brut d'un hectare de terre cultivée à 23 francs en moyenne. Comme en Angleterre à la même époque l'hectare rapportait 441 francs, la comparaison fait ressortir combien était encore réduite la rentabilité de l'agriculture roumaine. Ces chiffres nous permettent d'estimer que le Traité d'Andrinople a eu pour premier et principal effet de faire accroître la production uniquement par l'accroissement des surfaces cultivées et non pas par une amélioration des méthodes de culture. Ceci était d'ailleurs tout naturel si l'on considère que les possibilités d'accroissement des surfaces cultivées étaient très grandes et qu'elles étaient les plus commodés pour les boyards qui en retiraient la quasi-totalité du profit, sans pour cela être obligés d'augmenter leurs dépenses, mais simplement en obligeant par tous les moyens de coercition les paysans cultivateurs à fournir un travail supplémentaire.

L'économie agricole roumaine, par l'extension des cultures de céréales, perdait son caractère pastoral et prenait un caractère agricole proprement dit; ce n'était pas encore une économie agricole diversifiée mais tout au contraire une économie agricole spécialisée et restreinte à la seule culture des céréales.

Tel fut l'effet immédiat du Traité d'Andrinople, effet dont on ne pourrait dire qu'il fut particulièrement favorable aux paysans, mais qui par contre l'était pour les boyards, qui voyaient ainsi augmenter leurs revenus. C'est à ce dernier point de vue que nous considérons les effets de ce Traité comme bien-faisants, car, ainsi que nous le verrons plus loin, en retirant un bénéfice croissant de leurs terres les boyards ont bientôt commencé à y apporter un plus grand intérêt et même à faire des investissements de capitaux, qui, à la fin du siècle, ont commencé à donner des résultats satisfaisants, faisant apprécier tout particulièrement les céréales produites par la Roumanie, et réservant ainsi à ces céréales une place privilégiée sur le marché international des grains.

§ 4.

ESSOR PRIS PAR L'AGRICULTURE ROUMAINE
DANS LA SECONDE MOITIE DU XIX-ème SIECLE

La seconde moitié du XIX-ème siècle est fertile en événements importants pour les Principautés Danubiennes, événements qui contribuent tous à accélérer l'évolution de l'agriculture roumaine et à faire prendre à celle-ci un véritable essor. Nous avons vu que de nouvelles conditions économiques avaient dès le début du siècle permis une amélioration, mais que celle-ci profitait uniquement aux boyards, le sort de la classe paysanne demeurant ainsi tout aussi triste qu'auparavant.

La révolution de 1848, qui amena une amélioration du sort des classes ouvrières et paysannes de toute l'Europe, aurait dû agir, semble-t-il, aussi dans les Principautés. Il n'en fut rien cependant, car l'esprit rétrograde de la très grande majorité des boyards les portait à considérer le paysan comme un instrument devant servir à leur procurer des revenus et non pas comme un être humain ayant droit à une certaine considération. Cet état d'esprit s'opposait à la réalisation de pareilles réformes. Il est vrai que quelques jeunes boyards, de retour de leur séjour d'étude en France, où ils avaient subi l'heureuse influence de la civilisation française et s'étaient imprégnés des idées de liberté et d'émancipation qui y étaient pratiquées, avaient réuni une assemblée de paysans demandant l'amélioration de leur sort. Les boyards et les Voévodes des deux Principautés, que cette manifestation avait de prime abord effrayés, convoquèrent des commissions qui finirent par décréter les lois agraires de 1851, qui faisaient de très vagues concessions. Ainsi, cette nouvelle tentative échoua. Elle fut pourtant utile, faisant entrevoir à une partie des boyards l'existence de la question paysanne, ce qui fit naître un état d'esprit propice à un sérieux examen de cette question.

Union des Principautés. Comme suite à l'invitation qui leur était faite par la Convention de Paris de 1856, les moldo-

valaques se prononcent pour l'union des deux Principautés, en élisant, le 24 janvier 1859, un prince unique, Alexandre Ion Couza. Cette union personnelle, qui était tout aussi désagréable à l'Autriche qu'à la Turquie, finit pourtant, grâce à l'appui prêté par la France et par l'Empereur Napoléon III, par être reconnue par la Sublime Porte en 1861 comme union légale des deux Principautés en un seul Etat.

Les grands patriotes qui avaient lutté avec le plus de ferveur pour la réalisation de l'Union des Principautés, s'étaient rendu compte que, pour donner une base solide à cette Union, il était nécessaire d'émanciper la classe paysanne, la plus nombreuse, la plus productive et la plus dévouée à la cause nationale, afin que, profitant dorénavant des fruits de son libre travail, elle fut stimulée à fournir le puissant effort que l'on exigeait d'elle.

La réforme agraire de 1864 apparaît ainsi comme une suite nécessaire ou tout au moins désirable de l'Union des Principautés.

Des assemblées spéciales — „les Divans Ad-Hoc“ — auxquelles prirent part, aux côtés des boyards, les délégués des paysans, se réunirent afin de modifier et d'améliorer les rapports entre boyards et paysans cultivateurs¹⁾. Le projet de loi rurale établi par les Divans est présenté en 1862 à l'Assemblée législative où il donne lieu à d'interminables discussions, les boyards défendant âprement les privilèges dont ils tiraient de si grands et faciles bénéfices.

En 1863, un grand patriote Mihaïl Kogălniceano, est chargé par le prince régnant Couza de former le gouvernement. Kogălniceano commence par séculariser les biens de l'Eglise, ce qui met déjà à la disposition de l'Etat un quart des terres cultivées²⁾. Immédiatement après, il présente un nouveau projet de loi rurale, plus favorable aux paysans que

¹⁾ Ces Assemblées spéciales avaient été prévues par l'art. 46 de la Convention de Paris de 1856.

²⁾ Commission Princièrè de la Roumanie, „Notice sur la Roumanie, principalement au point de vue de son économie rurale, industrielle et commerciale“, Paris 1868, page 28.

le premier, ce qui lui fait obtenir un vote de blâme. Le Prince Couza, approuvant entièrement le projet de son premier ministre, dissout l'Assemblée législative, le 2 mai 1864, et à la suite d'un plébiscite qui lui confère par 683.928 voix contre 1.307 le pouvoir de légiférer, il promulgue, le 15 août 1864, la loi rurale en question.

La loi de 1864, en vertu des articles 5 et 6, a rendu propriétaires 467.840 paysans corvéables („clăcași“) et 48.342 jeunes mariés („insurăței“) ¹⁾. L'étendue des terres ainsi distribuées a été de 1.994.587 ha., dont les paysans corvéables ont reçu 1.766.258 ha. et les jeunes mariés 228.329 ha. ²⁾, consistant en lots variant entre 2½ ha. et 7½ ha. ³⁾, lots qui ne pouvaient être ni vendus ni hypothéqués pendant 30 ans.

D'autre part, la loi de 1864 établissait la liberté personnelle. En effet, elle décrétait dans son article 10 que: „toutes les corvées („clacă, dijmă, poțvezi, meremet“, etc., etc.) ou autres obligations semblables que les paysans devaient aux boyards en vertu des lois antérieures et des conventions perpétuelles ou temporaires, sont et demeurent à jamais abolies“ ⁴⁾.

Cette loi de 1864 qui abolissait le servage et établissait la liberté personnelle est en réalité une loi d'émancipation de la classe paysanne; elle a en même temps le caractère d'une réforme agraire, modifiant la répartition de la propriété du sol. Aussi cette loi est-elle au point de vue juridique extrêmement favorable à la classe paysanne qu'elle émancipe totalement. Malheureusement, au point de vue économique et en

¹⁾ Institut International d'Agriculture de Rome — Réponse de la Roumanie au questionnaire établi par la délégation du comité permanent de l'Istitut — Bucarest 1908, Imprimeries de l'Etat, page 238.

²⁾ Idem, pages 243—244.

³⁾ Ibidem, page 206.

⁴⁾ Pour tous les privilèges et pour les parcelles expropriées dont les boyards étaient dépossédés, un dédommagement a été prévu, que les paysans devaient payer par l'intermédiaire de l'Etat. L'Etat a payé la dette des paysans rendus propriétaires et a encaissé, de 1865 à 1899, 136.760.000 lei. En 1900, l'Etat a renoncé en faveur des paysans aux paiements non encore effectués, liquidant ainsi la dette paysanne.

fait, elle s'est avérée défectueuse et n'a pas donné tous les résultats auxquels on était en droit de s'attendre, à savoir : une totale indépendance économique des paysans cultivateurs. En effet, ceux-ci, ne disposant pas du capital nécessaire à toute exploitation agricole, si rudimentaire fût-elle, furent obligés, faute de pouvoir vendre ou hypothéquer, de recourir aux boyards pour leur avancer les sommes nécessaires au premier établissement. Le boyard, auquel cette situation de créancier permettait de maintenir les paysans dans sa dépendance et par conséquent d'obtenir d'eux le travail de ses propres terres dans des conditions fort avantageuses, avança l'argent nécessaire, jouant ainsi le rôle de banquier. D'autre part, les lots distribués aux paysans étant généralement insuffisants à l'entretien de leurs familles, les paysans étaient obligés de solliciter du boyard qu'il leur donne à ferme ou en métayagé le surplus de terre nécessaire. Mais surtout, les paysans devaient s'adresser aux boyards pour qu'ils leur accordent le droit de faire paître leurs bêtes de trait, car on n'avait pas créé de pâturages communaux et les boyards seuls possédaient des pâturages. Dans ces conditions, il ne pouvait plus être question d'indépendance du paysan cultivateur, le boyard gardant toute sa prépondérance économique.

En ce qui concerne l'évolution de l'économie agricole roumaine, l'importance de la loi de 1864 apparaît surtout à deux points de vue. En premier lieu, cette loi a intensifié la tendance d'expansion des cultures qu'avaient créée le Traité d'Andrinople. En effet, les boyards, s'étant vu retirer le bénéfice d'une partie de leurs terres cultivées, ont mis en culture de nouvelles terres, pour pouvoir maintenir leur production, portant leurs exportations au même niveau. En second lieu, et cela est de beaucoup plus intéressant, la loi de 1864 a introduit la notion de la rémunération du travail dans le calcul des frais de l'exploitation agricole. Jusqu'alors l'élément travail n'y entraînait pas, car le paysan était légalement obligé de fournir aux boyards un certain nombre de journées de travail, et de plus, étant dans une situation de dépendance légale à l'é-

gard du boyard, il était contraint de fournir à celui-ci tout travail supplémentaire qu'il exigeait. Depuis la loi de 1864, le paysan est légalement libre de fournir le travail que bon lui semble et dans des conditions de rémunération qu'il est libre de convenir; aussi le boyard, ou son préposé „l'arendas“ (fermier), est-il dorénavant obligé de tenir compte de la rémunération du travail, et cela malgré la situation de dépendance économique dans laquelle nous avons vu qu'en fait le paysan est maintenu. Il faut d'ailleurs reconnaître que le désavantage des petits lots distribués aux paysans, ainsi que celui plus important encore de la non-crédation de pâturages communaux, désavantages au point de vue de l'indépendance économique totale des paysans, étaient au point de vue de la production générale de céréales et des possibilités d'exportation du pays, des avantages; en effet, les besoins des paysans moldo-valaques se limitaient très étroitement aux besoins primordiaux, en premier lieu au besoin d'alimentation; aussi, si ce dernier avait pu être satisfait entièrement du travail du lot dont ils avaient été rendus propriétaires, la question de la main-d'œuvre aurait été durant un certain temps très difficile à résoudre pour les grands propriétaires, surtout si l'on considère encore qu'à cette époque l'usage de la monnaie n'était pas encore répandu ou du moins l'était fort peu dans la classe paysanne.

Malgré ses manques incontestables, la loi de 1864 a certainement eu une heureuse et puissante influence sur l'évolution de l'économie agricole roumaine. La classe paysanne, de beaucoup plus intéressante, tant au point de vue social que national et économique, a été libérée de ses liens et les paysans roumains ont commencé à sortir de l'état de prostration économique où les avaient plongés la servitude et les abus d'autrefois. Quant aux boyards, ils ont commencé à s'apercevoir que le revenu de leurs propriétés, qui jusqu'alors provenait uniquement de l'exploitation inhumaine et anti-économique des paysans, devait à l'avenir provenir d'une meilleure exploitation de leurs terres.

Organisation du crédit agricole. L'évolution de l'économie agricole d'un pays se poursuivant dans le climat économique général du pays, il est nécessaire de donner quelques indications relatives à ce climat économique et particulièrement aux branches d'activité économique qui sont en étroite relation avec l'agriculture : nous voulons parler de crédit, des transports et du commerce, branches d'activité économique qui sont les auxiliaires indispensables de toutes les autres.

Avant la seconde moitié du XIX-ème siècle, l'organisation du crédit était encore à ses premiers débuts et quant au crédit agricole, il était inexistant. C'est en 1856 qu'apparaît la première institution financière pratiquant aussi les opérations de crédit foncier, la „Banca Moldovei“ qui ne fonctionna d'ailleurs que peu de temps et cela malgré les privilèges qu'on lui avait accordés. Cet échec paraît dû au fait que l'économie roumaine n'était pas encore arrivée à un stade d'évolution assez avancé pour permettre le développement de pareilles institutions¹⁾. C'était d'ailleurs l'avis du directeur même de la „Banca Moldovei“, un certain Huter, qui estimait que le système des associations mutuelles de propriétaires fonciers était le plus indiqué.

Immédiatement après l'Union des Principautés et comme conséquence des difficultés que rencontraient les propriétaires pour se procurer les capitaux à long terme dont ils avaient besoin pour leurs exploitations, se fait jour l'idée de constituer une institution financière basée sur l'association mutuelle des propriétaires ruraux et ayant pour but l'obtention de crédits à long terme. Cette idée fait en 1859 l'objet d'une proposition d'initiative parlementaire à la Chambre des Députés, où l'on décide d'étudier cette question si importante pour l'agriculture roumaine.

Après de nombreuses discussions, portant aussi bien sur le principe que sur la réalisation pratique, la loi et les statuts du „Crédit Foncier“ finirent par être votés par le Par-

¹⁾ Victor Slăvesco — Le crédit foncier en Roumanie — Institutul Economic Românesc, Bucarest 1924, p. 6.

lement et promulgués par le décret princier du 17 avril 1873. Les conditions que la loi exigeait pour la constitution valable du Crédit Foncier furent largement dépassées, car en moins de deux mois 136 propriétaires s'étaient inscrits, sollicitant des emprunts atteignant le montant de 5.913.372 lei, et offrant comme garantie des propriétés rurales d'une valeur de 26.156.434 lei¹⁾; ainsi la „Première société de crédit foncier roumain de Bucarest“ ou, comme on prit l'habitude de la nommer, „Creditul rural“, était constituée.

La création du „Crédit rural“ constitue la première manifestation nationale dans le domaine de l'organisation du crédit en Roumanie, manifestation qui par sa réussite fit disparaître les doutes que certains nourrissaient encore à l'égard de la possibilité d'une organisation nationale du crédit²⁾.

Le but que s'étaient proposé les fondateurs du „Crédit rural“ était de venir en aide à la grande propriété grevée d'une dette de plus de 200.000.000 lei, contractée à des taux d'intérêt fort élevés (18% à 24%)³⁾.

Si l'on considère que dans la période 1873/1881 le „Crédit rural“ a accordé des crédits pour plus de 64.000.000 lei à un taux d'intérêt variant entre 6,80% et 9,50%, et que dans la période 1881/1901 la somme des emprunts consentis s'élevait à près de 300.000.000 lei à un taux d'intérêt variant entre 4,34% et 5,86%, on peut se rendre compte que cette institution avait pleinement atteint son but en mettant à la disposition des grands propriétaires des capitaux suffisants et à un taux d'intérêt extrêmement favorable si on le compare à celui qui était pratiqué auparavant⁴⁾.

Cette institution dont l'utilité était incontestable ne pouvait venir en aide qu'à la grande propriété, car les paysans rendus propriétaires ne pouvaient hypothéquer leurs lots ni par conséquent contracter des emprunts au „Crédit rural“.

1) Victor Slăvesco, op. cit., page 13.

2) Idem, préface.

3) Ibidem, page 20.

4) Ibidem, op. cit., pages 21 et 22.

D'ailleurs, personne n'avait pensé lors de la constitution du Crédit rural aux petits propriétaires paysans. La création en 1881 des Caisses Départementales constitue le premier pas vers une organisation agricole à l'usage des petits exploitants paysans. Mais ce n'est qu'une dizaine d'années plus tard, en 1892, qu'une véritable institution de crédit, „Le Crédit Agricole“, est créée dans le but de mettre à la disposition des petits cultivateurs les capitaux qui leur sont nécessaires. Cette institution, au capital de 20.000.000 lei, accordait des prêts à court terme sur gage de la récolte aux paysans propriétaires. Loin d'avoir la même importance et d'obtenir des résultats tout aussi appréciables que le „Crédit rural“, cette institution doit cependant être mentionnée, étant la première ayant pour but de mettre à la disposition des paysans cultivateurs les capitaux nécessaires à leurs exploitations.

La période d'effervescence économique que traverse la Roumanie à la suite de nombreux événements politiques, favorables à son émancipation définitive, qui se succèdent avec rapidité ¹⁾, est fort naturelle si l'on considère que ces événements, en donnant à la population la conviction que dorénavant l'ordre et la légalité se substitueront à l'instabilité et à l'arbitraire du passé, sont un puissant stimulant au travail. Cette période, dans laquelle l'économie roumaine prend un grand essor, est riche en initiatives favorables et en utiles réalisations.

En 1853, on crée la première école d'agriculture à Panté-

¹⁾ Ces événements sont:

l'élection du prince Charles de Hohenzollern comme Prince regnant de Roumanie, ce qui mit fin, une fois pour toutes, aux rêves ambitieux et maladifs des boyards désireux du pouvoir;

la guerre victorieuse que celui-ci mena en 1877--78 aux côtés des russes contre la Turquie et qui eut pour résultat la reconnaissance de l'indépendance de la Roumanie par le Congrès de Berlin (1878);

la fondation de la dynastie royale roumaine par l'effet de la constitution du pays en „Royaume des Principautés Unies“ en 1881;

enfin, la personnalité puissante et sympathique du roi Charles I-er, qui a réussi, par sa clairvoyance, sa large compréhension et par une volonté inébranlable, à amener la Roumanie, en un laps de temps extrêmement court, à un stade d'évolution et de civilisation rapproché de celui des pays de l'occident européen.

limon. En même temps, on crée une fabrique de herses et de charrues, qui se répandent rapidement dans la région, remplaçant les instruments primitifs qui y étaient antérieurement employés.

En 1861, est créée, sous le nom de „Economul Român“, la première société anonyme, au capital de 1.500.000 lei, ayant pour but de louer des batteuses mécaniques.

Toujours en 1861, en attendant la création des „Chambres d'Agriculture“, que l'on avait projetées, on nomma des Commissions Agricoles Départementales, qui furent d'une grande utilité par les rapports qu'elles faisaient parvenir au Gouvernement sur l'état de l'agriculture et sur les mesures utiles à prendre pour son amélioration.

La culture des plantes oléagineuses, telles que le lin, le colza, l'héliante, commence à prendre une certaine importance, et des fabriques pour en extraire l'huile sont installées. On introduit la culture de nouvelles plantes industrielles, telles que la betterave et la chicorée, et l'on intensifie celle déjà existante du tabac. Celui-ci, monopolisé par l'Etat et dont la culture se faisait par les paysans suivant les indications et sous l'étroite surveillance des agents de l'Etat, qui avaient une certaine culture professionnelle acquise dans les écoles d'agriculture, fut pour les paysans qui s'en occupaient, une véritable école pratique d'agriculture rationnelle. La culture des betteraves prend de l'importance à la suite de la loi du 29 mars 1873 pour l'encouragement de l'industrie sucrière, et de la création des fabriques de sucre de „Chitila“ et de „Sascut“. Enfin, la culture des céréales panifiables, et spécialement celle du blé, très demandé par les pays importateurs de l'occident, prend une importance particulière, surtout dans les grandes exploitations.

Les voies de communication, qui se réduisaient aux voies naturelles, bénéficient d'une attention particulière. Les chemins naturels, qui seuls existaient, commencent à être empierrés; de 1.000 km. de chaussées que la Roumanie possédait en 1868, elle arrive à en avoir 26.425 km. en 1905¹⁾. En 1870, la pre-

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., page 429.

mière ligne de chemin de fer, d'une longueur de 67 km., est construite en Roumanie, par une société anglaise¹⁾. En 1880, lorsque l'Etat procède au rachat des chemins de fer concédés jusqu'alors à des sociétés particulières, la Roumanie avait déjà 921 km. de voies ferrées et 135 stations. En 1900, les lignes de chemin de fer atteignaient déjà une longueur de 3.100 km., avaient 300 stations et étaient desservies par 464 locomotives et 12.048 wagons²⁾. Les voies navigables ne bénéficiaient pas de la même attention; il faut pourtant reconnaître que Brăila, Giurgiu et plus tard Galatzi, avaient été organisés comme ports dès le début du siècle et de plus, ayant été déclarés ports-francs, avaient attiré vers eux un nombre suffisant de bateaux étrangers, qui desservaient ainsi le trafic par eau que la flotte commerciale, fluviale et maritime, extrêmement réduite de la Roumanie n'aurait pu effectuer. Grâce à cette affluence de bateaux étrangers et à la concurrence que se faisaient les bateaux des différentes nations, le frêt a beaucoup baissé, alors qu'il était extrêmement élevé dans la première moitié du siècle³⁾.

Quelques dates statistiques nous permettront de mesurer toute l'importance du progrès effectué dans cette période de grand essor.

La population qui n'était en 1831 que de 2.871.162 habitants s'accroît de plus de 100%, de telle sorte que la Roumanie compte 5.956.690 habitants en 1899⁴⁾.

L'accroissement des instruments de travail est encore plus important. Les bêtes de trait employées aux travaux agricoles,

¹⁾ Le tracé de cette première ligne de chemin de fer allant de Giurgiu à Bucarest avait été choisi à titre d'hommage à l'adresse du roi Charles I-er, lequel, étant arrivé en Roumanie par le Danube, avait effectué le trajet Giurgiu-Bucarest en postillon.

²⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., page 407.

³⁾ En 1829, le frêt était si élevé qu'il permettait fort souvent de rembourser la valeur même du chaland en un seul transport. En 1913, le frêt avait beaucoup baissé et était de 3 lei-or par tonne. Cf. Prof. E. M. Brancovici — Le Commerce des céréales en Roumanie — Bucarest 1929, pages 7—8.

⁴⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., page 23.

dont le nombre était en 1860 de 820.054, soit 577.371 boeufs et 242.683 chevaux ¹⁾, atteignent en 1900 un total de 3.452.850, dont 2.588.526 boeufs et 864.324 chevaux ²⁾. Les machines agricoles d'un usage peu fréquent en 1860 commencent à être de plus en plus employées, devenant vers 1880 l'un des principaux articles d'importation de la Roumanie ³⁾. D'ailleurs les chiffres sont concluants :

Outillage agricole

Machines et instruments agricoles plus importants :

	1860 ⁴⁾	1888
Charrues	150.510	332.881
Chariots et Charrettes	338.879	338.879 ⁵⁾
Autres machines	804	—
Herses	—	24.807
Rouleaux	—	4.734
Semoirs	—	1.111
Moissonneuses	—	1.124
Faucheuses mécaniques	—	31 ⁶⁾

Machines et instruments agricoles plus importants :

	1905 ⁷⁾
Charrues	517.476
Chariots et charrettes	614.272
Herses	448.260
Rouleaux	11.636
Semoirs	11.924
Moissonneuses	18.451
Faucheuses mécaniques	1.169

Machines et instruments agricoles à vapeur :

	1905
Batteuses	5.866
Autres (charrues à vapeur, locomobiles, etc.)	4.628

¹⁾ Notice sur la Roumanie, op. cit., page 93.

²⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., page 407.

³⁾ Edgard Patin, op. cit., page 155.

⁴⁾ Notice sur la Roumanie, op. cit., pages 93—171.

⁵⁾ Chiffre de l'année 1860.

⁶⁾ Chiffre de l'année 1873.

⁷⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., pages 182—184.

La production s'accroît sans cesse, les producteurs étant fortement encouragés par la demande soutenue de leurs produits et par la sollicitude que les gouvernants apportent à l'agriculture, spécialement aux grands agriculteurs.

*Surfaces cultivées et rendement à l'hectare des principales céréales
de 1862 à 1900 ¹⁾*

Moyenne des années 1862 — 1866

	Surfaces ha.	Rendement hl.
Froment	697.220	11,8
Mais	980.440	12,7
Seigle	79.220	11,2
Orge	260.760	12,8
Avoine	66.140	12,4
Colza	7.670	10,4

Moyenne des années 1872 — 1876

	Surfaces ha.	Rendement hl.
Froment	1.060.340	9,1
Mais	1.307.300	12,4
Seigle	122.240	7,9
Orge	416.960	12,1
Avoine	106.100	13,0
Colza	55.640	6,8

Moyenne des années 1896 — 1900

	Surfaces ha.	Rendement hl.
Froment	1.561.140	11,4
Mais	1.993.480	12,7
Seigle	203.180	11,8
Orge	603.480	11,9
Avoine	288.280	13,9
Colza	78.120	8,9

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., pages 146—147.

Il ressort du tableau ci-dessus que l'accroissement du total de la production provient uniquement de l'accroissement des surfaces cultivées et non pas d'une amélioration du rendement par hectare qui, après avoir subi une baisse dans la période 1872—1876, revient au même niveau qu'auparavant dans la période 1896—1900. La baisse intermédiaire paraît avoir été provoquée par un appauvrissement du sol, épuisé par les méthodes de culture extensive utilisées et par un manque de repos de la terre par jachère ou assolement. L'accroissement du rendement dans la période suivante, qui ramène celui-ci au même niveau qu'en 1862—1866, n'est nullement réconfortant, car il paraît être dû surtout à une très importante amélioration de l'outillage et non point à une amélioration du système de culture reconstituant les qualités physiques du sol.

§ 5.

RUPTURE D'EQUILIBRE PROVOQUANT LA REVOLUTION PAYSANNE DE 1907

Si l'évolution de l'agriculture roumaine se fait rapidement à partir de la seconde moitié du XIX-ème siècle, il ne faut pas croire qu'elle va sans à-coups. D'ailleurs, la rapidité même de l'évolution ne permet pas un développement harmonieux, et une rupture d'équilibre a lieu.

L'accroissement de la population paraît être la cause initiale de cette rupture d'équilibre. Accroissement bien naturel d'ailleurs dans un pays où une période d'ordre et de sécurité succédait à une période d'abus et d'insécurité, et où par conséquent les chances grandissaient sensiblement pour l'homme. Mais accroissement qui, par son importance, rendit bientôt insuffisants les moyens d'existence immédiats de la classe paysanne. Nous avons vu que, lors de la réforme-agraire de 1864, le sort des paysans roumains avait été amélioré par l'abolition du servage et par la distribution de terres à cinq cent mille d'entre eux, qui représentaient à l'époque une majorité. Cette considérable amélioration du sort de la classe paysanne

par rapport au passé, provoqua un rapide accroissement de la population, que l'on peut estimer être pour l'époque 1864—1902 d'au moins 1.800.000 à 2.000.000 d'habitants¹⁾. Un pareil accroissement de la population devait forcément ramener la classe paysanne dans un état d'indigence pire qu'auparavant, les moyens d'existence ne s'étant pas accrus dans une mesure correspondante.

En effet, presque toutes les améliorations effectuées profitaient en premier lieu et, pourrait-on dire, presque uniquement aux grands exploitants qui en retiraient tout le bénéfice, sans en faire aucunement profiter les paysans qui travaillaient sur leurs terres. Il était tout naturel que seul le grand exploitant profitât des améliorations intervenues, car elles étaient toutes en rapport avec le commerce des céréales (liberté du commerce, amélioration des voies de communication, demande soutenue de produits agricoles, etc...), or il était le seul à avoir pour but de son exploitation la vente des produits, dont il faisait un commerce suivi. Le paysan, par contre, avait pour but unique de son travail de pourvoir à ses besoins les plus élémentaires, principalement à son alimentation, que dans la majorité des cas il n'arrivait même pas à satisfaire de façon normale et, par conséquent, ne disposait pas d'un surplus de produits destiné à la vente. Même lorsque incidemment le paysan vendait une partie de ses produits, il n'obtenait pour eux qu'un prix de beaucoup moins rémunérateur que le boyard, car, tandis que le premier, poussé par un pressant besoin d'argent, ne vendait que quelques sacs de grains, qu'il vendait à un intermédiaire, le second ne vendait que d'importantes quantités de grains, ne traitait qu'avec les maisons importantes du pays ou même de l'étranger, et s'il n'obtenait pas un prix convenable il pouvait attendre une meilleure offre. Le prix payé pour les produits du grand exploitant était d'autant meilleur que

¹⁾ Nous avons fait cette estimation en nous basant, d'une part, sur le fait connu de l'accroissement continu de la population roumaine à partir de 1831, et, d'autre part, sur l'accroissement des dernières 14 années de la période 1864—1902 qui est de 988.529 habitants. Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., p. 39.

celui-ci offrait habituellement une marchandise uniforme et bien apprêtée pour le marché, grâce à l'emploi d'un outillage perfectionné dont le petit producteur ne disposait pas.

Une seule des améliorations intervenues aurait dû, semble-t-il, rendre moins difficile le sort des cultivateurs paysans. Ce sont les investissements de capitaux effectués par les grands exploitants. Il n'en a cependant rien été, car ils consistaient tous en achat de machines et d'outils agricoles — dont l'emploi permettait aux grands exploitants d'étendre leurs cultures, sans accroître l'emploi de la main-d'oeuvre, et d'apprêter leur production suivant les exigences du marché — et non point en investissements dans la terre même, en amendements de toutes sortes tendant à améliorer ou tout au moins à maintenir la fécondité de la terre, ainsi que depuis longtemps déjà le pratiquaient les agriculteurs de l'occident, investissements qui auraient accru le rendement par hectare. Ainsi, l'exploitation de la terre restait tout aussi irrationnelle qu'avant, le rendement restait stationnaire alors que la population croissait, et, à l'inverse de ce à quoi l'on aurait pu s'attendre, les investissements de capitaux dans l'exploitation agricole, étant donné leur nature particulière, ont aggravé encore plus le sort de la classe paysanne, en permettant au boyard de restreindre le nombre de ses ouvriers agricoles.

En définitive, l'accroissement de la population, causé par une amélioration sensible du sort des paysans, n'ayant pas été accompagné d'un accroissement des moyens d'existence, a fini par annihiler cette amélioration.

Le premier effet de cet accroissement de la population a été un morcellement exagéré de la petite propriété paysanne, créée par la réforme agraire de 1864, et la création d'un prolétariat agricole. Quelques dates statistiques que nous extrayons de la „Réponse de la Roumanie en 1908“¹⁾ nous permettront de mieux apprécier la situation.

En 1902, sur une population de 6.195.798 habitants que comptait alors la Roumanie, il n'y avait que 965.047 propriétaires de

¹⁾ Op. cit., page 215.

terres, dont 920.939, soit 95,4%, possédaient 40,29% des terres en lots de moins de 10 ha., tandis que les autres 44.108, soit 4,6% des propriétaires, possédaient le reste de 59,71% des terres. Sur les 920.939 propriétaires de moins de 10 ha.¹⁾, la moitié seulement, soit exactement 497.538 paysans, possédait des lots de plus de 3 ha., l'autre moitié possédait une poussière de propriété n'ayant aucune valeur réelle économique, car elle ne pouvait même pas suffire à l'entretien — aussi misérable fût-il — d'une famille paysanne réduite à un ménage sans enfants. Quant au reste de la population, soit près de cinq millions de paysans, il n'avait pour tout moyen d'existence que son travail.

On comprend facilement les abus auxquels devait normalement donner lieu cette situation. En effet, cette immense majorité de paysans non-propriétaires qui offraient leurs services, ou plutôt qui sollicitaient la possibilité de travailler pour pouvoir vivre, avait engendré une concurrence désastreuse dont les grands exploitants ne manquaient pas de profiter, en réduisant la rémunération du travail et, par contre, en augmentant sans cesse le prix de l'affermage, du métayage et le droit de pacage²⁾.

¹⁾ Par les lois de 1881 et de 1889, 113.595 paysans ont été rendus propriétaires, dont 110.130 de lots de moins de 10 ha. et les autres 3.265 de lots allant de 10 à 25 ha. Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit. pages 239—240.

²⁾ Le fermage payé par les paysans, qui était en moyenne de 20,30 lei (un lei = un franc) en 1870, est de 58,99 lei en 1902; pour le métayage, la dîme perçue qui, en 1870, était habituellement de $\frac{1}{4}$, $\frac{1}{8}$, $\frac{1}{2}$, augmente, pour être en 1902 de $\frac{1}{1}$ dans la presque totalité des cas, et de plus une pratique donnant lieu à d'innombrables abus, la „Dijma la Târlă“ (dîme qui consiste à exécuter pour le propriétaire des travaux agricoles sur un terrain, en échange de la concession d'un autre terrain dont la récolte revient au paysan), tend à remplacer le système de la „Dijma deavalmă“ (dîme consistant en une partie des produits récoltés sur toute la surface donnée en métayage), dont l'avantage était de solidariser les intérêts du propriétaire et du paysan; le droit de pacage perçu, qui était en moyenne de 4,89 lei par tête de gros bétail en 1870, atteignait en 1902 le prix moyen de 10,80 lei. Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., pages 256, 257.

Les trusts terriens prirent naissance de cette situation. Bords et fermiers retiraient de l'exploitation de la terre, ou plus exactement de l'exploitation et de la spoliation des travailleurs agricoles, des bénéfices inespérés, ce qui fit considérer cette activité économique comme particulièrement rentable et y attira tous ceux qui étaient désireux d'un rapide enrichissement et que la souffrance des paysans qu'ils exploitaient d'une façon si inhumaine n'affligeait nullement. Ces derniers ont cherché à profiter au-delà du possible de la pitoyable situation des paysans, et ils ont employé à cette fin les moyens les plus réprouvables. Ces „arendasi“ d'occasion, attirés uniquement par l'appât du gain facile, estimèrent cependant, et avec juste raison, que, s'ils se réunissaient en trusts, ils obtiendraient un véritable monopole de fait et par conséquent pourraient retirer des bénéfices encore plus importants de la spoliation du paysan.

Trouvant l'affaire intéressante, des capitalistes sans scrupules s'y lancèrent, prenant à ferme d'immenses domaines à des prix fort avantageux, pour les affermer à leur tour aux paysans à des prix exorbitants, jouant ainsi le rôle de simples mais rapaces intermédiaires entre le propriétaire du sol et le petit cultivateur paysan.

Les trusts terriens, prenant une extension de plus en plus grande ¹⁾, rendirent absolument illusoire le droit des paysans de discuter librement les conditions de rémunération de leur travail. Et comment en aurait-il été autrement, alors qu'il y avait un abîme entre la situation du riche et omnipotent „arendasi“, embaucheur de main-d'œuvre ou loueur de terres, et le paysan, misérable et affamé, qui sollicitait l'aumône de travailler et que personne ne songeait à protéger ! Ainsi les trusts terriens eurent pour résultat de ramener les paysans roumains dans un état de *servage de fait* pire que le servage légal, dont les avait libérés la loi de 1864.

¹⁾ En 1905, une seule famille tenait en fermage 159,000 ha., soit près de 3% de la totalité des surfaces cultivées ! Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., p. 205.

Le mécontentement des masses paysannes affamées finit par éclater en 1907, sous la forme d'une sanglante révolution. Poussés à bout par l'iniquité du traitement qu'ils subissaient et qu'il leur était impossible d'endurer plus longtemps, les paysans roumains se sont révoltés. Si cette révolution n'a pas été plus violente, cela est dû uniquement au caractère pondéré du paysan roumain, qui n'est passé à des actes de violence que poussé par une impérieuse nécessité et qui a su, même dans sa légitime révolte, épargner ceux d'entre les propriétaires qui avaient eu pour lui certains égards. Comme bon nombre des grands domaines, propriété de ceux d'entre les grands exploitants qui s'étaient rendus les plus odieux aux yeux de la classe paysanne, ont été saccagés, incendiés et leurs propriétaires massacrés, les gouvernants, effrayés par la gravité des faits, ont pris des mesures de répression énergiques et même brutales, si l'on tient compte des circonstances atténuantes dont devaient normalement bénéficier les paysans pour ces actes de rébellion accomplis dans un esprit de légitime défense. Faisant preuve d'une raisonnable modération, les paysans roumains ont cependant retrouvé leur calme, considérant que la punition, certainement cruelle mais assurément méritée, de ceux qui les avaient le plus odieusement exploités, devait suffire à faire comprendre aux boyards et aux gouvernants que leur situation était devenue insupportable et qu'elle exigeait une rapide modification.

Des mesures tendant à améliorer la situation des paysans ont été prises en effet à la suite de la révolution de 1907, et une série de lois ont été votées dans ce but dans la session parlementaire de 1907—1908. Ce sont: la „Loi contre les trusts terriens“, qui interdisait dorénavant l'affermage de plus de 4.000 ha. à une seule personne; la „Loi pour la création de la Caisse Rurale“, ayant pour but d'accorder des crédits aux paysans pour leur faciliter l'achat et l'affermage des terres; la „Loi pour la constitution de pâturages communaux“, en vertu de laquelle 177.000 ha. ont été mis à la disposition des paysans qui pouvaient, moyennant un prix raisonnable, y mener paître leurs bestiaux; enfin, la „Loi sur les contrats agricoles“, sui-

vant laquelle ces contrats ne sont plus valables qu'authentiqués et ne peuvent l'être que s'ils respectent les conditions fixées par la loi. Ces conditions consistaient, d'une part, dans l'interdiction de certaines formes de paiement du fermage, métayage ou simplement des travaux agricoles — formes qui s'étaient avérées pleines de risques pour les paysans qui les avaient contractées — et d'autre part, dans la délimitation des prix des travaux agricoles, effectuée par les Commissions Départementales sous la surveillance du Conseil Supérieur de l'Agriculture.

Les motifs déterminants des lois que nous avons énumérées ci-dessus et le but qu'elles se proposaient d'atteindre, apparaissent clairement dans l'exposé de motifs fait par Ion C. Brătiano — alors ministre de l'Intérieur — au projet de loi sur les contrats agricoles, exposé de motifs particulièrement intéressant et dont nous estimons utile de reproduire les passages les plus importants :

„Le caractère confus, abusif et souvent usuraire de beaucoup de contrats actuels, contribue à la mauvaise situation économique du paysan et entretient, entre lui et le propriétaire, des sentiments dangereux pour la sûreté de l'Etat. L'importance de ces dangers impose à l'Etat l'obligation d'intervenir d'une façon plus décisive, parce que, s'il en était autrement, l'hostilité des intérêts qui se trouvent en présence ferait périliter l'intérêt commun que nous avons le devoir de protéger. Les contrats agricoles, bien établis, doivent assurer l'harmonie des relations entre les paysans et les propriétaires, et voilà pourquoi ces contrats doivent empêcher les conditions oppressives qu'une des parties pourrait imposer à la partie la plus faible. Afin d'écarter les clauses usuraires, on a cherché tout d'abord à assurer la liberté des contrats au moyen de la création de pâturages communaux. Le paysan aura ainsi la possibilité d'assurer la nourriture de sa vache à lait et de ses bêtes de somme, sans être obligé pour cela de se soumettre à toutes les conditions onéreuses qu'on aurait pu lui imposer. Le projet de loi demande aux propriétaires terriens de mettre à la disposition des communes des pâturages communaux

d'une étendue en rapport avec le nombre des bestiaux qu'il y a dans le village. *Le projet réglemente en conséquence l'exercice du droit de propriété* dans les limites prévues par la Constitution et le Code Civil ¹⁾. Le droit de propriété bien que sacré et inviolable, est exercé cependant dans des limites qui ont leur origine non seulement dans la situation naturelle des lieux, mais aussi dans les obligations qui peuvent être imposées par des lois. Ces mesures, ajoutées à la prohibition des charges supplémentaires („rusfeturi“), empêcheront l'usure en matière agricole. Le projet de loi poursuit un double but de justice et de progrès économique. Les propriétaires et les paysans y trouveront une base saine pour les relations économiques qui doivent les lier et dont dépend en première ligne le développement harmonieux de notre société. Ce projet doit constituer une oeuvre de solidarité sociale et, en contribuant à la suppression de certaines causes de conflits et d'appauvrissement, aider à la prospérité générale et à la consolidation de notre vie d'Etat“ ²⁾.

Ainsi, nous voyons que la révolution de 1907, ayant posé brutalement la question du sort de la classe paysanne, fit sortir les gouvernants de leur coupable passivité, leur imposant, dans l'intérêt de l'Etat même, de protéger cette classe de la population qui, par son nombre et son activité, est à la base de l'économie, contre l'esprit de lucre de ceux qui l'exploitaient d'une façon si inhumaine.

C'était une nouvelle compréhension, plus large, plus juste, plus humaine, qui venait d'éclorre, et c'est surtout à ce point de vue que nous considérons la révolution de 1907 comme ayant une importance capitale dans l'évolution de l'agriculture roumaine, et même dans l'évolution de la société roumaine.

Quant aux effets de ces différentes lois, ils ont été incontes-

¹⁾ Il paraît intéressant de relever à quel point Ion C. Brătiano est inspiré ici de la théorie de la „propriété fonction sociale“ et cela à une époque où le grand champion de cette théorie, Léon Duguit, était loin de l'avoir pu encore imposer.

²⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit. pp. 274, 275.

tablement favorables aux paysans, bien que leur application ait été souvent effectuée d'une façon arbitraire, permettant la réitération de certains abus que l'on avait voulu écarter à jamais.

CHAPITRE II

STADE D'EVOLUTION ATTEINT PAR L'ECONOMIE AGRICOLE ROUMAINE DANS LA PERIODE D'AVANT-GUERRE

L'économie agricole roumaine était arrivée dans la période d'avant-guerre à un stade d'évolution qui paraissait devoir subsister, sinon pour toujours, du moins pour toute une longue période. Cette impression était apparemment justifiée par le fait qu'un certain équilibre existait dans cette période d'avant-guerre en Roumanie, équilibre dû au fait que, sur le terrain politique, social ou économique, les membres composants de la société roumaine n'élevaient pas de revendications immédiates tendant à la modification de la situation existante dans l'un quelconque de ces domaines, modification qui aurait forcément entraîné un changement, sinon même une rupture de l'équilibre établi.

Sur le terrain politique, les boyards avaient perdu tous les privilèges matériels dont ils bénéficiaient auparavant, ce qui avait de beaucoup amélioré le sort de la classe paysanne. Il leur restait un seul privilège, le pouvoir politique, qu'ils partageaient d'ailleurs avec une bourgeoisie naissante.

Cet unique privilège qui leur restait paraissait tout naturel, non seulement à leurs yeux, mais encore à ceux de la population entière, qui s'était habituée à les regarder comme les uniques détenteurs du pouvoir politique.

La classe paysanne, ne concevant pas encore qu'elle pouvait être mise sur un pied d'égalité, sur le terrain politique, avec la classe des boyards, et ne réalisant pas l'avantage qui en aurait découlé, n'élevait aucune revendication en ce sens.

Ce stade de l'évolution politique auquel la Roumanie était arrivée par une rapide progression paraissait devoir subsister

pendant longtemps encore, étant suffisamment avancé pour l'époque et spécialement par rapport à celui des pays environnants.

Au point de vue social, la situation était presque identique. Les boyards, dont le degré de culture, même s'il n'était pas toujours fort élevé, l'était démesurément par rapport à celui des paysans — dont la très grande majorité ne savait même pas lire et écrire¹⁾ — avaient aussi socialement une position privilégiée qui ne leur était nullement contestée par les paysans, auxquels un jugement plein de bon sens faisait comprendre que le degré de culture est un critérium de différenciation sociale, qui, même s'il n'est pas parfaitement équitable, est du moins raisonnable²⁾.

Si à ces deux points de vue la classe dirigeante des boyards avait une situation de beaucoup meilleure que la classe paysanne, pourquoi ne l'aurait-elle pas eue aussi *sur le terrain économique*? C'est ainsi que les paysans jugeaient la situation après avoir été, à la suite de la révolution de 1907, mis à l'abri des abus inqualifiables d'auparavant. Il faut reconnaître toute la valeur de ce jugement qui estimait que les droits ne se conquièrent pas par un simple désir, mais par des qualités qui vous en rendent digne.

Ainsi, dans n'importe lequel de ces domaines, le boyard avait une situation prépondérante qui ne lui était d'ailleurs pas contestée.

La grande propriété latifundiaire était le centre de la vie politique et de la vie intellectuelle, et de plus elle était le centre de la vie économique. C'était la véritable cellule constitutive dans l'organisation économique de l'Etat roumain, et toute l'activité se déroulait autour d'elle.

¹⁾ En 1899, 82,63% de la population ne savait ni lire ni écrire, mais ce pourcentage n'est pas en réalité si élevé ayant été calculé par rapport à la population entière y compris les enfants de moins de 7 ans. Cf. Réponse de la Roumanie, op. cit. page 35.

²⁾ Un dicton populaire roumain, qui ne manque pas d'ailleurs d'une certaine ironie, concrétise cette façon de penser: „Celui qui a du savoir, a droit à sa part d'avoir!“.

Il était nécessaire de fixer cette situation, afin de pouvoir étudier avec plus de précision les caractères respectifs de la grande et de la petite exploitation d'avant-guerre.

§ 1.

LA GRANDE EXPLOITATION

L'étendue des exploitations latifundiaires était d'autant plus grande que le nombre des exploitants était plus restreint. En 1905 il n'y avait que 4.171 propriétaires de plus de 100 ha.¹⁾ mais ils détenaient près de 5% des terres arables. Quant au nombre des exploitants, il était encore plus réduit, étant donné que la pratique de l'affermage était fort répandue²⁾, et que beaucoup d'„*arendași*“ exploitaient deux, trois ou plusieurs terres à la fois, de telle sorte que l'on peut, sans crainte de faire une grosse erreur, estimer le nombre des exploitations à environ 3.000. Si l'on se rappelle que ces 3.000 exploitations s'étendaient sur 3.810.351 ha., soit 48,69% de la totalité des surfaces cultivées³⁾, on conçoit aisément l'importance économique de ces exploitations, dont l'étendue variait généralement entre 500 et 3.000 ha. allant assez souvent jusqu'à 5.000 ha.⁴⁾ et dépassant même cette limite pour atteindre parfois, mais exceptionnellement, 60.000 ha.⁵⁾.

L'outillage de la grande propriété, qui constituait dans ce système d'exploitation la préoccupation capitale de l'exploitant, était arrivé dans la décade précédant la guerre mondiale à un degré de perfection fort satisfaisant.

Dès 1895, le Docteur Georges Maïor, qui dans son étude économique: „*La Roumanie agricole*“, nous dit avoir trouvé beaucoup de grandes exploitations démunies de tout outillage

1) Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit. page 217.

2) 56,88% des propriétés de plus de 50 ha. étaient affermées en 1902,

3) Réponse de la Roumaine en 1908, pages 214—217.

4) En 1902, il y avait 112 propriétés de 3.000 à 5.000 ha. Idem, page 230.

5) En 1902, il y avait en Roumanie 66 propriétés de plus de 5.000 ha. dont 2, situées dans le département de Brăila, mesuraient, ensemble, 122.609 hectares. Ibidem, pages 221, 230.

et même des bâtiments les plus indispensables, nous décrit cependant aussi quelques-unes des exploitations admirablement outillées qu'il a eu l'occasion de visiter. „J'ai trouvé, „dit-il“, chez un „arendaş“ 400 boeufs de trait et environ 100 charrues, car il travaillait uniquement avec ses propres charrues, et il avait en outre 56 moissonneuses-lieuses et 4 batteuses. Quoique je ne sois pas novice en agriculture et que j'aie vu beaucoup de grands domaines, même parmi les plus grands d'Europe, il faut tout de même reconnaître que j'ai été émerveillé: 41 moissonneuses du même système et de la même année et 15 autres de différents systèmes, c'était impressionnant!“¹⁾.

L'exemple de ces quelques domaines a été imité, et en 1905 la plupart des grandes entreprises agricoles possédaient un matériel d'exploitation, un capital immobilier et un outillage mécanique d'une valeur atteignant souvent 200 à 300 lei-or par hectare²⁾.

En ce qui concerne l'outillage mécanique, voici quelques chiffres extraits de „La Réponse de la Roumanie en 1908“³⁾:

Machines et instruments agricoles en usage sur les grandes exploitations en 1905:

A) *Machines à vapeur*

55 — Charrues à vapeur.

4.539 — Locomobiles.

4.585 — Batteuses.

1.258 — Batteuses à maïs.

23 — Batteuses à trèfle.

16 — Hachoirs à foin.

8 — Presses à foin.

10 — Autres.

10.494 — Total⁴⁾

¹⁾ Docteur Georges Maior, Professeur d'agriculture — La Roumanie agricole — étude économique, Bucarest 1895, page 53. Il s'agit d'un „arendaş“ d'une propriété d'environ 7.000 ha., située dans le département de Ialomitza.

²⁾ Edgard Patin, op. cit. page 144.

³⁾ Réponse de la Roumanie, op. cit. pages 176 à 181.

⁴⁾ Un bon nombre de ces machines à vapeur appartient à des sociétés, telle „Economul Român“, qui les louent.

B) *Machines et instruments à traction animale*

- 41.623 — Charrues.
- 1.097 — Cultivateurs.
- 35.592 — Herses en fer.
- 9.136 — Herses à balais de ronce.
- 8.165 — Rouleaux.
- 12.151 — Semoirs.
- 1.673 — Houes en bois.
- 3.026 — Houes en fer.
- 589 — Bineuses.
- 3.560 — Moissonneuses simples.
- 3.961 — Moissonneuses-lieuses.
- 1.065 — Faucheuses mécaniques.
- 100 — Arracheuses de pommes de terre et de betteraves.
- 166 — Faneuses.
- 1.291 — Rateaux.
- 57 — Machines à épandage.
- 24.964 — Chariots et charrettes.

C) *Machines actionnées à la main*

- 11 — Batteuses.
- 1.276 — Egrenoirs à maïs.
- 8.801 — Machines pour l'épuration des grains.
- 1.850 — Machines pour la préparation des fourrages.
- 4.282 — Autres machines.

Cet outillage mécanique a formé la principale préoccupation des grands exploitants roumains et a été continuellement augmenté et amélioré, arrivant avant-guerre à atteindre et même, dans certains cas, à dépasser celui en usage sur les grands domaines des pays de l'Europe occidentale.

Les investitions immobilières, bien que n'ayant pas bénéficié de la même attention, avaient été aussi améliorées devenant souvent suffisantes.

Ce qui a été négligé dans la très grande majorité des cas, ce sont les investissements ayant pour but une amélioration du

rendement par hectare et ceux tendant à rendre l'exploitation plus rationnelle.

Le système d'exploitation de la propriété latifundiaire laissait encore beaucoup à désirer.

Les boyards n'avaient pas en général des âmes d'agriculteurs et n'avaient point pour leurs terres ce sentiment de profond attachement que l'on trouve chez le paysan. Leurs terres ne représentaient pour eux qu'une source de revenus. C'est pourquoi bon nombre d'entre eux étaient-ils fort heureux de pouvoir l'affermier à un bon prix, afin que, débarrassés du souci de leurs terres, tout en touchant leurs revenus, ils puissent mener une vie facile dans la capitale du pays et les grandes villes de l'étranger. Ceux d'entre les boyards qui exploitaient eux-mêmes leurs terres ne le faisaient pas non plus (la plupart du temps) pour des raisons sentimentales, mais uniquement dans le but d'en retirer un plus grand revenu. Quant à la seconde catégorie des grands exploitants, les „arendasi“, il était tout naturel qu'ils ne soient pas fort attachés à une terre qui ne leur appartenait pas.

Ainsi, l'„arendasi“, aussi bien que le boyard, n'avait qu'un seul but: obtenir avec le moindre effort des bénéfices immédiats aussi grands que possible.

Ce but ne pouvait être atteint, en tenant compte des conditions économiques générales et de la conjoncture du marché à cette époque, que par la culture des céréales et l'application des méthodes de culture extensive. En effet, la Roumanie ayant une population presque exclusivement rurale, le marché intérieur ne constitue pas par conséquent un débouché suffisant pour une production agricole importante, aussi les grands exploitants devaient-ils tenir compte de la demande des grands marchés d'importation de l'Europe occidentale. Cette demande consistant principalement en céréales et subsidiairement en plantes oléagineuses, les grands exploitants se bornèrent à la production de celles-ci, et particulièrement à celles du blé, du maïs, de l'orge et du colza. D'ailleurs, la culture presque exclusive de ces quelques céréales convenait à tous points de vue aux grands exploitants roumains. La constitution du sol

et le climat y étaient propices. Elle n'exigeait pas un travail bien difficile. Elle permettait une facile rémunération du travail en nature. Elle se prêtait fort avantageusement, étant donné la grande étendue des exploitations, à l'emploi d'un outillage mécanique perfectionné et de méthodes de culture extensive, réduisant ainsi les frais de production.

Ces circonstances de fait, conjuguées à l'état d'esprit des grands exploitants, ont constitué un puissant obstacle à l'adoption de formes d'exploitation rationnelle.

En effet, pourquoi les grands exploitants auraient-ils cherché à varier leur culture, alors que la culture alternative de blé et de maïs était si rentable et que la fécondité naturelle du sol roumain permettait d'obtenir une récolte abondante et de bonne qualité, à la seule condition de bien travailler la terre ! Tout au plus, si le souci de ne pas épuiser outre mesure la terre était assez puissant pour contrebalancer le désir de bénéfices immédiats, se décidaient-ils à laisser reposer de temps en temps leurs terres par un assolement triennal avec jachère ou à employer un système d'assolement triennal sans jachère (première année blé, seconde année maïs ou orge, troisième année colza). Quant à joindre à l'agriculture proprement dite l'élevage, la laiterie, l'aviculture, la culture maraîchère, etc... transformant ainsi leurs exploitations en véritables entreprises fermières rationnelles, ils n'y pensaient même pas, ces modes d'exploitation complémentaire exigeant un surplus de travail qui ne se prêtait pas à une rémunération en nature, et leurs produits ne faisant pas l'objet d'une importante demande.

Ainsi, le système d'exploitation de la propriété latifundiaire, système tant loué et regretté par d'aucuns, ne nous paraît point mériter ces louanges et regrets. Ce système nous paraît tout au contraire avoir été fort simpliste, plein de risques et de plus avoir fortement épuisé les belles terres de la Roumanie. La seule qualité que l'on puisse reconnaître aux grands exploitants d'avant-guerre, c'est d'avoir exploité leurs entreprises par des moyens techniques et matériels permettant d'obtenir une production importante, et surtout d'avoir ac-

cordé une attention toute spéciale au conditionnement de cette production, réussissant ainsi à obtenir d'importants lots de céréales homogènes et parfaitement nettoyées, ce qui, concurremment avec les qualités intrinsèques des céréales roumaines, a permis à celles-ci d'acquérir une réputation mondiale bien méritée.

§ 2.

LA PETITE EXPLOITATION PAYSANNE

Il y avait avant-guerre en Roumanie trois catégories de paysans propriétaires: ceux qui possédaient une parcelle de terre à peine suffisante pour leur habitation et allant jusqu'à $\frac{1}{2}$ ha; ceux possédant un lopin de terre allant de $\frac{1}{2}$ ha. à 7 ha; et enfin ceux possédant de 7 à 10 ha. De ces trois catégories, c'est la seconde qui de par son importance, près de 90% des paysans propriétaires, est la plus représentative de la classe des petits exploitants paysans. Voyons donc quelle était la situation des exploitations de cette catégorie.

Les instruments de travail dont disposait le petit exploitant étaient généralement peu nombreux et fort primitifs, et parfois ils étaient même quasiment inexistantes. D'ailleurs, voici l'outillage dont disposaient les exploitants paysans avant-guerre:

Machines et instruments agricoles en usage sur la petite propriété en 1905 ¹⁾:

A. *Machines à vapeur* ²⁾

B) *Machines et instruments à traction animale:*

Charrues	{	à perche de bois	166.815	}	474.720
		en acier	307.882		
		cultivateurs	23		

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op, cit. pages 176 à 181.

²⁾ La petite propriété ne possédait pas en propre des machines à vapeur, mais elle louait aux sociétés spécialement constituées à cet effet des batteuses, etc.

Herses	{ en fer..... 95.236 à balais de ronce..... 308.296 }	403.532
Rouleaux	{ en bois..... 2.935 en fer..... 536 }	3.471
Semoirs		370
Houes	{ en bois..... 90.635 en fer..... 13.833 }	104.468
Bineuses		15
Moissonneuses		10.930
Diverses autres machines		376
Chariots et charrettes	{ à essieux de bois..... 344.707 à essieux de fer..... 244.601 }	589.308

C) *Machines actionnées à la main:*

Batteuses		184
Egrenoirs à maïs		7.669
Tarares		17.678
Trieurs		2.982
Machines servant à la préparation des fourrages	...	900
Autres machines		39.819

Si l'on rapporte le nombre des machines et instruments agricoles principaux à celui des paysans propriétaires, qui est de près de 900.000 ¹⁾, on s'aperçoit que les 2/3, et certainement la moitié des paysans propriétaires, n'ont aucun outillage agricole ²⁾. L'autre tiers des petits exploitants possède cependant un outillage composé généralement: d'une charrue (fort souvent une charrue à perche de bois), d'une herse (généralement à balais de ronce), et enfin d'une charrette ou chariot.

Mais s'il ressort que seul un tiers des exploitants paysans possédait des outils agricoles, on peut déduire par contre du

¹⁾ Déduction faite des propriétaires de moins de ½ ha. qui ne possèdent pas d'outillage agricole ou du moins exceptionnellement.

²⁾ Cependant près des 2/3 des paysans possèdent des chariots.

tableau ci-dessous que la plupart d'entre eux possédaient du bétail :

*Propriétaires d'animaux domestiques suivant leur
profession en 1900 ¹⁾* :

Grands propriétaires et fermiers	7.187
Eleveurs et commerçants de bétail.....	4.324
Paysans propriétaires de terres	787.396
Paysans non propriétaires de terres	89.531
Autres catégories	82.883

Ainsi 787.396 paysans propriétaires de terres possédaient du bétail et la grande majorité possédait du gros et du menu bétail, en général une ou deux paires de bêtes de trait ²⁾, quelquefois une vache, souvent quelques moutons et cochons. Malheureusement ces quelques animaux, qui auraient pu augmenter les bénéfices de la petite exploitation, étaient généralement dans un état déplorable, étant assez mal soignés par leurs propriétaires et surtout étant fort mal nourris.

En effet, les grands propriétaires, seuls propriétaires de pâturages ³⁾, exigeaient des prix excessifs. Le prix moyen du droit de pacage était en 1906 de 11,15 lei pour le gros bétail, alors que le prix d'un boeuf était en moyenne de 100 lei. En outre, les terres sur lesquelles le grand exploitant accordait le droit de pacage étaient abusivement dénommées pâturages et ne pouvaient permettre que très insuffisamment de nourrir les animaux. Les grands exploitants pratiquaient cette politique de prix excessifs sachant que le paysan ne pouvait se dispenser de ses bêtes de trait ⁴⁾.

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op cit. page 195.

²⁾ Il y avait en 1900 en Roumanie 864.324 chevaux et 2.588.526 boeufs et buffles dont 1.859.241 étaient aptes aux travaux des champs. Cf. Réponse de la Roumanie en 1908 op. cit. pages 186 à 194.

³⁾ En 1907, on a cependant constitué près de 180.000 ha. de pâturages communaux, mais c'était encore trop peu pour agir sur les prix.

⁴⁾ Aussi les prix variaient-ils, le droit de pacage perçu pour une bête de trait étant supérieur de 20% à celui perçu pour le gros bétail en général. Cf. Réponse de la Roumanie, page 300.

Propriétaires de quelques hectares, avec un inventaire aussi réduit que celui que nous venons de voir, n'ayant aucune éducation économique, le paysan roumain exploitait sa terre suivant les méthodes qu'il voyait employer aux grands exploitants. Aussi, suivant l'exemple donné par le boyard, le paysan roumain adopta le système irrationnel de la grande exploitation, système qui, s'il réussissait à être rentable pour le grand exploitant grâce à un concours de circonstances favorables, ne pouvait, pour le petit exploitant paysan, qui ne bénéficiait pas des mêmes circonstances, être que ruineux. Employant le système d'exploitation de la grande propriété mais n'ayant pas un outillage semblable, ne pouvant jamais travailler à temps ses propres terres — étant obligé de travailler d'abord les terres du boyard — n'employant jamais une semence de bonne qualité, le petit exploitant roumain obtenait une production de beaucoup inférieure, tant quantitativement que surtout qualitativement, à celle de la grande exploitation. Cette production lui servait d'abord à apaiser, rarement à satisfaire, ses besoins alimentaires.

Le petit exploitant devait en effet réserver au moins deux-trois sacs de grains pour se procurer l'argent nécessaire au paiement de l'impôt ainsi qu'à quelques menus achats indispensables. Ces deux-trois sacs de grains, il allait les offrir sur le marché rural — „obor“ — du voisinage où un intermédiaire de seconde main lui offrait — vu la qualité médiocre et la petite quantité — un prix de beaucoup plus réduit que celui que touchait le grand exploitant, parfois même un prix dérisoire.

Aussi le petit exploitant paysan, malgré un rude travail, mais un travail irrationnel, ne parvenait presque jamais à joindre les deux bouts, ce qui l'obligeait de recourir au grand exploitant pour se faire accorder une avance sur les travaux qu'il lui fournirait l'année prochaine. De cette façon le petit exploitant perdait non seulement sur son exploitation, mais encore sur le prix du travail effectué sur les terres du boyard, qui, lui faisant des avances d'argent, exigeait

qu'il acceptât des conditions onéreuses¹⁾. Quant à obtenir des bénéfices de son exploitation, cela était plutôt rare et ce n'est qu'en effectuant un nombre important de journées de travail chez le boyard ou l'„arendas“ qu'il arrivait à compenser les pertes que lui faisait subir sa propre terre.

Cette triste situation dans laquelle se débattait le petit exploitant reçoit une confirmation du fait qu'un certain nombre d'entre eux se sont décidés à renoncer à exploiter eux-mêmes leur lopin de terre, l'affermant et préférant être de simples ouvriers agricoles. En 1907, 47.204 paysans, propriétaires de moins de 10 ha., ont affermé leur terre²⁾. Si l'on tient compte que le paysan en général, et le paysan roumain en particulier, est avide de terre, de cette terre qu'il travaille mais que généralement il ne possède pas et pour laquelle il a un véritable amour, si l'on tient compte aussi de la grande frugalité du paysan roumain, on peut comprendre combien grande devait être la misère dans laquelle se trouvait le petit exploitant, pour qu'un nombre si important ait été poussé à laisser à d'autres le soin — mais aussi le souci — d'exploiter une terre si convoitée.

Si telle était la situation déplorable de la très grande majorité des petits exploitants paysans, il faut cependant noter qu'une infime partie d'entre eux, ainsi que les exploitants de la troisième catégorie — paysans propriétaires de plus de 7 ha. — étaient mieux outillés, avaient un cheptel plus

¹⁾ Les conditions de ces contrats agricoles conclus sous la pression d'un besoin urgent d'argent étaient des plus défavorables, les grands exploitants et surtout les grands „arendas“ profitant de façon éhontée de la triste position du paysan roumain. Voici d'ailleurs une des clauses que l'on rencontrait dans certains contrats: „M. X. engage le paysan Y pour un mois de travaux agricoles, et il est convenu que le mois consiste en 32 jours ouvriers „de cette façon l'embauteur profitait d'un prix réduit, l'engagement étant fait au mois, mais, trouvant que ce n'était pas suffisant, il prévoyait le mois de 32 jours ouvriers, soit en réalité, tenant compte des dimanches, le mois de 36 jours! Cette clause nous apprend jusqu'à quel point certains grands exploitants pouvaient pousser l'impudence.

²⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit, page 251.

important et réussissaient à avoir une bonne rentabilité de leurs terres, réalisant des bénéfices qui étaient supérieurs même à ceux réalisés par les grands exploitants.

Il y avait en outre une catégorie d'exploitants paysans dont nous devons parler ici, bien qu'elle soit comprise dans la propriété moyenne dont elle forme d'ailleurs la majorité. Les paysans de cette catégorie, généralement des „răzeși“ ou „moșneni“¹⁾, possèdent de 20 à 30 ha.

Leurs exploitations sont très rentables, premièrement à cause de la différence d'étendue, et en second lieu grâce à une exploitation plus rationnelle, comportant une certaine diversité des cultures, l'emploi d'un outillage plus important et de meilleure qualité, et enfin une plus grande importance accordée à l'élevage. Ces exploitations paysannes plus rationnelles et permettant à leurs propriétaires de mener une vie plus aisée, se rencontraient surtout dans les régions de Dolj, Romanatzi, Muscel, Buzău, Ilfov et Téléorman.

§ 3.

LE COMMERCE DES CEREALES.

La Roumanie d'avant-guerre avec sa population rurale prépondérante n'offrait pas un débouché suffisant à une production agricole tant soit peu importante. En effet, sur les 30.825.600 qx., qui, suivant l'estimation faite par le „Bulletin statistique de Roumanie“²⁾, représentaient la consommation totale du pays, il n'y en avait qu'approximativement 6 millions qui constituaient la quantité négociée pour les besoins du marché intérieur, le reste étant consommé par les producteurs eux-mêmes.

La demande du marché intérieur étant peu importante, c'est uniquement celle des grands marchés de l'Europe occidentale qui a déterminé le développement de la production des

¹⁾ Les „răzeși“ et „moșneni“ sont des paysans rendus propriétaires depuis le temps des Voévodats.

²⁾ Bulletin statistique de la Roumanie, No. 1/924, page 145.

céréales, la faisant atteindre et parfois même dépasser 60 millions de quintaux¹⁾. Dans ces conditions, il était fort naturel que le commerce d'exportation ait été de beaucoup plus important que le commerce intérieur, le premier portant sur 25 à 35 et même 40 millions de quintaux, et le second ne portant que sur 6 ou tout au plus 7 millions de quintaux.

Le commerce d'exportation était particulièrement avantage par la répartition de la propriété. Les trois à quatre mille exploitants de la propriété latifundiaire, occupant 48,82% des surfaces cultivées et ayant une production que l'on peut estimer varier entre 25 et 35 millions de qx.²⁾, étaient en effet capables à eux seuls de fournir, à peu de chose près, les quantités de grains disponibles pour l'exportation, quantités variant autour des mêmes chiffres³⁾.

Ceci étant, les fournisseurs du commerce d'exportation étaient presque exclusivement les grands exploitants. Les plus importants d'entre eux traitaient directement avec les exportateurs, auxquels ils offraient toute leur production, qui consistait en quelques centaines de wagons. Les exploitants moyens vendaient leur production soit à un commissionnaire en grains — souvent une banque — de Galatzi, Brăila ou Constantza, soit directement à un minotier ou à un exportateur de moindre importance. Les exploitants de domaines moins étendus, disposant tout de même d'une production s'élevant à plusieurs wagons de grains, vendaient généralement leur récolte sur pied à un intermédiaire, souvent un „arendas“ de la ré-

¹⁾ Dr. D. D. Haşigano, chargé de cours à l'Académie des Hautes Etudes commerciales et industrielles de Cluj, dans son étude intitulée „Statistique agricole“, nous indique, comme production moyenne des principales céréales pour la décade 1906—1915, le total de 56.883.000 qx., production qui pour les années 1906 et 1910 a dépassé 70.000.000 qx.

²⁾ La calcul de cette estimation a pour base: la production totale des cinq principales céréales — maxima et minima de la décade 1906-1915 — répartie entre la grande et la petite propriété suivant le pourcentage des surfaces détenues par chacune d'entre elles et en tenant aussi compte du fait que la grande propriété avait un rendement par hectare légèrement supérieur à celui de la petite propriété.

³⁾ Edgard Patin, op. cit. page 147.

gion, qui, outre l'exploitation du domaine affermé, pratiquait aussi le commerce des céréales. Le nombre des intermédiaires s'interposant entre le producteur et l'exportateur était réduit à l'extrême limite, la marchandise ne passant que par une seule main, celle du commissionnaire ou de l'„arendaş“ jouant le rôle de collecteur. Le prix payé au producteur ne se trouvait pas dans ces conditions être de beaucoup inférieur à celui payé par l'exportateur, n'étant grevé que de la seule commission perçue par l'unique intermédiaire. D'ailleurs, ainsi que nous le verrons plus loin, le bénéfice réalisé par l'intermédiaire provenait plutôt d'une différence de cours que de la commission perçue qui était généralement fort modeste.

Parmi les formes de vente employées, la vente „à livrer“ était, ainsi que nous le fait voir Edgard Patin dans son instructive étude sur „Le commerce des céréales dans le bassin du bas Danube“, la plus usitée dans les transactions conclues par les grands exploitants. En effet, ceux-ci se trouvant presque toujours à court d'argent au moment de la récolte, sans plus attendre une hausse de cours—même prévisible—vendaient „à livrer“ pour se procurer l'argent nécessaire pour la moisson, la coutume étant en Roumanie de verser des arrhes sur toutes transactions de céréales, arrhes variant entre 20% et 30% de la valeur de la marchandise.

Les ventes de marchandises „disponibles“ étaient plus réduites comme nombre, étant surtout pratiquées par les très grands exploitants, ou pour les céréales qui n'avaient pas été encore vendues à l'époque de la récolte.

Quelle que fût la forme de la vente, „à livrer“ ou „disponible“, elle était presque toujours conclue „pour livrer sur chaland de l'acheteur“ ou „par wagon entier à destination du port d'embarquement“.

Les exportateurs achetaient aussi et même avec une certaine préférence de la marchandise disponible dans les ports de Galatzi, Brăila ou Constantza. Dans ce cas, ils s'adressaient soit au commissionnaire libre, soit au service de vente à la com-

mission que la plupart des grandes banques du pays entretenaient dans ces ports.

Les exportateurs s'approvisionnaient pour la presque totalité de leurs besoins chez les grands producteurs et suivant les formes sur lesquelles nous venons de jeter un rapide coup d'oeil. Ils ne recouraient aux achats de céréales provenant de la petite exploitation que contraints par la nécessité de compléter les stocks qu'ils s'étaient engagés à fournir. Dans ce cas, les exportateurs s'adressaient aux „spéculateurs“, catégorie d'intermédiaires faisant la collecte de petites quantités de grains, d'espèces et de qualités fort différentes, qu'ils triaient, constituant ainsi de petits stocks de quelques wagons de céréales qui remplissaient les conditions commerciales exigées par l'exportateur. Avec cette nouvelle catégorie d'intermédiaires, nous entrons dans le domaine du marché intérieur, sur lequel ils jouaient, à côté des minotiers, le rôle des plus importants acheteurs.

Le marché intérieur était alimenté presque exclusivement par la production disponible des petits exploitants. Le rassemblement des céréales de provenance paysanne était effectué par des intermédiaires travaillant dans les marchés ruraux, dénommés en Roumanie „obors“. Les petits exploitants ayant disponible une quantité de grains de quelques quintaux, la chargeaient sur leurs charrettes et la portaient à l'„obor“ où elle était achetée par le petit intermédiaire le plus souvent à un prix dérisoire que le paysan acceptait cependant, ayant généralement un pressant besoin d'argent et n'étant pas disposé à retourner un autre jour à „l'obor“ avec sa charrette chargée et de risquer de ne pas obtenir un meilleur prix. Le petit intermédiaire, travaillant sur l'„obor“, se trouvait ainsi à la fin de la semaine en possession de quelques centaines de quintaux de différentes céréales et de différentes qualités, qu'il offrait aux petits commerçants en grains de la ville la plus rapprochée. C'est chez ces petits commerçants en grains que s'approvisionnaient les spéculateurs et les minoteries du pays.

Les quantités de grains vendues ainsi dans les „obors“ s'é-

levaient à environ 6 à 7 millions de qx.¹⁾, et représentaient la presque totalité des transactions de céréales conclues pour les besoins du marché intérieur. Or, comme nous venons de le voir, les céréales négociées sur l'„obor“ passaient par les mains de deux ou trois intermédiaires au moins; nous pouvons en déduire que, contrairement au commerce d'exportation où les intermédiaires, s'ils n'étaient pas toujours éliminés étaient du moins réduits à un très petit nombre, le commerce intérieur en utilisait un grand nombre, ce qui grevait d'une lourde charge les prix qu'en touchaient les producteurs, d'autant plus que les petits intermédiaires des „obors“ ne procédaient aux achats que lorsqu'ils pouvaient réaliser une forte marge de bénéfice.

Les différentes espèces et variétés de céréales faisant l'objet du commerce roumain d'exportation d'avant-guerre, ainsi que leurs caractéristiques qualitatives, doivent être au moins sommairement décrites pour nous permettre d'avoir une notion plus complète de ce commerce, étant donné que son importance était due en grande partie à l'homogénéité et à la qualité des produits sur lesquels il s'exerçait.

Le blé, le maïs et l'orge sont les trois espèces de céréales qui forment principalement l'objet du commerce d'exportation. Les deux variétés de blé les plus répandues à cette époque sont: le blé blanc roumain et le blé rouge d'automne. Ces deux variétés de blé obtenues par les producteurs roumains étaient fort riches en gluten (matières azotées) et étaient fort recherchées par les marchés importateurs, surtout lorsqu'elles leur étaient fournies en lots de plus de mille wagons, à un poids hectolitrique de 80 kilos ou plus et avec tout au plus 1/2‰ de corps étrangers, ce qui était loin d'être une exception. De pareilles expéditions se renouvelant chaque année et les importateurs n'ayant jamais à se plaindre de la qualité et du conditionnement des blés roumains, ceux-ci avaient acquis une fort bonne renommée sur les grands marchés im-

¹⁾ M. le Prof. Emile M. Brancovici estime à environ 6.157.200 qx. la quantité de grains vendue dans les „obors“ en 1913. Cf. Technique du commerce des céréales, Bucarest 1915.

portateurs. Les maïs roumains avaient aussi atteint une notoriété commerciale qui leur permettait un écoulement régulier sur les marchés consommateurs occidentaux. Les deux variétés de maïs que produisait la Roumanie d'avant-guerre sont: la variété „dent de cheval“ cultivée surtout en Olténie et fort recherchée par les marchés britanniques et scandinaves, et la variété „galfox“ fort rapprochée de la première, plus rougeâtre et moins pure de forme que celle-ci, ce qui la faisait être un peu moins recherchée. Pour les expéditions de maïs, le commerce d'exportation a rencontré une certaine difficulté. En effet, le maïs nouveau, s'il n'est pas suffisamment sec, risque de s'échauffer si on le tient en cale pendant les 20 ou 30 jours qu'exige le trajet Danube-Londres ou Anvers. Or le maïs roumain, étant récolté assez tard, ne pouvait être expédié à temps pour arriver sur les marchés importateurs au moment de la plus grande demande (janvier-mars). Dans ces conditions, les exportateurs roumains ont dû recourir au procédé employé par les Américains: le chargement „mixed“ (mélange de maïs ancien et nouveau), procédé qui a demandé aux exportateurs des années d'efforts pour arriver à former des stocks de maïs ancien suffisants pour permettre des chargements de „mixed“. Ils étaient arrivés cependant avant-guerre à effectuer des expéditions de mixed irréprochables. L'orge, troisième céréale d'exportation de la Roumanie, a occupé une place moins importante dans l'ensemble de la production céréalière du pays, et bien que faisant l'objet de transactions assez importantes pour l'exportation, ni les producteurs ni les exportateurs ne lui ont prêté une attention suffisante pour chercher à améliorer sa qualité et surtout son conditionnement qui laissait souvent à désirer et mécontentait ainsi bien souvent les importateurs.

Ainsi, le commerce d'exportation, portant sur d'importantes quantités de céréales de fort bonne qualité, bénéficiant de conditions d'approvisionnement et d'écoulement excellentes, était arrivé à créer une fort bonne renommée aux céréales roumaines, ce qui permettait d'obtenir des prix rémunérateurs.

§ 4.

LE CREDIT.

Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XIX-ème siècle que le besoin de crédit commence à se faire sentir de façon plus intense en Roumanie. Les boyards, incités par la demande de céréales des marchés occidentaux à accroître leurs exploitations, recourent, pour se procurer les capitaux nécessaires, aux „zarafi“ ¹⁾ plus importants qui, à côté de leur métier de changeurs, exercent aussi celui de prêteurs. Ce sont ces „zarafi“ qui, voyant perdre au métier de changeur la plus grande partie de son importance à la suite de l'introduction du système monétaire national en 1867, ont évolué vers un véritable commerce de banque, devenant les premiers banquiers en Roumanie. D'ailleurs, l'introduction du système national monétaire est immédiatement suivi par la création de la première banque roumaine société anonyme, la „Banque de Roumanie“, S. A., création du comte Zamoyski avec participation anglaise, banque qui fonctionne aujourd'hui encore comme banque commerciale sous le nom de „Bank of Roumania Ltd“.

Malgré l'existence de ces quelques banques privées, de quelques succursales de banques étrangères établies dans les ports, et de cette première banque roumaine société anonyme, les besoins de crédit des grands propriétaires ne peuvent être satisfaits qu'en partie et dans des conditions peu favorables. Les boyards ressentent âprement le besoin d'une institution de crédit pouvant mettre à leur disposition des capitaux suffisants et dans de meilleures conditions, capitaux qui leur sont nécessaires à la mise en valeur de leurs propriétés. Nous avons vu précédemment ²⁾ comment, après d'interminables discussions, s'est constituée en 1873 la Première Société de Crédit Foncier Roumain. La création d'une institution de crédit à l'usage de la grande propriété, précédant celle d'un in-

1) Nom que l'on donnait en Roumanie aux changeurs.

2) Voir page 22.

stitut national d'émission, fait apparaître une fois de plus l'importance primordiale de la grande propriété dans l'économie roumaine d'avant-guerre.

Enfin, en 1880 a lieu la création de l'Institut National d'Emission, la „Banque Nationale de Roumanie“, et c'est à partir de cette date, donc fort récemment, que le crédit commence à être réellement organisé.

A. Le crédit commercial

Les dix premières années de fonctionnement de l'Institut National d'Emission constituent l'époque de préparation, d'acclimatation du public aux opérations bancaires, de formation de nouvelles banques, de transformation d'anciennes banques, enfin la période constitutive de l'organisme bancaire roumain, période d'où celui-ci est sorti empreint de ses caractères propres.

En 1890, l'organisme bancaire roumain comptait seulement cinq institutions bancaires organisées en sociétés par actions, quelques banques — dont „Marmorosch Blank et Co.“, qui était l'une des plus importantes du pays — étaient encore des sociétés en commandite, et enfin des banques privées.

A partir de 1890, grâce à l'appui prêté par la Banque Nationale et surtout grâce aux capitaux étrangers, quelques-unes des banques existantes prennent de l'extension et l'on assiste à la création de quelques nouvelles grandes banques. A côté de ces grandes banques commerciales, d'autres de moindre importance se développent aussi, et enfin on assiste à la création d'un certain nombre d'établissements de fort petite importance, banques qui ne paraissent pas pouvoir se développer et dont la naissance est due uniquement aux grands bénéfices à réaliser dans cette branche d'activité.

Les chiffres suivants, que nous extrayons du „Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de

Roumanie¹⁾, donnent un aperçu de l'expansion bancaire de la Roumanie d'avant-guerre ¹⁾ :

Année	Nombre de Banques	Capital (millions de lei-or)
1900.....	30	75
1911.....	183	176
1913.....	198	223
1916.....	238	260

Si l'accroissement du nombre des banques roumaines est assez important, passant de 30 en 1900 à 238 en 1916 ²⁾, l'accroissement de leurs capitaux n'a pas la même importance. Aussi en 1914 n'y a-t-il en Roumanie que 7 banques commerciales disposant de capitaux supérieurs à dix millions.

Ces grandes banques sont, dans l'ordre d'importance de leurs capitaux, les suivantes ³⁾ :

1. Banque „Românească“	26.250.000	lei-or
2. „ de Crédit Roumain	20.000.000	„
3. „ Marmorosch Blank et Co.	20.000.000	„
4. „ Agricole.....	18.500.000	„
5. „ Générale de Roumanie.....	15.000.000	„
6. „ Commerciale Roumaine	12.000.000	„
7. „ d'Escompte	10.000.000	„
Total		121.750.000 lei-or

De ces sept grandes banques roumaines, il n'y en a que trois — la Banque „Românească“, la „Banque Agricole“ et la „Banque d'Escompte“ — dont le capital soit roumain. Les autres, bien qu'établies dans le cadre de la législation roumaine, sont des créations de la finance autrichienne et allemande, entièrement dirigées et contrôlées par celle-ci. La „Banque de Crédit Roumain“ et la „Banque Commerciale Roumaine“ sont des créations de la finance autrichienne. La première,

¹⁾ Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, Bucarest, Mai 1929, No. 5, page 1.

²⁾ La Roumanie n'est entrée en guerre que le 27 août 1916.

³⁾ Victor Slăvesco — Les grandes banques commerciales en Roumanie — page 3.

créée en 1907, est la transformation en société anonyme roumaine par actions de l'établissement d'origine autrichienne „Oscar Jeschek et Co.“, avec le concours financier de la „K. und K. Laenderbank“, et de la „Niederoestereichische Escomptgesellschaft“ de Vienne. La seconde, créée en 1910 par la „Niederoestereichische Escomptgesellschaft“, confirme l'intérêt que prenait cette banque autrichienne à l'expansion financière en Roumanie. La „Banque Générale de Roumanie“, créée en 1903 par deux grandes banques allemandes, la „Diskontogesellschaft“ et „Bleichröder“, avait pour but de faciliter les transactions de céréales qu'effectuaient les grands importateurs de Hambourg et de Manheim.

Enfin, la Banque „Marmorosch Blank et Co.“, bien que constituée par le capital roumain, était commanditée par la „Banque Commerciale de Budapest“, collaborant ainsi étroitement avec la finance austro-hongroise.

Ainsi, sur les 121.750.000 lei-or constituant le capital des grandes banques roumaines d'avant-guerre, plus de la moitié était en réalité du capital étranger. Ceci est une des caractéristiques de l'organisation du crédit en Roumanie: jamais les capitaux nationaux n'ont été suffisants et il a toujours fallu avoir recours à la finance étrangère. C'était d'ailleurs fort naturel dans un pays éveillé depuis peu à une vie économique plus intense, où les capitaux ne s'étaient pas encore formés par une épargne de longue durée, et où les capitaux encore réduits, constitués par une accumulation de fraîche date, subissaient de fréquentes amputations par le fait des crises, fréquentes dans une économie agricole comme celle de la Roumanie, crises auxquelles leurs jeunes forces ne leur permettaient pas de résister avec succès.

A part les sept grandes banques qui représentaient plus de la moitié des capitaux dont disposait l'organisme bancaire roumain d'avant-guerre, il y avait plus de 200 petites banques, pour la plupart des banques locales, le plus souvent des banques privées ayant un capital tellement réduit qu'elles ne répondaient presque jamais aux besoins réels de crédit des centres où elles avaient leurs sièges. Cependant, un

certain nombre d'entre elles, bien que disposant d'un capital modeste, travaillait sérieusement, ayant des relations d'affaires étendues tant dans le pays qu'à l'étranger, et paraissait devoir prendre de l'importance avec le temps. Parmi celles-ci on doit citer l'établissement „N. Crissoveloni“, société en commandite, qui jouissait de relations fort étendues et d'une très bonne réputation sur le marché; la „Banque du Syndicat Agricole Ialomitza“ créée en 1911; et enfin, de création plus récente, la „Banque Franco-Roumaine“ en 1914 et la „Banque de la Nation“ en 1915. Il est intéressant de remarquer que toutes ces banques, modestes mais promettant de progresser, sont des créations du capital national.

Si, au point de vue de l'importance et de la provenance de leurs capitaux, les banques roumaines d'avant-guerre différaient profondément, il n'en est pas de même du point de vue de leurs placements. Toutes font des placements agricoles, soit sous forme d'ouvertures de crédit aux grands agriculteurs, soit aussi et surtout par la voie indirecte du commerce des céréales. „Petites ou grandes, les banques roumaines ont comme principaux clients les agriculteurs“¹⁾. A prime abord, il paraît curieux de voir des banques commerciales, des banques d'affaires, investir la plus importante partie de leurs disponibles dans des placements agricoles peu liquides et difficilement réalisables. Cela s'explique cependant par le fait que l'économie roumaine d'avant-guerre était essentiellement agricole, qu'elle était basée sur la grande exploitation présentant une forte surface commerciale et ayant une grande rentabilité, et enfin par le fait que la grande exploitation, incitée à accroître sans cesse sa production qui faisait l'objet d'une demande soutenue sur les marchés étrangers, avait grand besoin de capitaux qu'elle rémunérait très bien. Aussi les banques roumaines préféraient-elles les placements agricoles, qui bien que peu liquides, étaient fort avantageux, étant particulièrement bien rémunérés.

¹⁾ Victor Slăvesco — Organisation de crédit de la Roumanie — Bucarest, 1922, page 72.

Le caractère particulier des placements qu'effectuaient les banques roumaines se répercutait forcément sur les opérations auxquelles s'adonnaient ces établissements. A ce point de vue, la distinction entre les établissements de crédit à capital roumain et ceux à capital étranger réapparaît nettement. Les premiers, ne disposant pas d'une puissante aide financière, préféraient n'engager que leurs propres capitaux et n'encourageaient point les dépôts — „à vue“ pour la plupart — dont l'exigibilité rapide ne permettait pas d'effectuer des placements peu liquides ¹⁾. Ces banques travaillaient donc avec leurs propres capitaux et en cas d'insuffisance de ceux-ci, préféraient faire appel à la Banque Nationale en y réescomptant leur portefeuille, que de s'engager dans une politique d'encouragement des dépôts qui était pleine de risques. Il faut noter que les petites banques qui accordaient des crédits aux agriculteurs sur gages réels, — hypothèque, récolte, outillage — recouraient abondamment à l'escompte des grandes banques pour se procurer le numéraire nécessaire.

Les établissements de crédit à capitaux étrangers menaient une politique toute différente. Disposant de l'aide financière des puissants groupes qui les avaient créées, ces banques, bien qu'effectuant aussi des placements agricoles, favorisaient les dépôts indigènes et par contre ne recouraient que rarement au réescompte de l'Institut d'Emission, se soustrayant ainsi au contrôle exercé par celui-ci. Il est vrai que la majorité des crédits accordés par ces banques aux agriculteurs étaient des crédits à échéances plus rapprochées, étant surtout accordés à l'occasion des opérations de commercialisation des produits agricoles, opérations qu'elles effectuaient sur une très grande échelle, car le but poursuivi par les groupes financiers étrangers qui les dirigeaient était surtout de se réserver une participation active au florissant commerce des céréales.

Aussi, et cela doit être souligné avec beaucoup d'insistance, tandis qu'un grand nombre des banques roumaines, non seule-

¹⁾ Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale, op. cit. page 2.

ment ne favorisaient pas les dépôts, et implicitement l'épargne, mais encore hésitaient à recevoir ceux qui se présentaient, d'autres banques par contre favorisaient les dépôts, non pas que la nature de leurs placements eût rendu moins risquée une pareille politique, mais pour le simple motif qu'en cas de retraits massifs, elles savaient pouvoir compter sur les puissants groupes financiers qui les dirigeaient et qui leur permettaient de faire face à ces retraits.

Nous pouvons conclure qu'avant la guerre mondiale, la finance roumaine avait d'étroites relations avec l'agriculture, dont le financement constituait son principal objet et d'où elle retirait la plus grande partie de ses bénéfices annuels¹⁾. De sorte que les banques commerciales roumaines d'avant-guerre ne peuvent être considérées comme des banques commerciales — généralement des banques d'affaires — que suivant la nature de leurs opérations, car en ce qui concerne la destination du crédit, ces banques pourraient être plutôt des établissements de crédit spécialisé, travaillant principalement avec les agriculteurs et pour l'agriculture.

B. Le crédit spécialisé

Si le crédit commercial était, ainsi que nous venons de le voir, assez bien organisé et disposait de capitaux suffisants, il n'en était pas entièrement de même pour le crédit spécialisé, en l'espèce le crédit destiné à l'agriculture ou aux agriculteurs, le seul qui nous intéresse spécialement et d'ailleurs presque le seul présentant une certaine importance. Il nous faut faire dès le début la remarque que le crédit foncier, que nous considérons, suivant en cela l'opinion de M. le Professeur Ch. Gide²⁾, comme ne rentrant pas dans la notion du crédit agricole proprement dit, était de beaucoup le mieux organisé et surtout était le seul à disposer de capitaux suffisants.

1) Victor Slăvesco — Organisation de crédit de la Roumanie — page 161.

2) Gh. Gide — Cours d'Economie Politique — Sixième édition, Tome I-er, Sirey-Paris 1920, pages 502—506.

Le crédit foncier comptait avant-guerre quatre institutions : le „Crédit Foncier Rural“, la „Caisse Rurale“, une des deux sections du „Crédit Agricole“ et le „Crédit Viticole“. La première était seule destinée aux grands propriétaires, mais était aussi de beaucoup plus importante que les trois autres ensemble.

Nous avons déjà vu comment a été constitué le „Crédit Foncier Rural“, quelle a été son activité jusqu'en 1901 et l'heureuse influence qu'il eut sur le crédit en général¹⁾. Nous n'y reviendrons pas et nous nous contenterons seulement d'indiquer que cette institution de crédit continue son activité avec le même succès. L'émission de titres fonciers passe de 376.292.700 lei-or en 1901 à 725.113.900 lei-or en 1915, ce qui nous prouve le développement continu de l'activité de cette institution.

Les institutions de crédit foncier destinées aux paysans ont par contre manqué de ressources suffisantes pour avoir une activité efficace. „Le Crédit Agricole“, constitué en 1892, est une forme évoluée des Caisses Départementales qui datent depuis 1881 et qui avaient eu une activité fort insignifiante. Cette institution comporte deux sections, l'une ayant pour but d'accorder des crédits agricoles proprement dits, l'autre d'avancer les capitaux nécessaires au premier établissement des paysans propriétaires. Cette seconde section, qui seule nous intéresse ici, ayant les caractères d'une institution de crédit foncier, n'a jamais pu avoir une activité réelle, n'ayant été dotée d'aucun capital, mais uniquement de l'autorisation de se le constituer par voie d'emprunt à une banque jusqu'à concurrence de trois millions lei-or²⁾. En 1906, une troisième section du Crédit Agricole est créée, ayant pour but de venir en aide aux petits propriétaires des vignobles détruits par le phylloxéra, en mettant à leur disposition les capitaux nécessaires pour les replanter. Quelques mois après cette section devient indépendante. Elle prend le nom de „Crédit Viticole“, et un capital de deux millions lui est alloué. Cette institution a une activité

¹⁾ Voir précédemment, p. 23.

²⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit. pages 333 et 338.

de peu d'importance, les crédits accordés durant sa première année d'existence se chiffrant à peine à 991.200 lei ¹⁾. Enfin, la troisième institution de crédit foncier pour les petits cultivateurs, c'est la „Caisse Rurale“, créée en 1908 à la suite de la révolution de 1907. Cette institution, au capital de 10 millions, a pour but de faciliter aux paysans cultivateurs l'achat de terres en leur accordant le crédit nécessaire. La Caisse Rurale peut émettre, jusqu'au maximum de ses créances hypothécaires, des obligations rurales au porteur, amortissables en 50 années et produisant un intérêt de 5% ²⁾. Cette dernière institution de crédit foncier est la seule ayant eu une certaine activité, bien entendu dans la limite de ses disponibilités qui étaient minimales par rapport aux quelques millions de paysans non-propriétaires auxquels elle devait venir en aide.

Ainsi, au point de vue du crédit foncier, nous voyons que seul le Crédit Foncier Rural à l'usage des grands propriétaires était une institution de crédit disposant de moyens suffisants, les trois autres à l'usage des petits propriétaires étaient des institutions d'une si maigre importance que l'on pourrait presque les négliger.

Le crédit agricole proprement dit n'est pas non plus fort important. C'est d'abord et en principe la „Banque Agricole“, créée par la loi de 1894 afin de mettre à la disposition des grands exploitants les fonds de roulement nécessaires. Nous avons compté cependant cette institution parmi les banques commerciales, car elle est une société anonyme par actions, qui, sauf le fait d'être mise sous la surveillance d'un commissaire du gouvernement et d'avoir été créée en vue du crédit agricole, ne diffère en rien des banques commerciales ordinaires, pouvant effectuer absolument toutes les opérations de celles-ci. La seule véritable institution de crédit agricole est la section du „Crédit Agricole“, destinée à accorder des crédits aux paysans et aux industries agricoles. Cette section, disposant d'un capital de vingt millions entièrement

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., pages 339 et 389.

²⁾ Idem, op. cit., page 337.

versé par l'Etat, a eu une activité assez importante, ayant accordé de 1902 à 1907 plus de trois cent mille prêts sur gages se chiffrant à 29.582.711 lei ¹⁾, et ayant reçu pendant la même période plus de quinze millions de lei, dépôts à fructifier ²⁾. Enfin, à partir de la loi de 1906, cette institution met à la disposition de la „Caisse Centrale des Banques Populaires Villageoises“, les fonds nécessaires, qui, pour l'année 1906—1907, s'élèvent à 1.914.236 lei ³⁾.

Outre les institutions de crédit spécialisé que nous venons de voir et qui étaient toutes, soit dues à l'initiative de l'Etat lui-même, soit encouragées par lui, il y avait en Roumanie tout un réseau de coopératives de crédit, dénommées „Banques Populaires Villageoises“, dues à l'initiative privée des petits cultivateurs et qui sont arrivées à prendre une fort grande importance, compte tenu des possibilités matérielles de cette classe et du fait que l'Etat ne leur a accordé qu'une aide fort peu efficace. La première de ces banques populaires est créée en 1891 dans le département de Buzău, par l'association de 85 membres et avec un capital de 170 lei-or. Cet exemple est suivi assez timidement pendant les premières années, mais à partir de 1898 leur nombre commence à croître, la création de coopératives de crédit prenant un grand essor après 1903, date de la première loi des banques populaires. En 1907, on compte déjà 2.217 banques populaires, ayant un capital de 27.746.241 lei entièrement versé par les 295.325 membres qui les constituent, et ayant consenti des prêts se chiffrant à 36.408.364 lei pour cette seule année ⁴⁾. Ce mouvement continue en s'amplifiant, de sorte qu'en 1913 il y a 2.901 banques, constituées par 583.632 membres, avec un capital social de 107.142.203 lei et ayant accordé des prêts pour 149.247.549 lei ⁵⁾.

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, page 362.

²⁾ Idem, op. cit. page 360.

³⁾ Ibidem, op. cit., page 338.

⁴⁾ Ibidem, op. cit., pages 370, 371 et 381.

⁵⁾ Cf. N. Cristoveanu — Essai critique sur la politique roumaine en matière de dettes agricoles — Thèse, Paris 1934, page 76.

Ces quelques chiffres nous permettent d'apprécier toute l'importance de ce mouvement. Le fait qu'il prend naissance et se développe à une époque où en Roumanie le crédit en général l'est fort peu et où la classe des boyards, grands propriétaires, ne participe, par l'épargne, que dans une mesure bien réduite au développement du crédit, nous fait apprécier le profond intérêt qu'il présente. En effet, les paysans petits cultivateurs dont les ressources sont minimes, comprennent l'importance du crédit et l'apprécient à tel point, qu'ils arrivent, par la mise en commun de leurs maigres ressources, à constituer un capital de beaucoup plus important que celui que l'Etat lui-même peut mettre à leur disposition par les institutions que nous avons vues précédemment. C'est en réalité le premier mouvement vers une saine organisation du crédit, étant seul basé sur la capacité d'épargne de la classe paysanne productive. De plus, ces associations coopératives de crédit jouent un rôle important d'éducateurs de la classe paysanne et de promoteurs de l'amélioration du sort de celle-ci, par la voie de l'association et du crédit.

Les associations coopératives de crédit ont été organisées en Roumanie suivant un système intermédiaire entre le type Raiffeisen et le type Schulze-Delitsche, plus proche cependant de ce dernier ¹⁾. En effet, les membres dont le nombre est illimité apportent une mise dans l'association, mise qui est limitée à 5.000 lei; les membres ne sont pas nécessairement des agriculteurs, bien qu'en réalité ces derniers représentent la

¹⁾ Le type Raiffeisen présente les caractères suivants: les associés n'apportent aucune mise dans la société; ils ne touchent aucun dividende; ils sont solidairement responsables sur tous leurs biens, et enfin les fonctions sont absolument gratuites.

Le type Schulze-Delitsch présente comme caractère commun avec les caisses Raiffeisen la responsabilité solidaire de tous les associés, mais s'en distingue par: de grosses mises sociales; la répartition des bénéfices aux associés et enfin l'intérêt assez élevé demandé à l'emprunteur pour permettre d'obtenir des bénéfices à distribuer.

très grande majorité, 91,2% en 1907, et 90,9% en 1913¹⁾); la responsabilité est limitée à une ou plusieurs fois le capital souscrit; un dividende est distribué mais il est limité; les fonctions d'administration sont gratuites, sauf toutefois celles de caissier et de comptable; l'activité territoriale est limitée à une ou deux communes tout au plus; les prêts ne sont pas limités aux opérations purement agricoles, bien qu'en fait la grande majorité y soit destinée, les prêts consentis pour des opérations non agricoles représentant en 1907 seulement 16,12 %¹⁾.

L'importance prise par les banques populaires villageoises incite l'Etat à s'en occuper. Une loi du 28 mars 1903 assure la personnalité juridique aux associations coopératives de crédit, simplifie les formalités de constitution et crée la „Caisse Centrale des Banques Populaires“ dans le but de canaliser le mouvement et d'en assurer le contrôle par l'Etat. Cette Caisse Centrale devait aussi servir d'institution de crédit des banques populaires, mais ne disposant pas d'un capital suffisant, elle n'a pu remplir cette fonction qui était la seule à pouvoir donner une impulsion réelle au mouvement coopératif.

On peut conclure que le crédit spécialisé n'avait pas encore atteint un degré d'organisation satisfaisant et que, sauf le „Crédit Foncier Rural“ pour les grands agriculteurs et les „Banques Populaires“ pour les petits cultivateurs, les autres institutions de crédit spécialisé n'avaient pas une activité bien intéressante.

En résumé, la Roumanie disposait avant-guerre d'une organisation de crédit qui correspondait assez bien aux besoins de la propriété latifundiaire en vue de laquelle elle s'était formée. Le „Crédit Foncier Rural“ et les banques commerciales disposaient de capitaux suffisants pour satisfaire dans de bonnes conditions les besoins de crédit des grands exploitants. Mais toute cette organisation était un peu artificielle et ne reposait pas sur une accumulation effective de capitaux

¹⁾ Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., page 373.

²⁾ Idem, op. cit., page 379.

provenant de l'épargne nationale, mais sur l'attraction, grâce à une bonne rémunération, de capitaux étrangers disponibles; elle était par conséquent exposée à subir un rude coup en cas de déplacement de ces capitaux vers d'autres régions pouvant offrir une rentabilité supérieure. D'autre part, ce caractère spéculatif que revêtait le crédit l'empêchait de répondre à l'importante demande des petits cultivateurs, les incitant ainsi à recourir à l'association pour pouvoir se procurer le crédit nécessaire et donnant ainsi une puissante impulsion à l'organisation du crédit coopératif, qui, s'il n'arrivait pas à disposer de capitaux suffisants, procédait du moins d'une saine organisation, basée uniquement sur l'épargne de la classe paysanne productive.

§ 5.

SITUATION DES PROVINCES ROUMAINES SOUMISES A DES DOMINATIONS ETRANGERES

Après avoir exposé l'évolution de l'agriculture dans l'ancien royaume, il nous faut, afin d'avoir une notion complète de l'évolution agricole accomplie en Roumanie avant-guerre — notion qui puisse servir utilement de terme de comparaison pour l'après-guerre — voir aussi quelle a été l'évolution accomplie dans les provinces roumaines qui étaient soumises à des dominations étrangères.

La Bessarabie ne diffère pas trop en ce qui concerne son évolution agraire de l'ancien royaume, cette province n'ayant été annexée par les Russes qu'en 1812. Ce n'est donc qu'à partir de cette date que son régime agraire poursuit une évolution différente, l'évolution accomplie par le régime agraire en Russie au XIX^{ème} siècle et jusqu'à la révolution bolchévique.

L'émancipation commence en 1861, comme suite des réformes législatives amorcées en 1858 ¹⁾. Des terres furent données aux villages, pour être travaillées en commun suivant l'institution russe du „mir“.

¹⁾ Henri Sée — Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe au XVIII^{ème} et XIX^{ème} siècle, Paris 1921, p. 258.

Dès 1900, les terres distribuées s'avéraient être bien insuffisantes, les lots revenant à chaque paysan n'atteignant plus que 2,6 déciatine (moins de 3 ha.) et le morcellement prenait ainsi une allure inquiétante ¹⁾. Aussi, pour permettre aux paysans d'acheter de nouvelles terres, enrayant ainsi le morcellement, on chargea la „Banque Paysanne“ (Christiansky Bank), créée en 1882, d'acheter les grands domaines et de les distribuer aux paysans. L'intervention de nombreux intermédiaires rendit entièrement inefficace l'action de cette banque, et ce n'est qu'après la révolution de 1905, lorsque l'on réagit contre les intermédiaires — leur retirant les biens accaparés — et que l'on créa les „Commissions Agraires“, que la Banque Paysanne put remplir le rôle qui lui avait été attribué.

Malgré toutes ces mesures, la répartition des terres était restée fort inéquitable, et une réforme agraire radicale s'imposait en Bessarabie où 44,1% des terres arables constituaient la propriété de 1,6 % de la population, alors que le reste de 98,4 % se partageaient 55,9% des surfaces cultivées ²⁾.

Il faut encore mentionner que la population de la Bessarabie avait été laissée dans un état déplorable d'ignorance, les gouvernants russes n'ayant prêté aucune attention à l'instruction. Cet état d'ignorance sera fort préjudiciable au rôle que les paysans de Bessarabie seront amenés à remplir à la suite de leur libération et de la réforme agraire.

La Bucovine était soumise par l'Autriche, qui s'en était emparée, au régime de la colonisation germanique. Dans ce but, l'Etat a confisqué les vastes domaines appartenant aux monastères orthodoxes et les a confiés à l'Administration civile, qui, après en avoir délogé la plupart des tenanciers roumains, a partagé ces terres à des colons d'origine germanique ou les a affermé à des fermiers étrangers. En même temps on a augmenté le nombre des jours de corvée, afin de favoriser

¹⁾ Cf. Arthur Wauters — La réforme agraire en Europe — Bruxelles 1928, page 38.

²⁾ D'après les statistiques produites par M. Al. Nasta au Congrès International d'Agriculture de Bucarest, citées par E. Grintesco — Le problème du redressement agricole en Roumanie — Bucarest 1931, p. 38.

les nouveaux fermiers, ce qui amena des mécontentements dans la masse paysanne et contribua à rendre son sort encore plus misérable.

A la suite de la révolution de 1848, on abolit les „robots“ (corvées) par la loi du 17 avril 1848 ¹⁾ et on accorda aux paysans la propriété de leurs tenures, sous condition du paiement d'un tiers de l'indemnité due au propriétaire.

Malgré ces nouvelles conditions d'existence, la petite propriété paysanne ne s'est pas fortifiée, les tenures étant fort réduites et les paysans, dépourvus d'argent, ayant dû recourir à l'emprunt pour acquitter le tiers d'indemnité exigé, emprunts qu'ils ont contractés à des taux usuraires. C'est à peine en 1877 que le gouvernement autrichien, qui jusqu'alors assistait impassible à la ruine des propriétés paysannes rognées par l'usure, se décida à intervenir, prenant de vagues mesures pour limiter le taux de l'intérêt à 12 % ²⁾.

Comme pourcentage, la répartition de la propriété foncière était la suivante ³⁾ :

	% du nombre des propriétés	% des surfaces cultivées
De 0 à 10 ha.	96,3	25,9
„ 10 à 100 „	3,3	12,8
„ 100 à 500 „	0,3	12,6
Au-dessus de 500 ha.	0,1	48,7

Si l'on ajoute à ce tableau déjà fort suggestif que 63 des 199.185 propriétés existantes occupaient à elles seules 1/3 de toute la province, et que 162.959 propriétés étaient si réduites qu'elles ne pouvaient subvenir aux besoins les plus minimes de leurs exploitants ⁴⁾, on comprendra aisément la nécessité

¹⁾ Henry Sée. Op. cit. page 250.

²⁾ Ernest Grintzesco, op. cit., page 40.

³⁾ Idem, page 41.

⁴⁾ Valeriu Bercaru — La réforme agraire en Roumanie — Paris 1928, page 23.

qu'il y avait à procéder rapidement à une nouvelle répartition des terres.

En Transylvanie, l'évolution agraire va de pair avec l'évolution historique.

Au début, la Transylvanie était une province libre, habitée exclusivement par la population roumaine autochtone qui vivait librement sous l'autorité de ses „Cnezi“ ¹⁾. Le peuple avait la possession de la famille pour les terres arables et la possession collective du village pour les pâturages et les forêts ²⁾.

Vers le X-ème siècle, les rois magyars, pour établir plus fermement leur puissance sur cette province récemment assujettie et assurer la défense des défilés des Carpathes, font venir des populations magyares d'un caractère spécial nommées „Sicules“ ou „Szekler“ ³⁾, qu'ils établissent à l'est de la province. En même temps, et sans doute pour les mêmes motifs, ils profitent du mouvement d'émigration vers l'orient de populations „Saxones“ ⁴⁾, pour former au sud de la province sept puissantes colonies Saxones — septem sedes Saxorum — ⁵⁾.

„Les paysans roumains, qui au début (XI-ème—XIV-ème siècle) n'étaient pas si opprimés“ ⁶⁾, avaient acquis un certain degré de bien-être et un esprit prononcé de liberté. Aussi ont-ils opposé une tenace résistance à l'oppression de plus en plus lourde qu'exerçait la classe nobiliaire étrangère créée par les rois magyars. Leur résistance n'eut pas de succès et les paysans roumains durent subir l'oppression des aristocrates étrangers (magnats hongrois, sicules ou saxons) qui „étaient devenus entre temps de véritables tyrans et despotes des paysans, lesquels étaient maintenant leurs „iobagi“ (serfs) ⁷⁾. En effet,

¹⁾ Juges.

²⁾ Ernest Grintzesco op. cit. pages 28—29.

³⁾ En roumain: Secui.

⁴⁾ En roumain: Sași.

⁵⁾ Cf. Ernest Grintzesco op. cit. page 28.

⁶⁾ A. Papiu Ilarian — Histoire des Roumains de la Dacie supérieure — 2-ème éd. Vienne 1852; tome I, page 18.

⁷⁾ Idem, page 19.

le progrès de la féodalité avait eu pour conséquence d'asservir les paysans devenus maintenant „iobagi“, véritables serfs, qui devaient la corvée, la dîme, et de plus étaient attachés à la glèbe — *adscripti glebae* —.

Les paysans roumains n'ont jamais accepté cette situation et „les pages de l'histoire de la Transylvanie sont remplies des ainsi nommés *Tumultus Rustiquorum*“¹⁾. Ces continuelles agitations des paysans roumains contre l'oppression des magnats hongrois, sieules ou saxons, agitations dont les plus importantes sont : celle menée en 1784—1785 par Horia, Cloșca et Crișan²⁾ et celle de 1848 menée par Avram Iancou³⁾, ont fini par atteindre leur but, provoquant la réforme de 1848.

Par la réforme de 1848, on libéra les paysans de la servitude et on leur distribua des terres.

L'émancipation, effectuée par l'abolition de la corvée, de la dîme, de toutes charges et tous impôts en argent incombant jusqu'alors aux „iobagi“ et à leurs tenures⁴⁾, a été pleinement efficace, le rachat des privilèges seigneuriaux étant fait directement par l'Etat au moyen d'une contribution proportionnelle répartie entre tous les habitants, ce qui a évité la création de nouveaux rapports de dépendance entre paysans

¹⁾ A. Papiu Ilarian, op. cit. page 20.

²⁾ La répression de cette révolution à caractère agraire national et social a été extrêmement violente. Les héroïques paysans Horia, Cloșca et Crișan qui en avaient été les chefs furent condamnés au supplice de la roue et quatre mille paysans roumains furent passés par les armes.

³⁾ Cette révolution est la suite du mouvement général provoqué à cette date en Europe. Les hongrois s'étant révoltés contre les autrichiens, les roumains se révoltèrent à leur tour, mais contre les hongrois leurs oppresseurs directs. De sorte que l'Empereur d'Autriche trouva un appui inespéré et très efficace dans les milices nationales roumaines conduites par Avram Iancou. Aussi fut-il assez bien disposé à satisfaire les revendications économiques et pour une infime partie même les revendications nationales formulées par les roumains dans une grandiose et mémorable Assemblée Nationale tenue près de Blaj dans la Plaine de la Liberté (*Adunarea Națională de pe Câmpia Libertății*).

⁴⁾ Art. IV et V des lois votées par la Diète de Transylvanie en 1848. Cf. M. Constantinesco — Evolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie — Bucarest 1925, page 228.

et seigneurs, qui n'auraient pas manqué de naître des rapports de débiteur à créancier.

En même temps on rendait les paysans propriétaires des terres qu'ils travaillaient, en décidant que les tenures — telles qu'ils les possédaient au moment de la mise en application de la loi — restassent en pleine propriété aux tenanciers et l'on créait en outre des pâturages et bois communaux, par transmission à la commune du droit des anciens serfs aux forêts et pâturages seigneuriaux ¹⁾.

La mise en oeuvre de cette réforme exigeait toute une législation dite de „régularisation des propriétés“ ²⁾. La délimitation définitive des propriétés, après „remembrement“ ³⁾ et „ségrégation“ ⁴⁾, a été confiée à l'institution du Cadastre, créée en 1856 ⁵⁾, après quoi les propriétés devaient être inscrites dans les „Livres fonciers“ ⁶⁾.

Il est presque inutile de dire que l'Administration hongroise s'employa efficacement à désavantager les paysans roumains au profit des seigneurs hongrois, mais malgré ces chicanes on vit apparaître et s'intensifier, à l'insu des seigneurs et du pouvoir public, une propriété paysanne en progression. En effet, les paysans de Transylvanie, devenus propriétaires, ont su exploiter rationnellement leurs terres, pratiquant la rotation des cultures, alternant les céréales de printemps et d'automne avec le maïs et la pomme de terre. D'autre part, ils ont donné une plus grande importance aux produits de la

¹⁾ Cf. Liviu Lazăr — La mise en oeuvre de la réforme agraire en Roumanie — Thèse, Paris 1924, page 48.

²⁾ Idem, op. cit., page 47.

³⁾ Regroupement de parcelles isolées appartenant à un seul propriétaire, de façon à former un bloc unique.

⁴⁾ Délimitation des bois et pâturages entre les communes et les seigneurs.

⁵⁾ Ernest Grintzesco, op. cit., pages 32—33.

⁶⁾ Les Livres Fonciers constituent un véritable inventaire général de toutes les propriétés, comprenant: Feuille A, description de la propriété; Feuille B, titres de propriété et changements de propriétaires; Feuille C, charges grevant l'immeuble.

ferme, qui venaient ainsi compléter heureusement ceux de la terre.

Bien que par la réforme de 1848 on ait accordé le droit de propriété sur leurs propres terres, soit sur une surface de 1.617.574 arpents ¹⁾, à 173.780 familles de „iobagi“, la misère est vite réapparue par l'effet de l'accroissement de la population. Cette misère croissante et les chicanes exercées par l'administration hongroise envers la population roumaine, ont déterminé un mouvement massif et continu d'émigration vers l'Amérique et les Etats-Unis spécialement.

La répartition de la propriété, suivant les catégories d'exploitations, était, en 1913, la suivante:

99% des propriétaires, possédant moins de 100 arpents ²⁾, se partageaient 52% des surfaces cultivées, alors que 1% des propriétaires, possédant plus de 100 arpents, se partageaient 48% des surfaces cultivées.

Bien que la réforme de 1848 n'ait pas réussi à faire disparaître la misère, ni à répartir équitablement les terres, il faut lui reconnaître cependant la grande qualité d'avoir entièrement émancipé les paysans et d'avoir créé les pâturages et bois communaux, mesure dans laquelle réside peut-être le secret de l'état avancé de l'élevage et de l'exploitation agricole pratiqués par les paysans de Transylvanie, comparés à l'agriculture routinière des paysans des plaines valaques et moldaves ³⁾.

En ce qui concerne l'organisation de crédit dans les provinces roumaines soumises à des dominations étrangères ⁴⁾, il nous faut à nouveau faire une distinction entre la Bessarabie, la Bucovine et la Transylvanie. Les deux premières ne possédaient pas avant-guerre d'importantes organisations locales de

¹⁾ Ernest Grintzescu, op. cit., page 34.

²⁾ Un arpent = 5.755 m. c.

³⁾ Ion Mihalache — Le droit des paysans à la terre, aux pâturages et aux bois — Bucarest, 1926, page 169.

⁴⁾ Pour l'organisation du crédit dans les provinces roumaines, voir Victor Slăvesco, op. cit., III-ème partie.

crédit, tandis que la Transylvanie possédait une organisation de crédit très intéressante à tout point de vue.

L'organisation de crédit de la Bessarabie ¹⁾ comprenait en premier lieu la succursale à Kişinău de la Banque d'Etat — Institut d'émission — de Pétrograd. En second lieu il y avait trois banques locales, créées par les villes de Kişinău, Cetatea-Albă et Tighina, banques disposant en 1917 d'un capital de 1.162.000 roubles. Enfin, il y avait avant-guerre en Bessarabie deux succursales de banques russes à caractère hypothécaire: la „Banque Paysanne“ (Christiansky Bank) et la „Banque Agraire de la Noblesse“ (Dvorensky Bank). La première accordait aux paysans des emprunts pour l'achat des terres, les emprunts consentis par elle s'élevant au 1-er janvier 1919 à 38.527.429 roubles. La seconde accordait des emprunts à très long terme aux grands propriétaires, emprunts pour lesquels elle émettait des obligations hypothécaires et qui s'élevaient au 1-er janvier 1915 à 56.000.000 roubles. Il y avait en outre, en Bessarabie, quelques autres succursales de banques russes, telles que la „Banque Russe pour le Commerce Extérieur“, la „Banque Russo-Asiatique“, la „Banque Internationale de Pétrograd“, etc.

L'organisation de crédit de la Bucovine était encore plus réduite. Elle consistait principalement en succursales des grandes banques autrichiennes qui avaient grand intérêt à travailler ici, la Bucovine étant la principale place commerciale de l'empire austro-hongrois pour les transactions de céréales avec la Russie (Ukraine et Bessarabie) et la Roumanie (Moldavie), et cette province possédant en outre une importante industrie forestière.

Les deux seules institutions locales de crédit sont la „Bukoviner Landesbank“ et la „Bukoviner Spaarkasse“. La première accordait des crédits à court terme à la classe ouvrière

¹⁾ Pour l'organisation de crédit de la Bessarabie, voir aussi: Teofil Ianco — Le crédit bancaire en Bessarabie — étude publiée dans la Bessarabie Economique — 1-ère année, Nr. 4, page 7 et suiv., ainsi que: P. V. Snyadino — Le crédit en Bessarabie — Kişinău.

et plus tard forma aussi une section effectuant des prêts sur gage sous forme de mont-de-piété. La seconde avait une section de crédit hypothécaire et une section effectuant les opérations usuelles de toute banque commerciale.

L'organisation de crédit de la Transylvanie, différant en cela de celle des deux autres provinces que nous venons de voir, était, au moment de la libération de la Transylvanie, une importante organisation locale, divisée en plusieurs sous-organisations ¹⁾. En effet, l'organisation de crédit de la Transylvanie était formée par quatre sous-organisations à caractère ethnique prononcé. Les hongrois, sous la domination directe desquels se trouvait la Transylvanie, avaient leur propre organisation de crédit, destinée à promouvoir sur le terrain économique leurs compatriotes qui venaient s'établir dans cette région à population essentiellement roumaine. De sorte que les roumains, les sicules et les souabes ²⁾ auxquels l'organisation hongroise de crédit ne profitait pas, ont dû s'organiser, pour répondre à leurs besoins de crédit, par leurs propres moyens.

L'organisation de crédit hongrois en Transylvanie comprenait deux catégories d'institutions de crédit : celles à caractère local et les succursales des grandes banques commerciales de Budapest et de Vienne. Les banques hongroises à caractère local sont assez nombreuses et répandues dans toutes les villes de Transylvanie. Leurs moyens d'action sont assez importants et il est surtout intéressant de remarquer qu'elles encouragent toutes les dépôts à fructifier et que l'importance de ceux-ci leur permet un volume d'affaires élevé. Parmi ces banques locales, si l'on juge d'après leurs capitaux en 1921, six sont plus importantes, ayant un capital social allant de 6 à 16 millions de lei, les autres, fort nombreuses, plusieurs dans chacun des vingt-deux départements de la Transylvanie, ont des capitaux sociaux réduits variant entre 500.000 et 3.—4.000.000 lei.

Les succursales des grandes banques austro-hongroises, en

¹⁾ Cf. Victor Slăvesco, op. cit., page 268.

²⁾ Population d'origine germanique colonisée en Transylvanie, particulièrement dans la région de Timișoara.

nombre de sept en 1918, bien que n'ayant pas été dotées de capitaux trop importants par leurs centrales (en 1921 elles disposent à peine de 24 millions de lei), ont un volume d'affaires très élevé grâce aux dépôts qui s'élèvent à plus de huit fois leurs capitaux (ces banques ont reçu des dépôts s'élevant en 1921 à 195.994.762 lei).

L'organisation roumaine de crédit a eu à vaincre les plus grandes difficultés, n'ayant aucune aide à attendre ni des hongrois qui ne la voyaient point d'un bon oeil se développer, ni même des roumains du royaume, où l'organisation du crédit était encore trop jeune et fragile pour se permettre de soutenir celle de Transylvanie. La pierre fondamentale de cette organisation a été la banque „Albina“, créée en 1872 à Sibiu avec un capital de 90.492 florins. Après avoir échoué dans son effort des deux premières années, effort qui tendait à la création des „associations de crédit“ d'après le modèle des coopératives de crédit Schulze-Delitsch, la banque Albina travaille comme simple banque, en effectuant toutes les opérations et spécialement les emprunts hypothécaires à long terme, qui convenaient particulièrement bien aux paysans. Son activité est florissante surtout après 1880, lorsqu'elle obtient le privilège d'émettre des titres fonciers. Le capital de la banque Albina arrive en 1895 à 600.000 florins, pour devenir — par l'effet de la modification du régime monétaire — en 1899 de 1.200.000 couronnes, s'élever à 2.400.000 cr. en 1907 et enfin atteindre 6 millions de couronnes en 1913. Les dépôts à fructifier s'accroissent aussi, passant de 10.453.782 cr. en 1900 à 22.489.462 cr. en 1914.

Dès 1882, la banque Albina crée une première succursale à Braşov et donne tout son appui à la création de banques roumaines, qui, ainsi soutenues, deviennent nombreuses. En 1914 on compte 152 banques et institutions de crédit roumaines dont la totalité des moyens d'actions s'élève à 263.403.058 cr. ¹⁾.

¹⁾ Ces moyens d'action comprennent: moyens propres (capitaux sociaux et fonds de réserve) 64.904.574 couronnes; dépôts à fructifier 105.343.795 couronnes; engagements divers 90.254.689. Cf. Victor Slăvesco, op. cit., p. 350.

L'organisation des saxons est représentée par trois institutions de crédit foncier hypothécaire et par un nombre de plus de quarante petites banques et coopératives de crédit (type Schulze-Delitsch) fort bien organisées. Les capitaux sociaux de ces diverses institutions de crédit s'élevaient en 1912 à plus de 40 millions couronnes et les dépôts à fructifier à plus de 120 millions.

L'organisation souabe de crédit, dont le centre est Timisoara, important centre industriel et commercial, comprend l'une des premières institutions de crédit de la Hongrie d'avant-guerre, la „Erste Temesvarer Spaarkasse“. Cette institution a deux sections, l'une de banque proprement dite, l'autre effectuant des emprunts hypothécaires et émettant des titres fonciers fort bien cotés même à l'étranger. La „Erste Temesvarer Spaarkasse“ avait (en 1910) 6.838.684 couronnes capital social et fonds de réserve et pour plus de 22 millions couronnes de dépôts à fructifier et avait émis des titres fonciers pour plus de 15 millions cr. A côté de cette institution de crédit, il nous faut mentionner l'existence de quelques autres de moindre importance.

Nous pouvons aisément conclure que l'organisation de crédit était en Transylvanie plus développée que dans les autres régions roumaines et surtout qu'il y avait une intense activité bancaire, basée presque entièrement sur la force d'épargne de la population.

En conclusion, il nous faut premièrement remarquer que parmi les provinces roumaines libérées à la suite de la grande guerre, la Transylvanie occupe une place à part, étant à tous points de vue économiques dans une meilleure situation que les autres et même que l'ancien royaume. Enfin il faut remarquer, en second lieu, que chacune de ces provinces avait de puissantes liaisons économiques et particulièrement financières avec les marchés des pays qui les avaient assujetties.

§ 6.

PRODUCTION ET EXPORTATION DE LA ROUMANIE
DANS CETTE PERIODE (1906—1915)

En terminant ce second chapitre consacré à l'exploitation latifundiaire, il nous paraît utile, voire même nécessaire, de concrétiser en chiffres, d'après les données statistiques dont nous disposons, la production et l'exportation de la Roumanie et des provinces libérées durant ces dix dernières années d'existence de l'exploitation latifundiaire. Cette décade représentant pour l'économie roumaine, non seulement les dernières années d'existence de l'exploitation latifundiaire mais aussi l'apogée atteint par celle-ci dans son évolution avant sa complète disparition du fait de la réforme agraire, il est d'autant plus nécessaire d'exprimer en chiffres les résultats obtenus que nous serons par la suite amenés à les comparer à ceux obtenus par la petite exploitation paysanne et que nous désirons éviter à cette comparaison la subjectivité dont nous ont malheureusement paru empreintes bien des études portant sur ce sujet.

Dans les tableaux qui suivent, et que pour la plupart nous empruntons à la très intéressante étude économique et statistique de M. le Dr. D. D. Hașigano, „La statistique agricole“¹⁾, nous indiquerons : les surfaces cultivées, la production moyenne par hectare, la production totale en hectolitres et en quintaux²⁾ et enfin le poids hectolitrique pour les cinq principales céréales (blé, maïs, orge, seigle, avoine) prises à part, et cela séparément pour l'ancien royaume, la Transylvanie, la Bucovine et la Bessarabie.

¹⁾ Dr. D. D. Hașigano — La statistique agricole. Production agricole de la Roumanie de 1906 à 1928 — Bucarest 1929.

²⁾ Ceci afin de faciliter les comparaisons avec d'autres statistiques où la production totale est indiquée tantôt en hectolitres et tantôt en quintaux.

Froment

Ancien Royaume ¹⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par Ha Hl	Production totale		Poids Hectoli- trique
			Hl	Qx	
1906	2.022.843	19,8	40.126.506	30.561.500	76,2
1907	1.714.317	8,7	14.884.307	11.648.107	78,3
1908	1.801.685	19,7	19.316.118	15.108.643	78,2
1909	1.689.044	11,8	19.998.879	15.399.136	77,0
1910	1.948.217	20,0	39.031.793	30.162.399	77,3
1911	1.930.164	17,1	33.028.095	26.033.561	78,8
1912	2.069.420	15,1	31.336.882	24.129.353	77,0
1913	1.623.105	18,1	29.332.183	22.913.340	78,1
1914	2.111.730	8,0	17.362.613	12.599.745	72,6
1915	1.904.740	16,5	31.448.292	24.215.184	77,0
Moyenne } 1906/915	1.881.476	14,6	27.586.560	21.280.696	77,1

Transylvanie ²⁾

Moyenne } 1910/913	905.201	13,9	12.657.652	9.733.735	76,9
-----------------------	---------	------	------------	-----------	------

Bucovine ³⁾

Moyenne } 1903/912	21.181	19,1	404.453	313.047	77,4
-----------------------	--------	------	---------	---------	------

Bessarabie ⁴⁾

1906	794.686	12,7	10.140.649	7.666.331	—
1907	765.033	6,3	4.866.116	3.678.784	—
1908	721.100	6,5	4.723.116	3.570.676	—
1909	695.923	8,3	5.774.390	4.365.439	—
1910	796.217	12,3	9.809.366	7.415.881	—
1911	772.666	10,0	7.736.515	5.848.806	—
Moyenne } 1902/911	786.398	10,0	7.874.099	5.952.619	75,6

¹⁾ Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 21.

²⁾ Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 25. Pour la Transylvanie, les données statistiques sont estimatives car les statistiques d'avant-guerre portent sur un territoire plus étendu. L'estimation a été faite en rapport avec la réduction du territoire, à savoir: 35% du „Banat“ qui a été incorporé à la Yougoslavie et 50% de la „Crişana“ et du „Maramureş“ qui sont restés en partie à la Hongrie et le reste a été incorporé à la Tchécoslovaquie.

³⁾ Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 27.

⁴⁾ Bulletin statistique de la Roumanie Nr. 1/1919, folio 32. Les surfaces sont indiquées en hectares après transformation du déciatine considéré égal à 10.925 m².

Les statistiques existantes et ayant trait à la culture du blé dans l'ancien royaume et dans les provinces libérées que nous venons de voir, ne se présentent pas d'une façon homogène. Nous estimons cependant que, même dans ces conditions, une moyenne générale peut nous être utile, tout au moins comme point de repère, aussi reproduisons-nous celle qui nous est indiquée par Mr. le Dr. D. D. Haşigano ¹⁾ :

ROUMANIE ²⁾

(Ancien Royaume et provinces libérées)

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par Ha Hl	Production totale		Poids Hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915 }	3.594.256	13,5	48.522.758	37.280.297	76,8

Maïs

Ancien Royaume ³⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale Hl	Poids hectoli- trique
1906	2.081.906	22,1	46.004.196	—
1907	1.929.592	10,5	20.289.516	—
1908	2.020.315	13,8	27.801.220	—
1909	2.123.473	11,6	24.716.481	—
1910	1.986.259	18,4	36.531.426	—
1911	2.085.251	18,7	39.014.814	—
1912	2.079.220	17,6	36.621.385	—
1913	2.146.971	18,8	40.406.868	—
1914	2.065.566	17,5	36.139.046	—
1915	2.107.289	14,5	30.451.520	—
Moyenne } 1906/915 }	2.062.584	16,4	33.797.647 hl 25.348.235 qx	75,0

¹⁾ Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 29.

²⁾ Cette moyenne n'est qu'une estimation de la moyenne 1906—1915, estimation qui nous paraît d'ailleurs être fort rapprochée de la moyenne exacte.

³⁾ Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 54.

Transylvanie ¹⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne) 1910/913)	962.681	22,5	21.638.341	16.174.665	74,7

Bucovine ²⁾

Moyenne) 1903/912)	69.521	15,6	1.084.846	849.435	78,3
-----------------------	--------	------	-----------	---------	------

Bessarabie ³⁾

Moyenne) 1902/911)	705.188	12,1	8.586.678	6.637.503	77,1
-----------------------	---------	------	-----------	-----------	------

ROUMANIE ⁴⁾

(Ancien Royaume et provinces libérées)

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne) 1906/915)	3.799.974	17,1	65.107.513	49.009.838	75,3

*Orge**Ancien Royaume* ⁵⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids- hectoli- trique
			Hl	Qx	
1906	558.700	21,2	11.819.130	7.304.224	61,8
1907	509.693	13,9	7.069.858	4.369.172	61,8
1908	620.190	7,3	4.536.399	2.803.494	61,8
1909	549.186	12,8	7.032.188	4.494.512	63,9
1910	549.391	18,8	10.345.932	6.441.104	62,3
1911	507.201	18,2	9.217.727	5.686.522	61,7
1912	499.885	15,0	7.504.141	4.557.783	67,0
1913	562.539	17,1	9.634.307	6.022.717	62,5
1914	568.422	15,8	8.987.873	5.366.280	59,7
1915	554.900	18,2	10.109.752	6.247.826	61,6
Moyenne) 1906/915)	548.010	15,7	8.625.721	5.329.363	61,7

1) Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 57. Voir note 2, page 79.

2) Idem, op. cit., page 59.

3) Bulletin statistique de la Roumanie No. 1/1919.

4) Voir note 2, page 80.

5) Dr. D. D. Haşigano, op. cit., p. 44.

*Transylvanie*¹⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1910/913	116.594	21,2	2.473.980	1.630.353	65,9

*Bucovine*²⁾

Moyenne } 1903/912	29.960	20,8	623.943	404.939	64,9
-----------------------	--------	------	---------	---------	------

*Bessarabie*³⁾

Moyenne } 1902/911	534.505	13,3	7.102.293	4.424.729	62,3
-----------------------	---------	------	-----------	-----------	------

*ROUMANIE*⁴⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915	1.229.069	15,3	18.825.937	11.789.384	62,6

*Seigle*⁵⁾*Ancien Royaume*

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915	127.737	11,6	1.487.916	1.066.836	71,7

Transylvanie

Moyenne } 1910/913	104.143	14,75	1.536.795	1.117.250	72,7
-----------------------	---------	-------	-----------	-----------	------

Bucovine

Moyenne } 1903/912	27.934	17,5	488.501	354.163	72,5
-----------------------	--------	------	---------	---------	------

Bessarabie

Moyenne } 1902/911	211.534	12,0	2.539.926	1.826.206	71,9
-----------------------	---------	------	-----------	-----------	------

1) Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 43. Voir note 2, page 79.

2) Idem, op. cit. p. 44.

3) Bulletin statistique de la Roumanie, No. 1/1919.

4) Dr. D. D. Haşigano, op. cit., p. 45, voir note 2, page 80.

5) Idem, pages 33—37.

ROUMANIE ¹⁾

(Ancien Royaume et provinces libérées)

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915	471.348	12,8	6.053.135	4.364.455	72,1

Avoine ²⁾*Ancien Royaume*

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915	431.980	20,6	8.916.964	3.859.298	43,3

Transylvanie

Moyenne } 1910/913	300.028	27,5	8.275.201	3.748.667	45,3
-----------------------	---------	------	-----------	-----------	------

Bucovine

Moyenne } 1903/912	43.965	28,1	1.237.205	595.096	48,1
-----------------------	--------	------	-----------	---------	------

Bessarabie

Moyenne } 1902/911	72.733	21,9	1.596.162	737.427	46,2
-----------------------	--------	------	-----------	---------	------

ROUMANIE ³⁾

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par ha Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
Moyenne } 1906/915	848.706	22,6	20.025.532	8.940.488	44,6

En ce qui concerne l'exportation de céréales de la Roumanie avant-guerre, nous devons nous limiter à indiquer uniquement celle qu'effectuait l'ancien royaume. Les provinces libérées faisant partie avant-guerre de deux grands empires et ne possédant pas de données statistiques concernant les mouvements de céréales à l'intérieur de ces deux empires, il nous est impossible de calculer leurs exportations.

¹⁾ Dr. D. D. Haşigano, page 38. Voir note 2, page 80.

²⁾ Idem, op. cit., pages 48—51.

³⁾ Ibidem, op. cit., page 53. Voir note 2, page 80.

L'exportation de céréales de l'ancien royaume et la place détenue dans la classification des pays exportateurs selon l'ordre d'importance de leur exportation, pour la période 1909—1913, sont les suivantes:

Ancien Royaume ¹⁾

Période 1909 — 1913

Céréales:	Exportations:	Place détenue
		dans la classification des pays exportateurs selon l'ordre d'importance des exportations effectuées:
Froment	13.314.000 qx	5-ème
Maïs	9.837.000 "	3-ème
Orge	3.568.000 "	2-ème
Seigle	894.000 "	2-ème
Avoine	1.559.000 "	3-ème

En ce qui concerne l'exportation de céréales des provinces libérées pour la période précédant la grande guerre, nous indiquons ci-après, et cela à titre simplement informatif, l'estimation que nous avons faite, utilisant les données relatives à la production et à la consommation des cinq principales céréales dans ces provinces.

Provinces libérées ²⁾

(Transylvanie, Bucovine et Bessarabie)

Céréales:	Quantités disponibles pour l'exportation:
Froment	3.127.400 quintaux
Maïs	5.176.100 "
Orge	4.099.100 "
Seigle	2.945.800 "
Avoine	2.333.000 "

¹⁾ Cf. Ionesco-Sisești — Participation de la Roumanie à la production et au commerce mondial de céréales — Bucarest 1928; pages 18—22.

²⁾ Le calcul des quantités disponibles pour l'exportation a été fait comme suit:

Froment

Transylvanie (moyenne 1910—1913).

Production 9.733.735 qx.

Consommation 7.705.100 qx. (Cf. Bulletin statistique de la Roumanie No. 1—1924, p. 145).

Excédent disponible.. 2.028.630 qx.

En résumant les statistiques précédentes, nous pouvons — sans crainte de nous éloigner beaucoup de la réalité — conclure que durant les dix dernières années d'existence de l'exploitation latifundiaire, la Roumanie a eu une production (ancien

Bucovine (moyenne 1903—1912).

Production	313.047 qx.	
Consommation	1.139.600 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 28).
Déficit à combler ...	826.550 qx.	

Bessarabie (moyenne 1902—1911).

Production	5.952.619 qx.	
Consommation	4.027.300 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 24).
Excédent disponible..	1.925.320 qx.	

Excédent total disponible: 3.127.400 qx.

Maïs

Transylvanie:

Production	16.174.665 qx.	
Consommation	10.959.500 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 57).
Excédent disponible..	5.215.160 qx.	

Bucovine:

Production	849.435 qx.	
Consommation	1.621.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 59).
Déficit à combler ...	771.560 qx.	

Bessarabie:

Production	6.637.503 qx.	
Consommation	5.905.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 59).
Excédent disponible..	732.500 qx.	

Excédent total disponible: 5.176.100 qx.

royaume et provinces libérées) se chiffrant en moyenne annuelle à :

372.803	wagons de blé.
490.100	„ de maïs.
117.894	„ d'orge.
43.644	„ de seigle.
89.404	„ d'avoine,

O r g e

Transylvanie :

Production	1.630.353 qx.	
Consommation	1.399.940 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 44).
Excédent disponible..	230.410 qx.	

Bucovine :

Production	404.939 qx.	
Consommation	206.988 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 45).
Excédent disponible..	197.950 qx.	

Bessarabie :

Production	4.424.829 qx.	
Consommation	754.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 43).
Excédent disponible..	3.670.730 qx.	

Excédent total disponible: 4.099.090 qx.

S e i g l e

Transylvanie :

Production	1.117.250 qx.	
Consommation	208.500 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 36).
Excédent disponible..	908.750 qx.	

Bucovine :

Production	354.163 qx.	
Consommation	31.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 37).
Excédent disponible..	323.160 qx.	

et que son potentiel d'exportation annuel était de :

164.414	wagons de blé.
150.131	„ de maïs.
76.671	„ d'orge.
38.398	„ de seigle.
38.920	„ d'avoine.

A la lumière de ces chiffres, nous pourrions par la suite entreprendre d'effectuer une comparaison impartiale entre l'exploitation latifundiaire et la nouvelle propriété issue de la réforme agraire.

Bessarabie :

Production	1.826.206 qx.	
Consommation	112.300 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 35).
Excédent disponible..		1.713.900 qx.

Excédent total disponible: 2.945.810 qx.

A v o i n e

Transylvanie :

Production	3.748.667 qx.	
Consommation	1.630.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 51).
Excédent disponible..		2.118.670 qx.

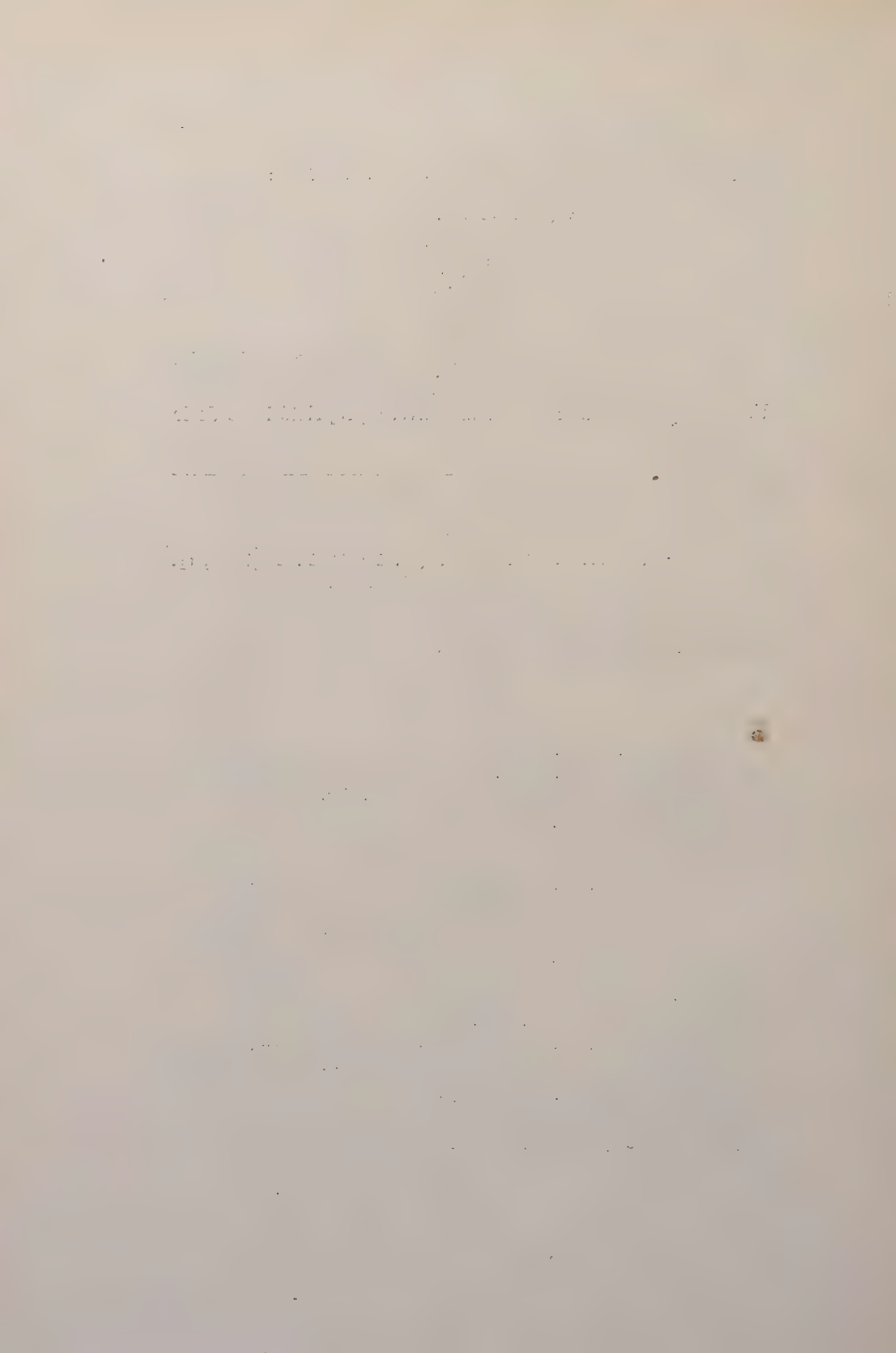
Bucovine :

Production	595.096 qx.	
Consommation	241.000 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 52).
Excédent disponible..		354.100 qx.

Bessarabie :

Production	737.427 qx.	
Consommation	877.200 qx.	(Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit. p. 50).
Déficit à combler ...		139.770 qx.

Excédent total disponible: 2.333.000 qx.



DEUXIEME PARTIE

TRANSFORMATIONS SUBIES PAR L'ECONOMIE ROUMAINE DEPUIS LA GUERRE

La guerre, qui a embrasé l'Europe en 1914, a provoqué un brusque arrêt de l'évolution économique normale, l'activité économique ne poursuivant plus qu'un seul but : la satisfaction des besoins de guerre. Par sa durée et encore plus par sa généralité et son extrême violence, cette guerre a fortement ébranlé l'organisme économique de l'Europe, sinon même du monde.

Par l'effet de la guerre, les conditions sociales, économiques et politiques ont été modifiées, ne correspondant plus à celles d'avant-guerre, aussi de nombreuses réformes ont été entreprises dans la plupart des pays, afin de tâcher de résoudre les nouveaux et innombrables problèmes nés des nouvelles conditions créées par la guerre.

Les pays de l'Europe centrale et orientale sont ceux auxquels la guerre a apporté les plus profondes modifications et qui ont eu par conséquent à résoudre de nombreux et importants problèmes, une fois la paix conclue.

Située dans cette partie de l'Europe, la Roumanie a traversé elle aussi après-guerre une période pleine de difficultés. La plupart des problèmes que la Roumanie a eu à résoudre et des difficultés qu'elle a eu à surmonter sont en étroites relations avec l'agriculture, ce qui ne saurait d'ailleurs nous étonner pour un pays à structure économique essentiellement agricole. Dans cette seconde partie de notre étude, nous nous proposons d'examiner la façon dont s'est poursuivie l'évolution de l'économie agricole roumaine dans cette période de profondes transformations et de nombreuses difficultés à travers lesquelles l'agriculture roumaine a passé. Ceci nous amènera à étudier les difficultés provenant des suites économiques di-

rectes de la guerre, des perturbations économiques inhérentes à une expérience sociale de l'envergure de celle entreprise par la réforme agraire, ou qui sont dues à une politique économique et financière assez incohérente, ou enfin à un crédit désorganisé et qui s'est avéré insuffisant.

CHAPITRE I

LES SUITES ECONOMIQUES DE LA GUERRE

Durant la guerre, l'Europe avait été transformée en un vaste champ de bataille, où rien n'était épargné par l'oeuvre dévastatrice de la guerre et les dommages évalués par la suite atteignaient des chiffres impressionnants. Si toute l'Europe a eu à souffrir des suites économiques de la guerre, les Etats successeurs de l'ancienne monarchie austro-hongroise ont été encore plus éprouvés, car, en plus des dommages de guerre, ces Etats ont eu à remédier aussi à l'état chaotique créé dans cette région de l'Europe par les impressionnantes transformations territoriales qui y ont été effectuées.

Pour la Roumanie, les suites économiques de la guerre peuvent se ramener à trois principales catégories : les importantes modifications territoriales, la ruine de l'organisme économique, et enfin les graves perturbations monétaires ayant entraîné la dévaluation quasi-totale du signe monétaire national.

§ 1.

LES MODIFICATIONS TERRITORIALES ET LEURS EFFETS SUR L'ECONOMIE ROUMAINE

A la suite de la guerre et par l'effet de la réunion à la mère-patrie de toutes les provinces roumaines antérieurement soumises à des dominations étrangères¹⁾; la Roumanie a été

¹⁾ L'union des provinces libérées à la mère-patrie a été effectuée, en vertu de la „Résolution du Conseil National de Bessarabie“ (27 mars 1918) de la „Motion du Congrès Général de Bucovine“ (15 novembre 1918) et de la „Résolution de l'Assemblée Nationale d'Alba-Julia, pour l'Union de la Transylvanie“ (18 novembre 1918). Cf. Djuvara — La guerre roumaine — Paris 1919.

réintégrée dans ses véritables frontières, les frontières ethnographiques, les seules équitables. Par ce fait, l'étendue du territoire roumain a plus que doublé¹⁾, passant de 138.000 kilomètres carrés, à 295.000 km². La population a augmenté elle aussi presque dans les mêmes proportions, passant de 7.879.311 habitants²⁾ à 15.628.474 habitants³⁾.

On comprend aisément qu'une modification territoriale de cette ampleur, réalisée du jour au lendemain et sans aucune préparation économique préalable, devait avoir une puissante influence sur la vie économique du pays et poser des problèmes, de la solution rapide et heureuse desquels dépendrait le proche avenir de la Roumanie. Ceci d'autant plus que le nouvel organisme économique, né de l'union de toutes les provinces roumaines, ne présentait plus exactement les mêmes caractères économiques que la Roumanie d'avant-guerre. La description de l'apport économique des provinces libérées nous permettra, connaissant déjà l'organisme économique de la Roumanie d'avant-guerre, de nous rendre compte des caractères que va présenter le nouvel organisme, né de la fusion de toutes les provinces roumaines, et des difficultés que l'on pouvait dès le début prévoir que le nouvel organisme aurait à traverser.

L'apport économique des provinces libérées a surtout été un „apport agricole“.

La Bessarabie, pays de vastes plaines, a une économie exclusivement agricole, dans laquelle la culture des céréales occupe une place prépondérante. Les qualités physiques du sol se prêtent d'ailleurs fort bien à la culture céréalière et le seul inconvénient provient de ce que, étant un pays de plaine qui prolonge la steppe russe au-delà du Nistre⁴⁾, les vents d'hiver „Crivăţz“ venant des steppes russes y sont très violents et empêchent la formation de suffisantes couches de neige

¹⁾ L'augmentation est de 113%. Cf. G. Ionesco-Siseşti, op. cit., page 18.

²⁾ Cf. Savel Rădulesco — La politique financière de la Roumanie depuis 1914 — Thèse, Paris 1923, p. 402.

³⁾ Cf. „Conjoncture de l'économie roumaine“, No. 1—2, Bucarest 1936, p. 39.

⁴⁾ Fleuve qui sépare la Roumanie de la Russie.

qui donnent au sol l'humidité nécessaire pour permettre aux céréales de résister aux étés secs, aussi les récoltes y sont bien souvent en grande partie compromises par la sécheresse. Par contre, dans les années normales, les récoltes y sont abondantes, ce qui permet à cette province d'avoir d'importants excédents de céréales disponibles pour l'exportation ¹⁾. Comme plante industrielle, on cultive beaucoup le tournesol en Bessarabie. Les arbres fruitiers et les vignobles trouvent aussi de bonnes conditions, aussi leur culture, pratiquée particulièrement au sud de la province, présente une certaine importance par la qualité des produits obtenus. L'élevage n'y est pas très important et porte surtout sur les moutons et les chevaux.

La Bucovine est une contrée plutôt montagneuse possédant de très belles et nombreuses forêts, dont l'exploitation occupe une importante partie de la population. De sorte que l'agriculture proprement dite n'y occupe pas une place trop importante, et cette province doit — pour satisfaire à sa propre consommation — importer en moyenne 826.550 qx. de froment et 771.560 qx. de maïs par an ²⁾. La production de seigle, d'orge et d'avoine est cependant supérieure aux besoins de cette province, mais les excédents disponibles pour l'exportation sont naturellement en rapport avec les surfaces cultivées qui sont plutôt réduites. Si, au point de vue de l'agriculture proprement dite, l'apport de la Bucovine est infime, ses richesses forestières sont très importantes.

La Transylvanie est, de toutes les provinces roumaines libérées, celle dont l'apport économique est le plus important, tant au point de vue de la quantité, qu'à celui de sa composition.

En ce qui concerne la production céréalière, la Transylvanie réussit, grâce à une intense utilisation des terres arables et à une exploitation plus rationnelle, à obtenir une forte pro-

¹⁾ L'avoine est la seule céréale dont la production soit normalement déficitaire en Bessarabie par rapport à sa consommation, Voir note page 87.

²⁾ Cette moyenne est celle d'avant-guerre. Voir note page 85.

duction, ce qui lui permet—malgré une forte consommation par habitant — de réaliser d'assez importants excédents de céréales disponibles pour l'exportation, ce qui est d'autant plus remarquable si l'on considère que c'est une contrée assez montagneuse et que les cultures de plantes industrielles et les cultures maraîchères y sont de beaucoup plus développées que dans les autres provinces roumaines.

L'élevage a en Transylvanie une grande importance et les résultats obtenus sont très satisfaisants tant au point de vue de la quantité que de la qualité. Il nous faut aussi mentionner les cultures d'arbres fruitiers assez répandues et de vignobles de bonne qualité dans certaines régions (Timiș-Torontal, Tarnava, Arad).

Si l'apport agricole de la Transylvanie est, ainsi que nous venons de le voir, très important, il ne faut pas négliger son apport industriel, qui, bien que n'ayant qu'une valeur absolue assez réduite, représente pour l'organisme économique roumain une valeur d'une incontestable importance.

En premier lieu, il nous faut mentionner l'industrie extractive ¹⁾. La Transylvanie possède des gisements d'or et d'argent qui sont parmi les plus importants d'Europe. Elle possède en outre des gisements de minerais de fer, de plomb, de cuivre, de zinc, d'aluminium et enfin des gisements de charbon qui sont pour l'industrie roumaine d'une importance primordiale ²⁾, représentant à eux seuls 84,75% de la production totale du charbon en Roumanie ³⁾. Il nous faut encore men-

¹⁾ Nous employons ici le terme d'industrie extractive, dans le sens de la classification de Dunoyer, qui distingue cinq catégories de travaux industriels: l'industrie extractive (mines, pêche et chasse), agricole, manufacturière, des transports, et commerciale — et non pas dans le sens de la classification tripartite de J-B. Say, dans laquelle l'industrie extractive comprend aussi l'industrie agricole.

²⁾ L'importance des gisements de charbons transylvains pour l'industrie roumaine provient en grande partie de leur qualité, étant les seuls gisements de houille de Roumanie.

³⁾ Cf. Florin Manoliu — La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques — Thèse, Paris 1931, p. 114.

tionner le gaz méthane et les très nombreuses sources d'eaux minérales ¹⁾).

L'extrême variété des gisements miniers de Transylvanie pourrait faire supposer que c'est une région spécifiquement industrielle, ce qui n'est pas le cas. En effet, ces gisements sont généralement d'une petite importance et de plus disséminés sur toute l'étendue du territoire transylvain. Cependant leur existence a fait naître une industrie d'extraction et de préparation des minerais, une industrie d'affinage des métaux et même une industrie manufacturière qui compte de nombreuses mais — sauf de rares exceptions — de petites fabriques. Leur nombre peut être estimé à environ 1.500, car des 1.663 nouvelles usines qui constituent l'apport des provinces libérées, une écrasante majorité revient à la Transylvanie, vu que l'apport industriel de la Bucovine est assez réduit et que celui de la Bessarabie est quasiment nul.

Après avoir vu l'apport économique des provinces libérées, nous essayerons maintenant de fixer les caractères du nouvel organisme né de la fusion de toutes les provinces roumaines.

L'économie roumaine garde incontestablement son caractère prononcé d'économie agricole, car, ainsi que nous venons de le voir, les provinces libérées ont toutes un caractère agricole: très prononcé en Bessarabie, un peu moins en Transylvanie et assez peu prononcé en Bucovine.

Ce qui va changer, c'est le caractère de cette économie agricole elle-même. En effet, si le caractère que donnait à l'ancien royaume la culture fortement prépondérante des céréales, et spécialement du blé et du maïs, trouve un équivalent en Bessarabie, la Transylvanie et la Bucovine vont contribuer à modifier ce caractère. La première par l'apport de son agriculture diversifiée et l'importance de son élevage, la seconde par

¹⁾ Le débit annuel des sources alcalines seules pourrait se chiffrer à 100 millions de litres, mais le commerce ne porte jusqu'à présent que sur 8 millions de litres dont 600.000 litres sont destinés à l'exportation. Cf. Ing. C. Mihailescu — Les eaux minérales de la Roumanie, étude publiée dans „Correspondance économique roumaine“ No. IV, Bucarest 1936.

la prépondérance de ses exploitations forestières et la nécessité de se procurer dans les autres provinces la majeure partie du blé et du maïs qu'exige la consommation de ses habitants.

Le tableau ci-dessous qui nous permet de comparer la moyenne d'avant-guerre des excédents de céréales disponibles pour l'exportation dans l'ancien royaume, d'une part, et dans les provinces libérées, d'autre part, est très édifiant :

Moyenne des excédents de céréales disponibles pour l'exportation
(Avant-Guerre)

Céréales:	Ancien Royaume: ¹⁾	Provinces libérées: ²⁾	Roumanie: ³⁾
Froment	133.140 wagons	31.274 wagons	164.414 wagons
Maïs	98.370 "	51.761 "	150.131 "
Orge	35.680 "	40.991 "	76.671 "
Seigle	8.940 "	29.458 "	38.398 "
Avoine	15.590 "	23.330 "	38.920 "
Total	291.720 wagons	176.814 wagons	468.534 wagons

De la lecture de ce tableau on constate premièrement que le total des excédents disponibles pour l'exportation (cinq principales céréales) était avant-guerre, pour les provinces libérées, de beaucoup inférieur à celui de l'ancien royaume, représentant à peine 60,62% du total disponible de celui-ci. En second lieu, on constate que l'excédent disponible de blé était extrêmement réduit dans les provinces libérées, et que, par rapport à celui de l'ancien royaume, il ne représentait qu'à peine $\frac{1}{4}$ de celui-ci; on constate presque la même chose pour le maïs, mais pour cette céréale, l'excédent disponible des provinces libérées était cependant plus important et représentait plus de la moitié de celui de l'ancien royaume. Enfin, on constate que, contrairement à ce que nous avons pu voir pour le blé et le maïs, les excédents d'orge, de seigle et d'avoine disponibles pour l'exportation dans les provinces libérées étaient supérieurs à ceux de l'ancien royaume. Les excédents d'orge étaient

¹⁾ Chiffres exacts.

²⁾ Estimation faite d'après les chiffres relatifs à la production et à la consommation. Voir page 84.

³⁾ Total des deux précédents.

supérieurs de 14% à ceux de l'ancien royaume, ceux d'avoine de près de 50% et ceux de seigle de plus de 225% !

On peut prévoir que désormais l'économie agricole roumaine ne présentera plus les mêmes caractères. Que la culture du blé ne sera plus prépondérante. Que les exportations de céréales ne vont pas croître proportionnellement à l'accroissement du territoire, et que c'est surtout la composition de ces exportations qui va changer.

Le blé restera toujours la principale céréale d'exportation, mais ne gardera plus l'importance qu'il détenait dans la composition des exportations de céréales de l'ancien royaume (45,68%). Par l'effet de l'union, le maïs se verra appelé à prendre une place de tout premier ordre dans la composition des exportations, suivant de très près le blé. La composition de l'exportation des cinq principales céréales de l'ancien royaume, dans laquelle le blé entraient pour 45,68%, le maïs pour 33,7%, l'orge pour 12,22%, le seigle pour 3,06% et l'avoine pour 5,34%, paraît devoir prendre, après l'union des provinces libérées, l'aspect schématique suivant: blé $\frac{1}{3}$, maïs $\frac{1}{3}$, orge $\frac{1}{6}$, seigle $\frac{1}{12}$ et avoine $\frac{1}{12}$.

La diminution des exportations de céréales, ou plus exactement son accroissement non proportionnel à celui du territoire, ne signifie point un appauvrissement, étant largement compensée par les nouvelles possibilités d'emploi ou d'exportation des produits de l'agriculture plus diversifiée de la Transylvanie (légumes, plantes industrielles, etc.), et spécialement des produits de l'élevage et de l'aviiculture (laine, viande, oeufs, bétail, etc.), qui représentaient avant-guerre (ancien royaume) à peine 3% du total des exportations, pour atteindre maintenant 15% ¹⁾.

Si telle est la transformation immédiate subie par l'économie roumaine du fait des modifications territoriales, une transformation de structure plus profonde mais aussi d'une plus lente

¹⁾ Cf. Constantin Garoflid — La crise dans l'agriculture — Conférence prononcée à la Société des Ingénieurs Agronomes et publiée dans la „Bibliothèque de la Ligue Agraire“, Bucarest, No. 2, page 1.

manifestation se produit dans l'organisme économique roumain. Cette transformation est due à l'apport industriel des provinces libérées, particulièrement de la Transylvanie. En effet, ainsi que l'affirme Mr. Florin Manoliu dans une intéressante étude sur „La reconstruction économique et financière de la Roumanie“, par l'apport des provinces recouvrées, l'industrie roumaine a profité d'une augmentation de plus de 150%, le nombre des usines passant de 1.114 en 1914 (ancien royaume) à 2.747 en 1919¹⁾. Le nombre des usines a évidemment très fortement augmenté, mais nous estimons que la production industrielle n'a pas augmenté dans les mêmes proportions et que spécialement par rapport au pays entier elle est restée sensiblement la même, la structure économique du pays ne subissant à ce point de vue et pour le moment aucune modification. Malheureusement, certains milieux gouvernementaux et même certains économistes roumains, ont estimé — vu cette impressionnante augmentation du nombre des usines — pouvoir conclure que l'industrie prenait en Roumanie sinon une place prépondérante, du moins une place égale à celle de l'agriculture, ce qui a porté d'importants préjudices à l'économie roumaine, ainsi que nous le verrons par la suite.

„Si avant-guerre on reconnaissait à l'économie roumaine son caractère éminemment agricole, parce que dans la composition du revenu national la production agricole représentait 70% alors que la production industrielle ne représentait que 24%, et si à première vue l'on pouvait se laisser tenter de croire que par l'union de toutes les provinces roumaines et spécialement par l'apport de la Transylvanie, le caractère spécifiquement agricole de l'économie roumaine a été modifié, la statistique se charge de nous détromper car les proportions sont restées sensiblement les mêmes: 69% agriculture et 26% industrie“²⁾.

Ainsi, la structure même de l'économie roumaine n'a pas changé. Nous estimons cependant qu'un processus de change-

1) Florin Manoliu, op. cit., p. 120.

2) Constantin Garoflid, op. cit., p. 1.

ment de structure va se produire, processus dû, non pas tant aux usines qui ont constitué l'apport de la Transylvanie, mais surtout aux très variées richesses minières de cette province. L'importance quantitative réduite de ces richesses minières ne permettra jamais à la Roumanie de devenir un pays spécifiquement industriel, mais simplement de faire gagner une plus grande importance à la production industrielle dans la composition du revenu national, sans qu'elle puisse cependant jamais égaler l'importance de la production agricole, car l'agriculture restera toujours la principale branche d'activité du peuple roumain.

Ayant vu les effets des modifications territoriales sur la structure économique de la Roumanie — effets qui nous ont paru devoir être plutôt heureux — nous allons maintenant essayer d'exposer les effets de ces importantes modifications territoriales sur les échanges.

Le nouvel organisme économique, né de l'union de toutes les provinces roumaines, aura à résoudre un difficile problème de débouchés. En effet, la concentration en un seul organisme économique de ces provinces à économie agricole, bien qu'ayant de beaucoup agrandi l'étendue du marché intérieur, n'a créé que de minimes possibilités d'échange entre ces provinces dont l'économie n'est pas „complémentaire“, mais tout au contraire „similaire“. Aussi, ce nouvel organisme économique se verra-t-il obligé de chercher au-delà de ses frontières les débouchés nécessaires à l'écoulement de sa production agricole excédante. Ceci sera rendu bien difficile par le fait que la réalisation de l'idéal national et politique du peuple roumain — ainsi d'ailleurs que celui des autres peuples soumis auparavant à l'injuste domination d'Etats étrangers — a entraîné — par la création de nouvelles frontières et en conséquence d'un nouveau compartimentage douanier — une „brusque modification des courants économiques préexistants“.

Une succincte description des relations économiques qui s'étaient développées avant-guerre entre les provinces libérées et les Etats sous la domination desquels elles se trouvaient,

nous permettra d'apprécier dans toute son ampleur l'influence nocive exercée par cette brutale modification des courants économiques préexistants.

La Bessarabie, annexée depuis un siècle par la Russie, n'avait pas de très profondes relations économiques avec cet empire où la cohésion économique des provinces le constituant était assez faible. Cependant, si l'on tient compte de ce que l'évolution économique de la Roumanie n'a commencé à s'intensifier qu'à partir du Traité d'Andrinople (1829), on comprendra que ce n'est qu'à partir de son annexion par la Russie, que l'évolution économique de la Bessarabie s'intensifie en faisant prendre une importance accrue aux échanges. D'autre part, comme ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du XIX-ème siècle que l'on commence à accorder plus d'importance aux voies de communication dans ces régions de l'Europe orientale, et que ce n'est que par la suite que l'on commence la construction de routes modernes et de chemins de fer, on comprendra aisément pourquoi, dans cette province dont les relations économiques avec l'empire russe étaient assez relâchées, les courants économiques se sont pourtant orientés suivant les nécessités de l'économie russe.

Les relations économiques de la Bucovine et de la Transylvanie avec l'empire austro-hongrois étaient de beaucoup plus intenses et motivées par des réalités économiques. En effet, si, du point de vue politique et ethnographique, la soumission inéquitable à la suprématie autrichienne et hongroise et l'union en un seul Etat de régions à populations de races et de mœurs différentes, avaient un caractère profondément injuste, des plus artificiels et n'auraient su en conséquence durer plus longtemps, il n'en était pas de même au point de vue économique. A ce point de vue, l'Autriche-Hongrie présentait une heureuse cohésion, car la structure des différentes provinces qui la constituaient était complémentaire. La monarchie austro-hongroise „avait créé un système qui, pour être factice, n'en maintenait pas moins la balance entre les régions agricoles de l'est et les régions urbaines de l'ouest sous le contrôle de la banque de Vienne, dont le solide réseau vasculaire coordonnait

le rythme des échanges¹⁾. Dans ces conditions favorables à tous points de vue à la naissance de courants économiques, qui de plus étaient favorisés par l'administration qui se préoccupait de créer les voies de communication exigées par ces courants d'échanges à l'intérieur du marché austro-hongrois, on comprend aisément l'intensité des relations économiques qui s'étaient développées entre les provinces constituant la monarchie austro-hongroise.

Ces relations économiques, plus faibles pour la Bessarabie, très intenses pour la Transylvanie et la Bucovine, nous sont encore prouvées par la disposition même des voies de communication. Tout le réseau routier et ferroviaire qui parcourait les provinces libérées était orienté suivant les nécessités du commerce, déterminé lui-même par les courants économiques parcourant les empires sous la domination desquels ces provinces se trouvaient avant-guerre.

Les barrières douanières élevées du jour au lendemain entre les provinces libérées et les marchés antérieurement acheteurs de leurs excédents de produits agricoles, ont jeté le commerce dans un profond désarroi. La recherche de débouchés sur le marché du nouvel organisme économique dont elles font partie ne peut apporter un remède à ce désarroi. D'abord, parce que ce marché ne pourrait absorber qu'une minime partie des produits agricoles des provinces libérées, spécialement des fruits, des légumes, de la viande. Ensuite, parce que même ces minimes quantités de produits ne peuvent être transportées qu'au prix d'énormes difficultés les deux ou trois lignes de chemin de fer reliant les provinces libérées à l'ancien royaume étant manifestement insuffisantes.

Complète désorientation du marché, recherche de nouveaux débouchés destinés à remplacer ceux d'avant-guerre, désorganisation des transports, tels sont les effets qu'une très succincte étude nous font apparaître comme dérivant de la brusque mo-

¹⁾ Jean de Nicolay — La crise en Europe Centrale, vue sous l'angle agricole — 3^{ème} conférence du cycle organisé par l'Institut National Agronomique et publié dans: „L'Agriculture dans l'évolution de la crise mondiale“, Paris 1933, p. 83.

dification des courants économiques préexistants. Une étude plus approfondie de cette modification de courants économiques ferait sans doute apparaître bien d'autres effets nocifs provoqués par elle, mais ce serait nous éloigner de notre sujet.

Ainsi: modification des caractères de l'économie agricole, changement de composition des exportations, tendance vers une légère modification de la structure économique elle-même, perte de débouchés pour les provinces libérées, désorientation et désorganisation de leur marché, désorganisation et manifeste insuffisance des transports, tels sont les principaux effets des modifications territoriales. Si nous ajoutons: la nécessité d'organiser tous les services administratifs dans les provinces libérées, l'obligation de reprendre et de remplacer par la monnaie nationale tous les signes monétaires ayant cours dans les provinces, l'organisation de nouvelles frontières, l'application de lois différentes dans les provinces et dans l'ancien royaume, nous aurons un tableau presque complet des perturbations provoquées par les modifications territoriales sur le nouvel organisme de l'économie roumaine. Mais nous ne pourrions saisir la portée réelle de ces perturbations, que lorsque nous aurons vu à quel point a été ruiné, par l'effet de la guerre, l'entier organisme économique roumain. C'est ce que nous nous proposons de faire dans le paragraphe suivant.

§ 2.

ETAT DE RUINE DANS LEQUEL A ETE AMENEE L'ECONOMIE AGRICOLE ROUMAINE DU FAIT DE LA GUERRE.

La Roumanie, bien qu'entrée en guerre seulement le 27 août 1916, fut l'un des pays qui ont eu le plus à en souffrir. L'écrasement des troupes roumaines présentait pour les empires du centre un double intérêt, stratégique et économique. Aussi, quatre corps d'armée furent envoyés sur ce front pour obtenir au plus vite le résultat attendu avec impatience. Les troupes roumaines, après d'héroïques combats et une résistance désespérée, ont dû se replier faute de matériel de guerre, laissant à l'ennemi plus de la moitié du pays.

La Dobrodgea et la Valachie, après avoir été le théâtre de très violentes opérations militaires, ont été soumises par les troupes ennemies d'occupation à des réquisitions systématiques et à une exploitation économique à outrance.

Les puissances centrales, réduites à leurs propres moyens par le blocus exercé par les Alliés, avaient conçu — avant même que la Roumanie n'entre en guerre — un plan d'exploitation intense de ce pays. Ce plan, devant leur permettre de puiser dans ce riche pays les aliments et les matières premières qui leur manquaient et dont ils avaient un pressant besoin, fut appliqué sans retard, presque en même temps que l'occupation militaire, par l'Etat-Major économique allemand, le „Wirtschaftstab“.

„L'activité du „Wirtschaftstab“ porta d'abord sur les stocks de céréales et de fourrages trouvés au moment de l'occupation de la Valachie, et qui furent exportés d'urgence dans les pays occupants; ensuite, sur la mise en valeur de la terre pour assurer l'approvisionnement des puissances centrales“ ¹⁾. Le travail des champs fut rendu obligatoire par une ordonnance de décembre 1917, pour toute personne valide entre 14 et 60 ans, et cela sous peine de prison ²⁾. En même temps, une ration alimentaire fut fixée, ration nettement insuffisante. „Il était interdit aux paysans de consommer de la viande, des oeufs, des légumes et le maïs qui constituait la majeure partie de la ration ne pouvait être consommé intégral, mais seulement après extraction par l'Administration militaire des substances les plus nutritives“ ³⁾.

Grâce à ces mesures d'exploitation à outrance et de rationnement excessif de la consommation, le territoire occupé a pu nourrir une nombreuse armée d'occupation ⁴⁾ et permettre l'exportation à destination des puissances centrales de 1.223.340 tonnes de blé et de 227.520 tonnes de maïs du 1-er décembre 1916 au 31 décembre 1917, et d'autres 1.190.000 tonnes de cé-

¹⁾ Cf. Florin Manoliu, op. cit., p. 65.

²⁾ Cf. Ernest Grintzesco, op. cit., pages 118—119.

³⁾ Prof. G. Ionesco-Sisești, op. cit., p. 22.

⁴⁾ 400.000 hommes et 150.000 bêtes.

réales, graines oléagineuses et fourrages jusqu'au 1-er avril 1918¹⁾).

La Moldavie, bien que non soumise à l'occupation ennemie, a eu aussi à souffrir de la guerre, ayant eu à entretenir sur son territoire les troupes roumaines, de nombreux réfugiés des régions occupées, et en outre les troupes envoyées par nos alliés russes sur le front roumain. Aussi, tout le monde et spécialement les civils ont dû être soumis à un très stricte rationnement de la consommation. Quant au logement, il n'a pas été possible de loger tout ce monde dans des conditions hygiéniques, ce qui a provoqué une grave épidémie de typhus exanthématique. D'autre part, à la suite de la révolution bolchévique, les troupes de nos alliés russes se sont rebellées et ont dû être renvoyées sous escorte, non sans avoir préalablement causé d'assez importants dégâts et s'être adonnées à de fréquents pillages. On comprend donc que cette province ait aussi profondément souffert de la guerre.

La guerre qui a profondément ruiné toute l'économie roumaine, a eu des effets désastreux pour l'agriculture. Les seuls dommages agricoles ont été évalués à 1.282.587.929 lei-or²⁾. Dans ces dommages, les pertes d'animaux domestiques tiennent une place importante. Les pertes subies sont de plus de 50 %, le nombre total de gros et menu bétail passant de 13.622.977 têtes en 1916 à 6.777.729 têtes en 1919³⁾. Si l'on ajoute que le bétail existant en 1919 est surtout composé de jeunes animaux, la pénurie des bêtes de trait nécessaires au travail agricole apparaît encore plus évidente⁴⁾. L'outillage agricole a subi de très lourdes pertes, étant en partie entièrement détruit et le reste devant — pour être remis en usage — subir d'importantes réparations. La destruction de bâtiments

1) Prof. Dr. Mann — *Kriegswirtschaft in Rumänien* — Bucarest 1918. Cité par G. Ionesco-Sisestî, op. cit., p. 22.

2) Cf. Florin Manoliu, op. cit., p. 71.

3) Ministère de l'Agriculture et des Domaines — *Statistique des pertes d'animaux domestiques pendant la guerre* — Bucarest 1919, p. 43.

4) Cf. Prof. G. Ionesco-Sisestî, op. cit., p. 23.

agricoles, les frais nécessaires à la remise en culture des terres sillonnées de tranchées et ravagées par les obus, ainsi que la destruction de forêts, constituent le reste des dommages agricoles provoqués directement par la guerre et évalués en argent.

Pour un pays essentiellement agricole comme la Roumanie, le pourcentage de 24 % du total des dommages de guerre représentant les dommages agricoles, pourrait faire croire que l'agriculture n'a pas subi de trop grosses pertes; mais elle a subi d'autres pertes très importantes bien qu'indirectes, pertes qui n'ont pas fait l'objet d'une évaluation précise.

D'abord, une importante perte de main-d'oeuvre agricole et de potentiel de travail. Sur une population de près de 8 millions d'habitants, la Roumanie en a perdu du fait de la guerre 800.000, soit 10%. Or, les 350.000 soldats tombés au champ d'honneur et représentant 40 % des effectifs mobilisés sont, pour l'énorme majorité, des laboureurs, et ce qui plus est, ceux qui pouvaient fournir grâce à leur jeunesse et à leur vigueur le plus puissant effort de travail. D'autre part, toute la population affaiblie par les souffrances morales et physiques, même gravement épuisée — en Valachie et Dobrogea — par le sévère régime de travail et de sous-alimentation imposé par l'ennemi, ne peut fournir qu'un faible effort de travail.

Ensuite, la création de nouvelles conditions désavantageuses pour la production agricole par les effets indirects de certains dommages agricoles et par conséquent non-évalués à titre de dommages de guerre. La destruction ou le total épuisement de 164.000 ha. de forêts, indiquée par les statistiques officielles et ayant été évaluée à 122.952.722 lei-or à titre de dommages de guerre, va avoir une néfaste influence sur la production agricole, cette destruction de forêts¹⁾ augmentant les risques dûs aux vents violents de l'hiver et aux sécheresses d'été; risques importants dans un pays à climat comme

¹⁾ La destruction des forêts ayant eu lieu surtout dans la région occupée, représente presque 10% des surfaces boisées de cette région, représentant 61,40% du total de 2.759.929 ha. de forêts de la Roumanie. (Cf. Réponse de la Roumanie, op. cit., p. 261).

celui de la Roumanie. Dans la région occupée, représentant plus des $3/4$ des surfaces cultivées de la Roumanie, l'épuisement total des stocks de céréales et même des réserves destinées à l'ensemencement, a détruit toute l'oeuvre de nombreuses années de sélection des semences et a astreint les agriculteurs à utiliser pour les ensemencements des grains de très mauvaise qualité. Ceci aura les pires conséquences économiques, faisant perdre aux céréales roumaines les qualités qui avaient créé leur excellente renommée sur le marché mondial, ainsi d'ailleurs que toute unité de qualité.

Enfin, les immenses dégâts causés aux voies de communication, la destruction ou la mise hors d'usage des moyens de transport, qui représentent une part importante des dommages de guerre, vont causer à l'agriculture de très grosses pertes, bien plus importantes que pour les autres branches d'activité économique. En effet, la production agricole étant composée de produits représentant une faible valeur sous un grand volume, de produits ne pouvant être conservés que dans des conditions spéciales d'étanchéité et d'aération, et de plus étant une production qui fait son apparition sur le marché à la même époque pour tous les producteurs, le commerce des produits agricoles exige des voies de communication et des moyens de transport suffisants et en très bon état pour permettre l'écoulement rapide des produits vers les grandes stations de chemin de fer ou les grands ports, qui disposent de bâtiments spécialement aménagés en vue de l'entreposage des produits agricoles. Or, le très mauvais état des routes et des voies ferrées ainsi que la pénurie de charrettes, chariots, wagons et chalands résultant de la guerre, a rendu extrêmement difficile l'écoulement des produits agricoles. Déjà „avant-guerre les moyens de transport par chemin de fer étaient insuffisants“ ¹⁾ et „à l'époque de l'écoulement de la production agricole vers le Danube, les réclamations causées par l'insuffi-

¹⁾ Prof. E. M. Brancovici — Les céréales et leur commerce en Roumanie — Bucarest 1929, p. 8.

sance de wagons étaient nombreuses¹⁾. Après-guerre, cet état de choses a de beaucoup empiré, car „alors que le pays s'est agrandi, l'élément économique si important des transports a souffert une très forte diminution du fait de la guerre, ne pouvant correspondre aux besoins accrus de la production; nos chemins de fer possédant un matériel insuffisant et d'une construction ne correspondant plus au trafic actuel²⁾, sont surchargés et ne peuvent satisfaire les besoins de la production³⁾. Ces conditions nettement défavorables au transport et partant au commerce des céréales, vont amener de lourdes pertes pour l'agriculture dont les produits ne pourront être vendus que difficilement et à un prix très réduit, en rapport avec les grosses difficultés et les risques du transport.

Telles nous paraissent être les pertes indirectes subies par l'agriculture, pertes indirectes certes, mais qui n'en ont pas moins été provoquées de façon certaine par la guerre. Aussi, nous estimons que ce n'est qu'en ajoutant ces pertes indirectes subies par l'agriculture roumaine, mais non-évaluées à titre de dommages de guerre, aux dommages agricoles qui ont été évalués à 1.282.587.929 lei-or, que nous pourrions avoir un tableau réel de l'état déplorable de ruine dans lequel a été amenée l'agriculture roumaine du fait de la guerre, état de ruine duquel elle ne pourra sortir entièrement que par les efforts conjugués des agriculteurs et de l'Etat. Effort d'investissements et surtout de travail pour les agriculteurs, effort financier surtout pour l'Etat. Cet effort indispensable ne pourra cependant être fourni au début par l'Etat qui s'est trouvé à la suite de la guerre dans une situation financière des plus précaires, situation à l'examen de laquelle nous passerons maintenant.

1) Ing. G. Popesco — Le problème des transports par rapport à la production — Bucarest 1925, p. 2.

2) En 1923, la Roumanie disposait de 90.244 wagons, mais leur état était déplorable, aussi en 1925 il n'y a plus que 41.926 wagons qui soient en fonction. Cf. Edgar Patin, *op. cit.*, p. 204.

3) Ing. G. Popesco, *op. cit.*, p. 3.

§ 3.

SUITES MONÉTAIRES ET FINANCIÈRES DE LA
GUERRE

Avant-guerre, la situation monétaire en Roumanie était des plus saines et la monnaie nationale, convertible en or, ne servait que les intérêts de l'économie privée¹⁾. D'autre part, les finances publiques étaient parfaitement équilibrées et, malgré une dette publique assez importante — provenant des nombreux emprunts contractés pour permettre l'exécution de grands travaux publics — l'Etat, remplissant aisément et avec une stricte ponctualité toutes ses obligations, jouissait d'un excellent crédit, tant sur le marché intérieur que sur le marché international.

Cependant la guerre, qui a provoqué de graves perturbations monétaires et le déséquilibre des finances publiques dans tous les pays belligérants, n'a pas épargné la Roumanie qui en est sortie avec les finances publiques fortement déséquilibrées et la monnaie nationale gravement atteinte.

Les déficits croissants enregistrés par les budgets de la période de guerre et l'absence d'un trésor spécial destiné aux besoins de guerre, ont obligé le gouvernement roumain à recourir—dès le début—aux avances de la Banque Nationale, ce qui a déterminé un accroissement continu de la circulation fiduciaire. A la fin des hostilités, les avances consenties au Trésor par la Banque Nationale se chiffraient à 1.600 millions de lei sur une circulation fiduciaire de 2 milliards et demi, soit accrue de plus de 400% par rapport à celle de 1914 qui n'était que de 578.243.647 lei²⁾. Cette inflation de la circulation fiduciaire déterminée par les besoins du Trésor, ainsi que le fait que toute la réserve métallique de la Banque Nationale se trouvait à l'étranger (98 millions à la Banque d'Angle-

¹⁾ Alexandre Pantazi — Contribution à l'histoire monétaire de la Roumanie — thèse, Paris 1934, pages 1 et 4.

²⁾ Cf. Victor Slăvesco — Histoire de la Banque Nationale de Roumanie, 1880—1924.

terre, 80 millions à la Reichsbank¹ et 315 millions à Moscou²), ont rendu nécessaire l'introduction du cours forcé en 1917³) et ont provoqué la dépréciation du change roumain, qui perd 73, 78% de sa valeur, de 1914 à 1919⁴).

Mais, si les besoins du Trésor ont provoqué l'inflation, la chute du leu a été aggravée et rendue définitive par la perte —du fait de la guerre—de la plus grosse partie du stock métallique de la Banque Nationale, ce qui a irrémédiablement atteint le fondement même de la valeur du signe monétaire national. Par suite du développement des opérations militaires, le trésor de la Banque Nationale avait été d'abord transporté à Yassi, puis le gouvernement roumain, craignant de ne pouvoir arrêter l'offensive ennemie, décida de le faire mettre en sûreté à Moscou. Le protocole de Moscou signé le 16 février 1917 constate le dépôt de 1.738 caisses d'une valeur de 314.580.456.80 lei-or, constituant le stock de métal jaune de la Banque Nationale de Roumanie⁵). Par la suite, on déposa, toujours au Kremlin à Moscou, des valeurs et effets de banque estimés à un milliard et demi de lei-or et enfin les dépôts de la „Caisse de Dépôts et Consignations de Roumanie“, des documents, archives, tableaux, etc. La valeur de tous ces dépôts s'élevait d'après les protocoles eux-mêmes à 7 milliards et demi de lei-or⁶). A la suite du total changement de régime intervenu en Russie, le gouvernement soviétique ne voulut ni reconnaître ni restituer ces dépôts. Les pourparlers menés à Gênes en mai 1922 et tous ceux qui ont suivi n'ont amené aucun résultat; tout au plus, après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, le

¹) Dépôts résultant des ventes de produits agricoles effectuées par la Roumanie durant la période de sa neutralité.

²) Dépôt effectué par la Banque Nationale de Roumanie pour se conformer à l'arrêté pris en conseil des ministres Nr. 20.901 bis, en date du 12 décembre 1916.

³) Par la Convention intervenue entre l'Etat et la Banque Nationale le 12 avril 1917.

⁴) D'après les cours moyens du leu à New-York. Cf. G. Caranfil — Etude statistique sur la valeur du leu, de 1916 à 1925.

⁵) Cf. Florin Manoliu, op. cit., p. 88.

⁶) Idem.

gouvernement soviétique a restitué en 1936 quelques centaines de caisses contenant des actes, tableaux et quelques instruments précieux.

La triste situation des finances publiques et la dépréciation de la monnaie nationale se sont encore aggravées après la paix, et ce n'est qu'en 1922 que l'inflation put être arrêtée et que la consolidation des finances publiques commence à être effectuée¹⁾. Cette aggravation a été déterminée par les immenses besoins de la reconstruction et par les frais de l'opération d'unification monétaire.

Les immenses dépenses occasionnées à l'Etat par la reconstruction économique du pays — réparation et reconstruction des voies de communication indispensables, réorganisation des services publics, établissement des nouvelles frontières, etc., — ont été la cause de nouveaux et importants déficits budgétaires se chiffrant à 8.436.316.000 lei pour les exercices budgétaires 1919/1920, 1920/1921, 1921/1922²⁾.

Mais, outre ces dépenses excédant déjà fortement ses disponibilités, l'Etat a dû encore supporter les frais de l'opération d'unification monétaire. Au lendemain de la guerre, sur le territoire agrandi de la Roumanie, circulaient quatre signes monétaires: le „leu“ — monnaie nationale —, le „nouveau leu“ — monnaie que l'ennemi avait abusivement fait émettre par la Banque Générale dans le territoire occupé — la „couronne“ — monnaie autrichienne circulant en Transylvanie et Bucovine — et enfin le „rouble“ — monnaie russe circulant en Bessarabie. Les nécessités économiques et sa qualité d'Etat successeur des empires austro-hongrois et russe³⁾, ont obligé l'Etat roumain à absorber ces trois nouvelles monnaies entièrement dépréciées, les remplaçant par des lei, opération dont les frais s'élevant à 7.074 millions de lei sont ve-

1) Cf. Alexandre Pantaziu, op. cit., p. 15.

2) Exposé des motifs du projet de Budget Général d'Etat pour 1931, p. 34.

3) Art. 206 du Traité de Saint-Germain et Art. 189 du Traité de Trianon.

nus accroître la dette déjà existante de l'Etat envers la Banque Nationale ¹⁾).

Si l'on veut représenter par des chiffres le bilan monétaire de la guerre, on obtient au 31 décembre 1921, le résultat suivant: sur une circulation fiduciaire totale de 13.722 millions de lei, les avances à l'Etat représentent 12.355 millions de lei ²⁾, ce qui ne pouvait manquer d'affecter la situation de la monnaie elle-même.

Les répercussions que ce profond déséquilibre des finances publique exerçait déjà sur le change roumain, ont encore été accrues par une balance des comptes nettement défavorable. En effet, la balance commerciale — qui, dans un pays comme la Roumanie, constitue l'élément actif prépondérant de la balance des comptes — a enregistré des déficits de 3.657.915.293 lei en 1919, de 3.532.442.797 lei en 1920 et de 3.882.395.806 lei en 1921 ³⁾. Ces déficits considérables de la balance commerciale, qui trouvent leur explication dans l'état de total épuisement de l'économie roumaine — qui, ruinée par la guerre, n'arrivait même pas à suffire aux besoins alimentaires du pays et d'autant moins aux besoins de toutes sortes de la reconstruction — ont rendu défavorable la balance des comptes, ce qui a encore contribué à l'avisement du signe monétaire roumain.

La dépréciation du change roumain, qui était déjà de 73,78% en août 1919, continue assez rapidement jusqu'en automne 1921, et plus lentement jusqu'en 1922, date à laquelle le „leu“ avait perdu 97% de sa valeur d'avant-guerre ⁴⁾.

On comprend aisément toutes les difficultés que cette période de vraie débâcle financière a fait traverser à l'économie roumaine. D'abord, l'oeuvre de reconstruction économique entreprise par l'Etat n'a pu être effectuée que partielle-

1) Alexandre Pantazi, op. cit., p. 9.

2) Idem.

3) Ministère de l'Industrie et du Commerce — Annuaire Statistique de la Roumanie — Bucarest 1925, p. 136.

4) Cf. G. Caranfil, op. cit.

ment et uniquement dans la mesure où cela s'est avéré absolument indispensable. Ensuite, les besoins de l'Etat ont détourné la Banque Nationale de son rôle normal de distributeur de crédit à l'économie privée¹⁾, ce qui lui a fait perdre le contrôle de l'activité économique privée. Enfin, l'économie privée elle-même a été bouleversée et est entrée dans une période d'intenses spéculations rendues possibles par la continuelle dépréciation du leu.

On peut conclure que, si la guerre a permis à la Roumanie de réaliser son idéal national, elle a par contre ruiné son économie, et qu'il faudra une longue période d'efforts pour permettre sa reconstruction et sa réorganisation. Enfin, l'économie agricole, qui a été le plus profondément atteinte par la guerre, devra aussi fournir un grand effort d'adaptation aux nouvelles conditions créées par les modifications territoriales et surtout par l'expérience sociale dans laquelle la Roumanie s'est courageusement engagée après la guerre.

CHAPITRE II.

LA REFORME AGRAIRE ET SES CONSEQUENCES ECONOMIQUES

La recrudescence de l'esprit démocratique, dérivant de la guerre, a provoqué dans toute l'Europe de profondes modifications sociales, modifications qui ont été d'autant plus fortes que le développement social antérieur était plus arriéré. Dans les pays essentiellement agricoles de l'est-européen, où les rapports sociaux étaient encore très arriérés, où subsistait encore un régime semi-féodal et où la répartition des terres était des plus inéquitables, ces modifications apportées au régime agraire ont revêtu par leur ampleur un caractère révolutionnaire. Cette „révolution agraire, dont la tendance

...¹⁾ Les crédits accordés par la Banque Nationale pendant les trois années qui ont suivi la paix, s'élèvent à peine à 2 milliards de lei! Cf. Alexandre Pantazi, op. cit. p. 11.

générale a été de démocratiser l'agriculture, par l'action simultanée de la consolidation et de l'extension de la propriété paysanne, et du partage des grands domaines¹⁾, a été accomplie dans tous les pays de l'est-européen; elle l'a été aussi en Roumanie, ce pays étant même le premier qui se soit engagé dans cette voie.

Les réformes agraires, et tout particulièrement la réforme agraire roumaine, ayant fait l'objet de nombreuses études²⁾, nous estimons qu'une étude générale plus approfondie pourrait paraître oiseuse; aussi, nous nous contenterons d'en rappeler les grandes lignes, avant de passer à l'étude de ses effets sur l'évolution de l'économie agricole roumaine.

§ 1.

SUCCINT EXPOSE DE LA REFORME AGRAIRE ET DES MESURES LEGISLATIVES LA CONCERNANT

Par la modification de l'article 19 de la Constitution, l'Assemblée Constituante — réunie à Yassy en 1917 — a établi le principe constitutionnel „d'expropriation pour cause d'utilité publique“. L'oeuvre sociale et démocratique que l'on inaugurerait ainsi fut complétée par l'introduction du „suffrage universel, direct et secret“ (nouvel art. 57 de la Constitution). Les textes ainsi modifiés des articles 19 et 57 de la Constitution furent promulgués le 20 juillet 1917.

Le nouvel art. 19 de la Constitution prévoyait „l'accroissement de l'étendue de la propriété paysanne“ par l'expropriation des terres cultivables et leur vente aux paysans, dans les six mois qui suivraient la libération du territoire occupé par l'ennemi. Cet article établissait en outre les principes directeurs selon lesquels devrait être accomplie cette réforme

¹⁾ Prof. Virgil N. Madgearu — La révolution agraire et l'évolution de la classe paysanne — Bucarest 1936, p. 38.

²⁾ Pour la réforme agraire en Roumanie, voir spécialement M. Constantinesco — Evolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie —; Valeriu Bercaru — La réforme agraire en Roumanie —; ainsi que les études de MM. David Mitran, Arthur Wauters, A. Tihal, etc., etc.

agraire, à savoir: expropriation intégrale des terres cultivables appartenant à la Couronne et aux personnes morales, ainsi que des propriétés rurales appartenant aux étrangers et aux absentéistes; expropriation de 2 millions d'hectares de terres cultivables à prendre — suivant une échelle progressive — sur toutes les autres propriétés rurales d'une étendue supérieure à 100 ha; constitution de pâturages communaux dans la région des montagnes; enfin, il établissait que le prix des terres expropriées serait déterminé en dernière instance par la Cour d'Appel et que le paiement en serait fait en titres de rente amortissables et portant un intérêt de 5%.

Les principes de la réforme agraire, établis par l'Assemblée Constituante de 1917, furent mis en oeuvre — en Bessarabie ¹⁾ et dans l'ancien royaume — par le décret-loi No. 3.697 du 15 décembre 1918, qui constitue la „*première expropriation*“. Son application faisant prévoir que l'on n'atteindrait pas les deux millions d'hectares prévus par l'art. 19 de la Constitution, on fut obligé de procéder à une „*seconde expropriation*“ en juillet 1921, date à laquelle l'application de la réforme agraire fut étendue à la Transylvanie et à la Bucovine.

La „*première expropriation*“ poursuivait deux buts distincts:

Pour atteindre le premier but — qui consistait à donner aux paysans la possession provisoire des terres expropriables et cela avant le printemps 1919 pour permettre la mise en culture de ces terres — on procéda d'abord à une expropriation tout approximative et provisoire; ensuite à l'affermage de ces terres à l'Etat qui devenait redevable du prix courant d'affermage envers les propriétaires; enfin à l'affermage par l'Etat de toutes ces terres aux associations villageoises „*obștii*“, créées dans ce but, et qui devenaient redevables envers l'Etat du prix d'affermage.

¹⁾ En Bessarabie, le „*Sfatul Țării*“ (Conseil du Pays) avait établi les principes de la réforme agraire le 27 novembre 1918.

Cette situation provisoire subsistait jusqu'à la délimitation précise des terres expropriées, à leur expropriation définitive et à la détermination exacte du prix qui en était dû, ce qui constituait, avec la détermination des ayants-droit, la répartition des terres à ceux-ci et leur mise en possession définitive des lots attribués, le second et principal but du décret-loi cité, aussi n'examinerons-nous de plus près que les mesures prises en vue d'atteindre ce second but, seul durable¹⁾.

Pour procurer les 2 millions d'hectares prévus par la Constitution, le décret-loi No. 3.697/1918 appliqua le système de l'expropriation — sans aucune distinction — à toutes les terres dépassant 100 ha., selon une échelle progressive qui prévoyait des cotes d'expropriation partant de 1% (pour les terres de 110 ha.), et allant jusqu'à 95% (pour les terres de 10.000 ha.), et qui ne laissait en outre subsister aucune propriété supérieure à 500 ha.

Pour la répartition des terres ainsi expropriées, le décret-loi prévoyait un lot-type qui ne pouvait dépasser 5 ha. sauf dans les régions de colonisation, où ce maximum était porté à 7 ha.²⁾ Les paysans propriétaires, dès avant la réforme, de moins de 5 ha. de terres ayant droit à un lot complémentaire.

Le terrain exproprié était vendu en lots aux ayants droit qui étaient, dans l'ordre de préférence :

- a) Les anciens combattants ayant pris part à la campagne de 1916—1919;
- b) Ceux ayant pris part à la campagne de 1913;
- c) Les veuves de guerre;
- d) Les ouvriers agricoles;

¹⁾ Le décret-loi 3.697/1918, contenant, vu son élaboration hâtive, de nombreuses omissions et certaines imperfections, a été complété par les décrets-loi Nos. 655, 1.658, 1.999, 2.488, 3.280, 3.622, 4.839 et 4.840 de 1919, ainsi que par les décrets-lois Nos. 1.360, 1.407, 1.632, 2.097, 2.699 et 2.100 de 1920. Nous envisagerons, par la suite, non seulement le décret-loi 3.697/1918, mais aussi tous ceux qui l'ont complété.

²⁾ En Bessarabie les lots-types étaient de 6—8 ha. et de 10 ha. dans les régions de colonisation.

- e) Les agriculteurs propriétaires de moins de 5 ha.;
- f) Les orphelins de guerre.

Le prix des terres expropriées était fixé à 40 fois le prix de fermage d'avant-guerre, et le paiement était effectué en titres de rente amortissables en 50 ans et portant un intérêt de 5 %.

Afin d'alléger les charges des paysans rendus propriétaires, l'Etat prit sur lui les 50% du prix d'expropriation. Le paiement des autres 50 % incombant aux paysans devait être fait — en principe — au moment de leur mise en possession des lots.

Telle est, sommairement, l'économie du décret-loi qui a réalisé la „première expropriation“.

La loi agraire du 14 juillet 1921, ayant pour but de compléter la première expropriation qui s'avérait insuffisante, constitue, avec les lois du 23 juillet 1921 — réalisant la réforme agraire en Transylvanie et en Bucovine — la „seconde expropriation“.

M. Constantin Garoflid, auteur des lois constituant cette „seconde expropriation“, abandonna le système d'expropriation automatique de toute propriété, sans aucune distinction autre que d'étendue. Il le remplaça par un système mieux adapté aux exigences économiques, qui, tout en appliquant l'échelle progressive, tenait compte du fait que la propriété était affermée ou non, de la région où elle était située (région de montagne ou de plaine, région à population dense ou clairsemée), de l'importance de l'outillage et du cheptel. En outre, il était réservé un lot de 50 ha., en sus de la surface non expropriée, aux propriétaires possédant un titre d'agronome; un pareil lot leur était aussi réservé pour chacun de leurs fils étudiant depuis plus d'un an l'agronomie.

La seconde expropriation fixe le „homestead“ à 2 ha. en région de plaine et à 1 ha. en région de montagne, le surplus des lots pouvant être hypothéqué, cédé ou vendu librement.

Cette „seconde expropriation“, prêtant peut-être plus à l'arbitraire, mais mieux adaptée aux exigences économiques,

n'a agi entièrement qu'en Bucovine et en Transylvanie¹⁾; dans l'ancien royaume, elle n'a porté que sur 25% des terres expropriées, les autres 75% ayant été expropriés sous le régime de la „première expropriation“.

§ 2.

LA NOUVELLE REPARTITION DES TERRES

En vertu de la modification apportée à l'art. 19 de la Constitution et des lois agraires de 1918-1921, plus de six millions d'hectares, soit près d'un tiers du total de 20.134.506 ha. de terres cultivables de la Roumanie, ont été expropriés au profit de la propriété paysanne. Ces 6.008.098 ha.²⁾ ont été obtenus par l'expropriation de 20.976 grands domaines, dont l'étendue totale de 8.108.848 ha. a été ainsi réduite à 2.100.750 ha., ce qui représente une réduction globale de 74% de la grande propriété de plus de 100 ha.

Des 6.008.098 ha, desquels a été expropriée la grande propriété, deux tiers seulement — soit 4.086.371 ha. — ont été vendus en lots entiers ou en lots de complément à 1.368.978 paysans. La majeure partie du tiers restant, — soit 1.438.097 ha. — a servi à la constitution de pâturages (948.914 ha.) et de bois communaux (489.183 ha.); le reste — soit 483.630 ha.³⁾ — a été attribué à l'Etat en vue d'utilisations d'intérêt général.

A la suite de l'expropriation et de la distribution des terres dérivant de la réforme agraire, la répartition de la propriété rurale a fortement changé d'aspect, changement qui porte sur la grande propriété au détriment de laquelle s'est faite l'expropriation et sur la petite propriété paysanne au profit de laquelle s'est effectuée la réforme agraire.

Dans les deux tableaux suivants, on peut apprécier en chif-

¹⁾ En Transylvanie et en Bucovine il n'y a pas eu de première expropriation.

²⁾ Cf. Direction du Cadastre — Compte rendu des travaux de remembrement — Bucarest, 1930.

³⁾ Ces 483.630 ha. sont répartis comme suit: 59.841 ha. terres improductives, 124.130,19 ha. disponibles au compte de l'Etat et 299.659 ha. réservés pour: création de fermes-modèle, construction de routes, etc., etc.

ires les transformations subies par les différentes catégories de propriétés rurales du fait de la réforme agraire :

Répartition de la propriété rurale en Roumanie

Avant la réforme agraire

	Surface Ha.	%
Propriété paysanne de 0 à 10 ha.....	8.696.490	43,19
Propriété moyenne de 10 à 100 ha... ..	3.329.169	16,54
Grande propriété au-dessus de 100 ha....	8.108.847	40,27
Total...	20.134.506 ha.	100,00

Répartition de la propriété rurale en Roumanie

Après la réforme agraire

	Surface ha.	%
Réserves de l'Etat.....	483.630	2,40
Propriété paysanne de 0 à 10 ha.....	14.220.957	70,63
Propriété moyenne de 10 à 100 ha.....	3.329.169	16,54
Grande propriété au-dessus de 100 ha ..	2.100.750	10,43
Total...	20.134.506 ha	100,00

De la lecture et de la comparaison des deux tableaux ci-dessus, on remarque qu'aucune modification n'est intervenue en ce qui concerne la moyenne propriété; épargnée par l'expropriation, mais n'en tirant aucun avantage, elle représente aujourd'hui comme auparavant le même pourcentage de 16,54% des surfaces cultivables. Par contre, la grande propriété qui détenait 40,27% des surfaces cultivables, n'en détient plus que 10,43% après l'expropriation. Déduction faite des 16,54% et 10,43% que représentent la moyenne et la grande propriété, il reste encore 73,03% des surfaces cultivables, que l'on a coutume de porter en entier au compte de la petite propriété paysanne. Nous estimons que cette façon de procéder conduit à des résultats qui ne sont pas rigoureusement exacts, et cela provient du fait que l'on englobe dans la propriété paysanne les 483.630 ha. qui constituent les résér-

ves de l'Etat et n'ont par conséquent rien à voir avec la propriété paysanne, qui n'en profite ni plus ni moins que les autres catégories de propriétés. Nous avons donc jugé préférable de former une catégorie à part pour les réserves de l'Etat, catégorie qui représente 2,40% des surfaces cultivables. La petite propriété paysanne détient ainsi 70,63% de la surface cultivable, au lieu des 43,19% qu'elle détenait avant la réforme agraire, ce qui représente un accroissement de 63,5%. Mais, pour avoir une image plus exacte de la nouvelle répartition des terres, il faut encore, en ce qui concerne cette propriété paysanne, faire la distinction suivante : des 14.220.957 ha. qui représentent la petite propriété, 12.782.860 ha. seulement — soit 89% des surfaces occupées par la petite propriété paysanne ou 63,49% de la surface totale cultivable — sont constitués par des petites propriétés privées, les autres 1.438.097 ha. — soit 11% des surfaces occupées par la petite propriété ou 7,14% de la surface cultivable totale — sont constitués par les pâturages et bois communaux.

Ces chiffres prouvent que la réforme agraire a donné une très forte prépondérance à la petite propriété de moins de 10 ha., et cela au détriment de la grande propriété qui se trouve maintenant rétrogradée — dans l'ordre d'importance des trois catégories de propriétés — au troisième rang, venant avec ses deux millions d'hectares à bonne distance après la moyenne propriété, qui en compte trois millions.

Pour que notre étude sur la nouvelle répartition des terres soit complète, il nous reste encore à examiner si cette nouvelle répartition a permis l'accession de tous les paysans à la propriété de la terre, et par conséquent si le problème agraire, en tant que problème social, a été intégralement résolu.

L'impressionnante réduction globale de 74% que l'on a fait subir à la grande propriété, bien qu'ayant procuré six millions d'hectares destinés aux paysans, n'a pu permettre de satisfaire qu'un peu plus des 2/3 des demandes des ayants droit. En effet, déduction faite des pâturages et bois communaux — dont la constitution était absolument nécessaire — ainsi que des terres réservées à l'Etat, il ne restait que 4 millions d'hectares pour

satisfaire 1.978.083 ayants droit. La distribution des 4 millions d'hectares disponibles aux près de 2 millions d'ayants droit, aurait entraîné la création d'une propriété paysanne de beaucoup trop réduite pour pouvoir espérer qu'elle permette l'entretien de la famille paysanne. Aussi, on s'évertua à satisfaire le plus grand nombre d'ayants droit, sans toutefois réduire les lots à l'extrême. Ainsi, par la distribution des terres expropriées en lots d'une étendue assez réduite, on réussit à satisfaire 1.368.978 paysans, soit 69,20% des ayants droit. Ce pourcentage qui est calculé par rapport aux ayants droit satisfaits du pays entier, diffère selon les provinces, variant suivant les conditions spéciales de chacune d'elles. Ainsi, en Bessarabie tous les ayants droit ont été satisfaits, parce que les cotes d'expropriation plus élevées (car elles portaient sur de très vastes domaines) ont procuré d'importantes étendues de terre, parce que la population n'était pas très dense, et enfin parce que les paysans s'étant emparés des terres avant la mise en application de la réforme agraire, on n'a pas pu y créer des régions de colonisation. Suit la Bucovine, où l'expropriation intégrale des vastes domaines appartenant aux personnes morales a permis de donner satisfaction à plus de 90% des demandes ¹⁾. Restent la Transylvanie et, surtout, l'ancien royaume, où l'on rencontre la quasi-totalité des ayants droit non satisfaits, soit 603.460 sur les 610.905 du pays entier. Ce nombre important d'ayants droit non satisfaits — 179.945 en Transylvanie et 423.515 dans l'ancien royaume — paraît être dû, en Transylvanie, à l'application — en vertu de la loi de 1921 — de cotes d'expropriation plus réduites pour les domaines possédant un cheptel et un outillage importants, ainsi qu'à la plus grande importance des terrains détenus par la moyenne propriété; dans l'ancien-royaume, à l'importance des superficies nécessaires aux pâturages et bois communaux — auparavant quasiment inexistants — et aussi au fait, que, bien des ayants droit ne pouvant être satisfaits dans leur région, il leur était attribué des lots de colonisation dans des

¹⁾ Ont été satisfaits 71.266 sur 77.911 ayants droit.

régions dépeuplées — telle la vaste plaine du „Baragan“ — et que fort souvent ils préféreraient rester dans leurs villages, que d'encourir les risques de la colonisation, risques d'autant plus importants que ces ayants droit ne disposaient pas des capitaux nécessaires à une pareille entreprise.

Il semble donc, qu'au point de vue de l'accession des paysans à la terre, une distinction s'impose qui nous amène à diviser la Roumanie en deux régions différentes: d'une part, la Bessarabie et la Bucovine, où la réforme agraire a pleinement atteint son but, en rendant propriétaire l'immense majorité des paysans; d'autre part, la Transylvanie et l'ancien-royaume, où la réforme agraire a bien rendu prépondérante la propriété paysanne, mais où il reste encore un nombre important de paysans non-propriétaires. La première de ces régions, dont la population rurale vivant de l'exploitation du sol représente 21,64% des paysans roumains, et où tous les paysans sont devenus propriétaires, ne présente plus d'intérêt au point de vue de l'accession des paysans à la propriété de la terre. Il n'en va pas de même de la seconde, qui représente 78,36% des paysans roumains et où il reste encore de nombreux paysans sans terre.

En Transylvanie, où vit 31,8% de la population paysanne du pays¹⁾, 179.945 ayants droit, soit 36,6% du total de 490.528 ayants droit de cette province, n'ont pu être satisfaits. Ces 179.945 ayants droit non satisfaits représentaient au moment de la mise en application de la réforme agraire, si l'on tient compte des membres de leurs familles²⁾, une population paysanne de 764.765 âmes, soit 20% de la population paysanne totale de la Transylvanie³⁾.

¹⁾ Pourcentage calculé d'après les chiffres du recensement général de 1930. Cf. Conjoncture de l'économie roumaine, Bulletin trimestriel No. 1—2, Bucarest 1936, p. 18.

²⁾ La moyenne des membres de la famille est en Transylvanie de 4,25, soit inférieure à la moyenne pour le pays entier qui est de 4,4. Cf. Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., p. 19.

³⁾ La population paysanne de la Transylvanie représente les 31,8% de la population paysanne totale de la Roumanie, évaluée pour l'année 1921 à 11.935.042 h. Cf. Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., p. 148.

Dans l'ancien royaume, où vivent 46,53% des paysans roumains ¹⁾, 423.515 ayants droit, soit 40,1% du total de 1.053.628 ayants droit de cette région, n'ont pu être satisfaits. Ces 423.515 paysans non satisfaits représentaient, avec les membres de leurs familles ²⁾, 1.863.466 âmes, soit 33,5% du total de la population paysanne de l'ancien royaume ³⁾.

Il résulte donc que, malgré la nouvelle répartition des terres, le prolétariat agricole n'a pas disparu en Roumanie où il représente encore 33,5% de la population paysanne dans l'ancien royaume — où vivent près de la moitié des paysans roumains — 20% de la population paysanne de la Transylvanie — où vivent près du tiers des paysans roumains — et enfin une proportion de 22% de la population paysanne du pays entier.

Aussi tout l'enthousiasme de première heure, manifesté à la suite de la réforme agraire et selon lequel la question agraire, en tant que problème social, aurait été intégralement résolu par l'accession des paysans à la propriété de la terre, paraît devoir s'évanouir devant la réalité des chiffres: 1.978.083 ayants droit, 1.368.978 paysans rendus propriétaires, 610.905, soit 30,8% des ayants droit non satisfaits, enfin persistance d'un prolétariat agricole représentant 22% de la masse paysanne ⁴⁾.

En conclusion, on peut affirmer qu'au point de vue de l'importance respective des trois catégories de propriétés rurales, la nouvelle répartition des terres dérivant de la réforme agraire a pleinement réussi à donner à la petite propriété paysanne une forte prépondérance par rapport à la moyenne et

¹⁾ Pourcentage calculé d'après les chiffres du recensement général de 1930. Cf. *Conjoncture de l'économie roumaine*, op. cit., p. 18.

²⁾ La moyenne générale des membres de la famille est de 4,4.

³⁾ La population paysanne de l'ancien royaume est de 46,53% de la population paysanne totale de la Roumanie.

⁴⁾ La persistance de ce prolétariat agricole apparaît encore plus inquiétante, si l'on considère que la population roumaine s'accroît très rapidement, la Roumanie présentant — pour la période 1921—1930 — un excédent annuel moyen de 14,45%. Cf. *Conjoncture de l'économie roumaine*, op. cit., p. 37.

grande propriété ; mais au point de vue de l'accession des paysans à la propriété de la terre, la réforme agraire s'est trouvée impuissante à faire disparaître le prolétariat agricole.

§ 3.

CONFIGURATION DES EXPLOITATIONS AGRICOLES A LA SUITE DE LA REFORME AGRAIRE

Nous avons vu la prépondérance que la nouvelle répartition des terres a fait acquérir à la propriété paysanne au détriment de la grande propriété. Nous devons maintenant voir comment se présentent les propriétés elles-mêmes dans chacune de ces deux catégories.

En ce qui concerne la petite propriété paysanne, on peut distinguer après-guerre trois catégories d'exploitations, empreintes chacune des caractères différents que leur ont conférés les lois agraires : *a)* les propriétés supérieures aux lots-types et qui existaient avant la réforme agraire ; *b)* les propriétés existant antérieurement à la réforme agraire et qui ont été agrandies par des lots de complément ; *c)* les propriétés nées de la réforme agraire et qui n'existaient pas antérieurement.

a) Les propriétés existant avant la réforme agraire et supérieures au lot-type sont assez nombreuses et représentent près d'un quart des nouvelles exploitations paysannes. Dans l'ancien royaume leur nombre est même de près de 300.000 ⁽¹⁾, alors que le nombre des propriétés nouvellement constituées ou agrandies n'est—dans cette province—que de 423.515. Pour les autres provinces, surtout pour la Bessarabie et la Bucovine, la proportion en est cependant plus réduite. Le grand nombre de ces propriétés paysannes qui n'ont pas été accrues par la réforme agraire s'explique par le fait que, lors de l'application de la réforme agraire, la tendance sociale selon laquelle on devait rendre propriétaires le plus grand nombre de pay-

¹⁾ Cf. Institut International d'Agriculture de Rome, Réponse de la Roumanie, op. cit., p. 216.

sans, a pris le pas sur la tendance économique qui était de constituer des propriétés paysannes d'une étendue plus élevée. Comme les lois agraires n'avaient pas réellement prévu un lot-type, mais uniquement un maximum d'étendue, on a réduit le lot type à $3\frac{1}{2}$ — $4\frac{1}{2}$ ha., ce qui a permis de satisfaire un plus grand nombre d'ayants droit.

La catégorie des propriétés paysannes non-acerues par la réforme agraire comprend donc les propriétés paysannes allant de $3\frac{1}{2}$ ha. ou $4\frac{1}{2}$ ha. — suivant les régions — jusqu'à 10 hectares. Cette catégorie d'exploitations paysannes a bénéficié cependant dans une assez grande mesure de la réforme agraire. En effet, ces exploitations paysannes souffraient — ainsi que nous l'avons vu précédemment ¹⁾ — d'un manque de rentabilité chronique dû à l'onérosité de l'entretien du bétail, spécialement des bêtes de trait. Par la constitution des pâturages et bois communaux, la réforme agraire a amené la disparition de la cause de leur non-rentabilité chronique. De plus, cette catégorie d'exploitations paysannes est la première à avoir pu bénéficier intégralement de la réforme agraire, l'utilisation des pâturages communaux n'encourant pas de grands inconvénients du fait de la délimitation provisoire de ceux-ci.

b) *Les propriétés paysannes de moins de 4 ha., existant antérieurement à la réforme agraire et qui ont bénéficié de lots de complément*, présentent un aspect particulier. En effet, il n'a pas été possible en général d'attribuer à ces paysans des lots de complément adjacents à leurs lopins de terre. De sorte que les propriétés paysannes de cette catégorie sont formées de deux parcelles situées à d'assez grandes distances l'une de l'autre, souvent 5—6 km., parfois même 12 km. ²⁾). En plus, ces petites propriétés paysannes n'ont été formées définitivement qu'au fur et à mesure de l'application de la réforme agraire, de sorte que nous pouvons considérer que la très grande majorité de ces

¹⁾ Voir pages 46—47.

²⁾ Cf. Prof. Gh. Tașca — L'organisation du crédit paysan — conférence tenue à Kisinou et publiée dans le Bulletin de la Chambre de Commerce de Kis'nau, décembre 1929.

propriétés a pris naissance entre 1922 et 1926 ¹⁾, mais surtout en 1923—1925 ²⁾.

c) Enfin, les propriétés paysannes constituées par la réforme agraire. Celles-ci ont une étendue variant suivant les régions entre 3½ et 4½ ha. Elles ont pris naissance à la même époque que celles de la catégorie précédente, soit principalement entre 1923 et 1925. Dans cette catégorie de propriétés créées par la réforme agraire, rentrent aussi les lots de colonisation dont chaque lot a une superficie de 7 ha. Le nombre de ces propriétés de colonisation, d'une étendue de 7 ha., est de 27.550 et occupe une étendue totale de près de 200.000 ha. ³⁾.

En ce qui concerne la grande propriété, il apparaît dès le début qu'elle a totalement changé d'aspect, par l'établissement du maximum d'étendue des propriétés agricoles à 500 ha. D'ailleurs ce maximum de propriété ne peut subsister que de façon tout à fait exceptionnelle, car, par l'effet de la seconde expropriation, la limite maximum des grands domaines a été fixée de façon générale ⁴⁾ à 250 ha. dans les régions où toutes les demandes de terre ont été satisfaites, cette limite ne pouvant être dépassée qu'exceptionnellement dans l'ancien royaume où elle était portée parfois jusqu'à 500 ha. ⁵⁾. Ainsi, la limite maximum étant — sauf de très rares exceptions — de 250 ha.,

¹⁾ Font exception celles de Bessarabie constituées immédiatement après la première loi agraire de 1918.

²⁾ Les travaux préliminaires de délimitation des cotes expropriables sur les grands domaines n'étaient pas encore terminés en 1921, lorsque la seconde loi agraire a été votée, de sorte que c'est à peine en 1922 que l'on a commencé à procéder à la répartition et à la mise en possession définitive des ayants droit, dont les trois quarts — soit 1.026.235 — avaient été mis en possession jusqu'au 1-er janvier 1925. Cf. M. Constantinesco, op. cit., p. 427.

³⁾ Cf. Ernest Grintesco, op. cit., p. 80.

⁴⁾ Sauf pour la Bessarabie, où la 1-ère expropriation avait fixé une limite maximum de 100 ha qui n'a plus été modifiée.

⁵⁾ Seuls les domaines ayant eu auparavant plus de 9.500 ha. situés dans des régions où toutes les demandes de terre avaient été satisfaites, possédant un important inventaire agricole et étant exploités par leurs propriétaires pouvaient bénéficier de cette limite maximum de 500 ha. Cf. Loi Agraire Roumaine de 1921 — article 8, par. c.

on ne s'étonnera pas que les grands domaines de 250 à 500 ha. ne représentent actuellement que les 10% des grandes propriétés¹⁾. Ce sont donc les propriétés de moins de 250 ha. qui sont aujourd'hui les plus représentatives de la catégorie de la grande propriété, étant de beaucoup les plus nombreuses. Il faut même noter que ce sont les propriétés allant jusqu'à 150 ha. qui sont plus nombreuses que celles de 150—250 ha.

Cette profonde modification de l'aspect de la propriété en Roumanie va exiger des nouveaux propriétaires un effort d'adaptation à leurs nouvelles situations.

Le petite propriété devra s'organiser en vue de la production pour le marché, dont elle est devenue — par l'importance de son étendue totale — un des principaux fournisseurs. La grande propriété devra s'adapter aux réductions subies, qui auront une grande influence, non seulement sur son organisation de production, mais aussi sur ses possibilités de placement des produits.

§ 4.

POSSIBILITES D'ADAPTATION DES EXPLOITANTS A LEURS NOUVELLES CONDITIONS

A la suite de la guerre, l'étendue totale occupée par la propriété paysanne (propriété paysanne antérieure à la réforme agraire, propriété paysanne créée ou accrue par la réforme agraire et pâturages et bois communaux), est devenue fortement prépondérante, représentant — ainsi que nous l'avons déjà vu — 70,63 % de la surface totale des terres productives du pays.

L'importance de l'étendue globale des terres que possèdent maintenant les paysans, devenus exploitants agricoles indépendants, fait dépendre la production agricole roumaine — pour sa plus grande partie — de l'activité économique de cette catégorie d'exploitants. Mais l'activité économique de cette catégorie d'exploitants dépend elle-même, d'une part, des aptitu-

¹⁾ Cf. E. Grintesco, op. cit., p. 49.

des et de la préparation antérieure du paysan roumain à ce nouveau rôle qu'il détient dans l'activité économique et, d'autre part, des moyens matériels — techniques et financiers — dont ces exploitants disposeront afin de constituer et d'organiser leurs exploitations.

Toujours à la suite de la réforme agraire, la grande propriété a subi du fait de l'expropriation une réduction globale de 74 % de son étendue, réduction qui, portant très généralement sur des domaines de plus de 500—1.000 ha., les a — pour la plupart — amputés de la moitié, souvent même des trois-quarts ou plus de leur étendue. Ce faisant, la réforme agraire a entièrement changé les conditions d'activité économique des grands exploitants agricoles, l'exploitation d'un domaine de plus de 500—1.000 ha. n'étant point semblable à celle d'une propriété de moins de 250 ha., souvent de moins de 150 ha. Cette catégorie d'exploitants aura donc aussi à s'adapter aux nouvelles conditions créées par la réforme agraire.

Ce sont les possibilités de ces deux catégories d'exploitants de s'adapter aux nouvelles conditions, ainsi que les moyens dont ils ont disposé et les conditions matérielles dans lesquelles ils ont entrepris de constituer, organiser ou reconstituer leurs exploitations, que nous nous proposons d'examiner ici.

Nous examinerons d'abord les aptitudes et la préparation des exploitants paysans, d'une part, et des grands exploitants, d'autre part; ensuite, les conditions de formation des nouvelles exploitations agricoles et les conditions de réorganisation des anciennes exploitations.

A. Aptitudes et préparation du paysan roumain à son nouveau rôle économique

La réforme agraire a promu plus de 1 $\frac{1}{4}$ million de paysans au rôle économique de producteurs agricoles indépendants. Ces nouveaux exploitants agricoles accompliront le nouveau rôle économique qui leur incombe selon leurs aptitudes et leur préparation antérieure à une pareille activité. C'est donc en

grande mesure des aptitudes et de la préparation antérieure des paysans roumains à leurs nouveaux rôles économiques, que dépendront les résultats obtenus par ces nouveaux exploitants sur leurs propres exploitations, résultats qui ne manqueront pas d'avoir une forte influence sur la production agricole du pays.

On considère assez généralement que le paysan roumain n'a pas les aptitudes nécessaires à un chef d'entreprise, et ne peut par conséquent diriger rationnellement son exploitation¹⁾. Cette opinion—bien qu'assez répandue—n'est pas fondée sur des faits contrôlables, car la réduction de la production et de la rentabilité de l'agriculture roumaine, dans laquelle on cherche généralement à voir le fondement de cette opinion, dérive de beaucoup trop de causes différentes pour pouvoir constituer un argument péremptoire. Nous estimons qu'il n'est pas encore possible de faire une appréciation d'une valeur probante sur les aptitudes du paysan roumain comme exploitant agricole indépendant, vu les circonstances exceptionnelles par lesquelles a passé l'agriculture roumaine depuis la réforme agraire. Aussi, et bien que pour notre compte nous penchons à croire que le paysan roumain possède les aptitudes nécessaires à un chef d'entreprise, nous nous contentons simplement d'énoncer cette opinion²⁾, comme nous avons énoncé l'opinion contraire. D'ailleurs, cette question, qui tient beaucoup plus de la sociologie que de l'économie politique, présente un intérêt de beaucoup plus réduit que la question de la préparation du paysan roumain à son nouveau rôle, préparation antérieure nécessaire pour permettre aux aptitudes naturelles de se mani-

1) Les multiples plans pour le redressement de l'agriculture nationale qui ont depuis une dizaine d'années préconisé en Roumanie l'introduction du travail obligatoire selon un programme déterminé, sont nés pour la plupart de l'opinion désavantageuse que professent leurs auteurs à l'égard des aptitudes des paysans roumains en tant que chefs d'entreprises.

2) Cette opinion est celle d'un certain nombre d'auteurs parmi lesquels Mr. le Professeur G. Ionesco-Sisești — La réforme agraire et la production — Bucarest 1925, pp. 34—35.

fester librement et qui peut les développer et même suppléer à celles-ci.

La préparation du paysan à son nouveau rôle dépend de trois facteurs : a) *son degré d'instruction* ; b) *ses connaissances techniques particulières* et c) *les exemples reçus*.

Le degré d'instruction de la population roumaine, au moment de la mise en application de la réforme agraire laissait énormément à désirer. En effet, le pourcentage des illettrés était à cette époque très élevé dans la population adulte ; il était de 40 % en Transylvanie, de 43 % dans l'ancien royaume, de 60 % en Bucovine et atteignait en Bessarabie le chiffre impressionnant de 94% ¹⁾. Cette situation provient, d'une part, du nombre réduit d'écoles primaires rurales et de celui des instituteurs ²⁾, d'autre part, de la mentalité des paysans, qui n'appréciaient pas suffisamment les bienfaits de l'enseignement et préféraient garder auprès d'eux leurs enfants qui commençaient à les aider dans leurs travaux agricoles dès l'âge de 9—10 ans. Cette mentalité est aujourd'hui modifiée, bien qu'elle n'ait pas entièrement disparu ³⁾. En 1930, bien que l'analphabétisme ait de beaucoup diminué, le pourcentage des illettrés

¹⁾ Cf. A. Tibal — La Roumanie — Paris 1922, p. 101. — L'impressionnant pourcentage d'illettrés que fournit la Bessarabie provient du fait que le gouvernement russe n'avait pas rendu l'enseignement primaire obligatoire et gratuit, et aussi du fait que cet enseignement était en langue russe, ce qui en détournait la population roumaine.

²⁾ Au début du XX-ème siècle, soit à l'époque où la population majeure d'après-guerre était en âge de s'instruire, il y avait en Roumanie (ancien royaume) 3.895 écoles primaires rurales avec 4.885 instituteurs et ce, pour 765.754 enfants en âge d'aller à l'école ! Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., pp. 81—94.

³⁾ Aujourd'hui les paysans roumains apprécient les bienfaits de l'enseignement spécialement pour l'élément masculin, et consentent même à faire de grands sacrifices pour permettre à leurs fils de poursuivre même des études supérieures. Mais ils estiment encore l'enseignement primaire comme superflu pour leurs filles et c'est pourquoi on trouve un pourcentage très élevé d'illettrés dans l'élément féminin, ce qui maintient encore assez élevé le pourcentage général d'illettrés. Cf. Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., pp. 26—27.

est encore de 43% du total de la population au dessus de 7 ans; ce pourcentage est plus élevé encore dans la population rurale où il atteint 48,7% ¹⁾).

Les connaissances techniques spéciales des paysans roumains ne pouvaient être très développées, alors que leur degré d'instruction générale était aussi déplorable que nous venons de le voir. Pour près de la moitié d'entre eux, qui ne savaient pas lire, les seules connaissances techniques possibles étaient celles reçues par l'exemple. L'autre moitié, bien que sachant lire, n'avait généralement pas l'occasion d'accroître, par la lecture de journaux ou de revues agricoles, les connaissances techniques acquises par l'exemple. Il restait les élèves ayant suivi les cours des écoles d'agriculture (écoles inférieures d'agriculture et métiers, écoles inférieures d'agriculture et écoles élémentaires d'agriculture) dont le nombre était certainement inférieur à 20.000, car ces écoles qui sont au début du XX-ème siècle en nombre de 7 ²⁾ et dont les premières datent de 1867 ³⁾, sont peu fréquentées, le nombre annuel de leurs élèves étant inférieur à 500 ⁴⁾. D'autre part, ces écoles sont des écoles inférieures ou élémentaires d'agriculture, de sorte que les connaissances techniques qu'elles font acquérir à leurs élèves sont assez élémentaires. Par conséquent, au moment de la mise en application de la réforme agraire, les connaissances techniques que les paysans roumains possédaient, se réduisaient, outre les procédés routiniers de culture transmis de père en fils, aux seuls exemples qu'ils avaient pu recevoir de la culture pratiquée sur les grands domaines.

Les exemples reçus n'avaient pas donné aux paysans les connaissances techniques qui leur manquaient, ou du moins

¹⁾ Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., p. 26.

²⁾ Leur nombre augmente rapidement et il y en a déjà 14 en 1904 et 45 en 1916. Cf. E. Grintzesco, op. cit., p. 145.

³⁾ G. Cipăiano — Le développement pris par l'agriculture roumaine au cours du siècle passé — Bucarest 1929, p. 9.

⁴⁾ Le nombre des élèves inscrits était de 350 en 1902/1903, de 456 en 1903/1904 et de 526 en 1904/1905. Cf. Réponse de la Roumanie en 1908, op. cit., p. 94.

ils n'avaient pu leur faire acquérir les connaissances techniques applicables et utiles aux exploitations paysannes. En effet, ainsi que nous l'avons vu précédemment, la propriété latifundiaire pratiquait le système d'exploitation extensive, qui, s'il peut être rentable sur de vastes domaines et dans les conditions dans lesquelles travaillait la grande propriété avant-guerre, ne peut être appliqué dans les petites exploitations qu'au détriment de leur rentabilité.

Après la réforme agraire on a essayé de remédier à cette lacune, en imposant une meilleure organisation et une plus grande extension à l'enseignement technique. Le nombre des écoles d'agriculture, qui était de 45 en 1916, passe à 82 en 1920, pour arriver à 115 en 1931 et être fréquentées par 5.000 élèves (1). Ces écoles sont aujourd'hui mieux organisées, et sont réparties comme suit:

études élémentaires:	3 écoles agricoles élémentaires.
	18 „ d'économie ménagère.
	11 „ d'hiver.
	29 „ d'apprentis agricoles.
	47 écoles agricoles du 1-er degré (inférieur).
études secondaires:	écoles agricoles du second degré.
hautes études:	2 Académies de hautes études agricoles.
	1 section agricole à l'Université de Yassy.

Malheureusement leur nombre apparaît encore comme totalement insuffisant si l'on pense que dans la seule population rurale on compte 1.170.024 enfants en âge de s'instruire ²⁾ et

¹⁾ E. Grintesco, op. cit., p. 145.

²⁾ Ce chiffre représente seulement les enfants de 10—14 ans, mais si l'on y ajoutait les enfants de 7—10 ans pouvant suivre des cours élémentaires d'agriculture et ceux, plus âgés, de 14 ans pouvant poursuivre des études plus élevées, ce chiffre dépasserait trois millions. Cf. Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., p. 23.

que, de la sorte, les 5.000 élèves qui fréquentent aujourd'hui les écoles d'agriculture ne représentent qu'un infime pourcentage.

Manquant d'instruction générale, ne possédant d'autres connaissances techniques que la routine, et n'ayant jamais — ou du moins fort exceptionnellement — reçu d'autres exemples que ceux de la culture extensive pratiquée sur les latifundia, le paysan roumain n'était pas encore assez préparé pour le nouveau rôle économique de producteur indépendant que lui conférerait la réforme agraire; il était donc désirable que l'Etat intervienne par une politique économique et financière adéquate, pour le soutenir dans l'accomplissement de ce nouveau rôle économique.

B. Aptitudes et préparation des grands exploitants à leur nouvelle situation

S'il est vrai que les aptitudes pour une certaine branche d'activité économique apparaissent du plaisir que l'on prend à l'exercer, les aptitudes de la grande majorité des „boyards“, pour l'agriculture ne paraissent pas être très prononcées. En effet, „ces grands seigneurs n'avaient pas en général des „âmes d'agriculteurs. Leurs ancêtres avaient gagné leurs immenses fortunes par la guerre, les fonctions d'Etat, et les charges de Cour. Ils vivaient dans les capitales et les grandes villes européennes uniquement préoccupés de faire carrière dans l'armée, la diplomatie ou l'administration; ils ne séjournaient sur leurs terres que pour les chasses et ne s'occupaient guère de leurs fermiers que pour encaisser les revenus destinés à leur permettre de faire figure dans le monde de l'aristocratie internationale“. (1) Il faut toutefois reconnaître qu'une partie des grands propriétaires s'occupaient eux mêmes de l'exploitation de leurs domaines, mais eux aussi n'allaient passer sur leurs terres que le temps strictement nécessaire pour diriger les travaux et procéder à la vente de leurs récoltes; ils passaient le reste du temps dans

1) Francis Delaisi — Les deux Europes — Paris 1929, p. 55.

les grandes villes qui les attiraient beaucoup plus que leurs propres domaines. Cette situation démontre pleinement à notre sens que les grands propriétaires étaient pour la grande majorité démunis de tout amour pour la terre et l'agriculture. Mais, ainsi que nous le disions précédemment, nous estimons que l'on peut aisément suppléer aux aptitudes par une préparation suffisante.

Bien que les grands exploitants roumains aient obtenu avant-guerre des résultats satisfaisants dans leurs exploitations agricoles, ces résultats ont été dûs plutôt à un concours de circonstances favorables qu'à une heureuse préparation pour l'activité agricole. En effet, les grands exploitants roumains d'avant-guerre étaient généralement des gens instruits, beaucoup d'entre eux possédant même des titres universitaires. On trouvait parmi eux des juristes, des gens de lettres, des mathématiciens, etc., mais malheureusement on ne trouvait que tout à fait exceptionnellement des agronomes ! Par conséquent, leurs connaissances techniques étaient assez élémentaires, étant formées par la routine et accrues souvent par la lecture de journaux et revues agricoles.

On pouvait espérer que les conditions nouvelles créées par la réforme agraire, les obligeant à accorder une plus grande importance à ce qui leur restait de leurs propriétés, les inciteraient à accroître leurs connaissances techniques et à augmenter la rentabilité de leurs exploitations par l'introduction d'un système de culture intensive et par l'adoption de procédés techniques de culture moderne. Ils n'ont malheureusement que trop rarement procédé à cette transformation qui leur eut été profitable tout en profitant aussi à l'entière économie agricole du pays. Ils ont ainsi fait preuve d'un esprit routinier et d'une insuffisante préparation au rôle économique qui leur incombe.

C. Conditions de formation et de réorganisation des nouvelles exploitations paysannes

Les paysans qui ont bénéficié de la réforme agraire ont rencontré des conditions très difficiles pour la formation et pour

la réorganisation de leurs nouvelles exploitations. En effet, la réforme agraire n'en a pas fait des exploitants agricoles mais simplement des propriétaires de terre. Nous entendons dire par cela, que les lois agraires roumaines ne se sont préoccupées que d'une seule chose : rendre les paysans propriétaires d'une parcelle de terre devant être en principe suffisante pour employer tout le travail du paysan et de sa famille et suffire à leur entretien. Mais si la terre est un des éléments essentiels, indispensables à toute exploitation agricole, il n'en reste pas moins que l'on ne peut concevoir d'exploitation agricole sans les instruments nécessaires au travail de la terre.

Or, la réforme agraire qui donnait aux paysans la possibilité d'acquérir des terres à très bon compte, ne résolvait qu'un seul des éléments du problème de l'exploitation paysanne indépendante. Le second élément de ce problème, celui des instruments de travail indispensables à l'exploitant agricole, n'a pas été résolu par le législateur roumain, la solution étant entièrement laissée à la seule initiative, à la seule compétence et aux seuls moyens financiers des paysans rendus propriétaires par la réforme agraire.

Préparés ainsi que nous l'avons vu précédemment, les paysans rendus propriétaires ne pourront — on n'en peut douter — donner la meilleure solution à ce problème que le législateur a entièrement omis de résoudre. Mais la solution du problème, — uniquement même dans les limites que l'on pouvait exiger du paysan roumain peu instruit mais aimant la terre, — a été rendue encore plus difficile par les conditions matérielles entièrement défavorables dans lesquelles elle a dû être effectuée.

Au point de vue de ces conditions nous distinguerons entre les paysans dont la propriété a été entièrement constituée par la réforme agraire et ceux qui ont simplement accru leurs propriétés préexistantes.

Les paysans dont les propriétés ont été entièrement constituées par la réforme agraire ne disposaient avant-guerre que

de leur seule puissance de travail¹⁾ et n'avaient même pas une habitation²⁾. La réforme agraire leur donnait la possibilité d'acquérir de la terre à très bon marché, mais ne se souciait point de la façon dont ils allaient pouvoir se procurer l'argent nécessaire à cette acquisition³⁾ et encore moins de la façon dont ils pourraient se procurer les instruments nécessaires à l'exploitation de cette terre. La seule facilité qui leur fut accordée par l'Etat, consistait dans la possibilité d'obtenir à bon compte les bois de charpente nécessaires à la construction de leurs maisons⁴⁾.

Ainsi, les exploitants de cette catégorie, démunis de tout, se voient du jour au lendemain⁵⁾ propriétaires d'une parcelle de terre. Ils doivent y bâtir leurs maisons, se procurer des bêtes de trait, une charrue, enfin les instruments de travail indispensables. Leurs moyens financiers sont réduits à leur puissance de travail et — à partir du moment de leur mise en possession définitive — aux possibilités d'emprunt, qui sont d'ailleurs fort réduites à cette époque. A ces conditions défavorables il faut encore ajouter que l'après-guerre a été une

¹⁾ D'aucuns disposaient cependant d'une paire de boeufs et exceptionnellement d'une charrue.

²⁾ Ils logeaient soit chez des parents, soit dans des huttes creusées dans la terre, de leur nom roumain „bordei“, sur les emplacements concédés par les boyards à cet effet.

³⁾ Il est vrai qu'ils avaient la possibilité de ne verser que 20% du prix au moment de leur mise en possession définitive.

⁴⁾ Les maisons de bien des paysans roumains étaient construites auparavant de très primitive façon: quelques pieux enfoncés dans la terre formaient la charpente, quelques lattes de bois recouvertes de boue séchée et passée à la chaux formaient les parois, un toit de chaume et pour plancher la terre battue. A la suite de la réforme agraire la plupart des paysans ont reconstruit leurs maisons dans de bien meilleures conditions.

⁵⁾ La période transitoire, quand les terres leur étaient affermées, et qui a duré jusqu'à la mise en possession définitive, leur a cependant permis de se procurer par leur travail l'argent nécessaire au paiement du premier versement du prix du lot, du moins fort généralement, car le nombre de paysans n'ayant pu acquitter ce versement de 20% au moment de la mise en possession est assez réduit.

période d'intense demande d'instruments agricoles et de bétail, qui, corroborée à une politique de compression des prix agricoles et à une politique douanière protégeant l'industrie nationale, a provoqué une hausse énorme des prix des instruments agricoles.

Devant ces conditions défavorables à l'extrême, on ne peut s'étonner de la médiocre organisation de ces entreprises agricoles et de sa conséquence directe : un faible rendement à l'hectare.

Les paysans qui ont accru leurs propriétés du fait de la réforme agraire et qui constituent une part importante des ayants droit satisfaits, se trouvaient dans une meilleure situation. Ils possédaient déjà une exploitation comprenant l'habitation, les bêtes de trait, quelque menu bétail et un outillage agricole, fort rudimentaire d'ailleurs. Ils ont pu par conséquent beaucoup mieux utiliser les possibilités que leur offrait la réforme agraire.

Cependant la disparité des prix agricoles et industriels — que nous aurons l'occasion d'examiner par la suite — a modéré de beaucoup leur tendance à améliorer leur outillage agricole, mais les a par contre incités à accroître leur cheptel.

Il nous reste à relever quelques traits communs à ces deux catégories de paysans bénéficiaires de la réforme agraire. Ils ont eu à payer 50% du prix des terres acquises et, bien qu'au moment de leur mise en possession définitive des lots la somme ne correspondait plus à la valeur réelle des terres acquises, l'avantage n'a pas été très important pour eux, qui avaient déjà économisé cette somme d'argent sur les gains des années antérieures à leur mise en possession, lorsque la monnaie nationale — le leu — avait une puissance d'achat supérieure ¹⁾. Pour acquitter intégralement les terres acquises ils ont dû renoncer à d'autres investitions. Par ailleurs, „la médiocrité des

¹⁾ Le leu avait perdu en 1920 près des 3/4 de sa valeur de 1919; en 1921 il n'avait plus que la moitié de sa valeur de 1920; et enfin en 1922 il perdait encore 15% de sa valeur par rapport à celle qu'il avait encore en 1921. Cf. G. Caranfil, op. cit.

lots qui leur ont été attribués ne les a pas tous contentés et les plus capables et entreprenants d'entre eux ont fait tout leur possible pour accroître leurs propriétés par l'achat des reliquats de la grande propriété ¹⁾. Ces achats de terres à un moment où les paysans ne disposaient pas de ressources suffisantes pour améliorer l'exploitation du lot qu'ils possédaient déjà paraissent curieux ; cependant ils se justifient, par l'exiguïté des lots par rapport au potentiel de travail des familles paysannes plus nombreuses, ensuite, par les possibilités qui étaient offertes à ces dernières d'acheter — même à crédit — des reliquats des grands domaines dont les propriétaires désiraient se débarrasser de peur d'une nouvelle expropriation, et enfin par le fait que le prix de la terre n'avait pas subi une hausse aussi importante que le prix des instruments agricoles, ce qui faisait paraître comme avantageux les achats de terre. Les reliquats du prix d'achat des lots attribués et du prix d'achat de nouvelles terres, ont constitué une charge importante pour la plupart des exploitants de ces deux catégories.

Un autre trait commun à ces deux catégories réside dans le fait qu'elles n'ont commencé à bénéficier intégralement de la réforme agraire qu'à partir de 1922-1923, plus souvent en 1924-1925 et même après. Or, si après la chute des prix agricoles mondiaux — en 1921-1923 — un redressement se produit qui dure jusqu'en 1925 ²⁾, celui-ci ne peut entièrement profiter à ces catégories de nouveaux exploitants roumains, du fait des taxes à l'exportation sur les produits agricoles en vigueur en Roumanie à cette époque. Dans la mesure même où ils en profitent, c'est surtout pour acquitter plus aisément les charges qui pèsent encore sur leurs nouvelles propriétés. D'autre part, cette hausse incite une certaine partie de ces exploitants à contracter des emprunts — même onéreux — afin de se procurer l'outillage qui leur fait défaut.

1) A. Corteano — Les dettes agricoles — Bucarest 1930, p. 23.

2) A partir de 1925 la courbe des prix agricoles mondiaux commence à baisser, faiblement d'abord, puis rapidement après 1929. Cf. Prof. Bertrand Nogaro — Les prix agricoles mondiaux et la crise — Paris 1936, p. 67.

D. Conditions de reconstitution et de réorganisation des anciennes exploitations

Les exploitations agricoles existant avant-guerre et qui avaient été ruinées par les effets de celle-ci, ont eu besoin d'être reconstituées; elles ont dû être aussi réorganisées pour correspondre aux nouvelles conditions d'après-guerre, et aux conditions nouvelles résultant pour elles de la réforme agraire.

Les petites propriétés paysannes supérieures au lot-type, qui existaient avant-guerre, ont eu beaucoup à souffrir de la guerre. Les pertes subies, bien que d'une valeur vénale assez réduite mais portant sur des éléments essentiels, souvent absolument indispensables, de ces exploitations, représentaient pour les petits exploitants des pertes immenses et qui devaient être réparées coûte que coûte, pour leur permettre de continuer à exister.

Les exploitants de cette catégorie, bien que découragés par les pertes endurées, mais comprenant parfaitement les avantages qui découlaient pour eux de la création des pâturages communaux, se sont employés avec ardeur à reconstituer et même à améliorer dans une certaine mesure leurs exploitations. L'acharnement qu'ils ont mis à l'accomplissement de cette tâche excessivement difficile est tout à leur honneur, et leur a permis généralement de réussir — compte tenu des difficultés qu'ils avaient à surmonter — dans un laps de temps assez court et d'une façon assez satisfaisante. Il faut noter cependant que cette catégorie d'exploitants est celle qui, la première, a pu intégralement bénéficier des avantages que lui accordait la réforme agraire, l'utilisation des pâturages communaux n'encourant aucune entrave du fait de la délimitation provisoire et des changements d'emplacement ou d'étendue qu'ils auraient pu subir par la suite. C'est ce qui a permis à cette catégorie d'exploitants de procéder immédiatement après-guerre à la réorganisation de leurs exploitations, bénéficiant ainsi d'une conjoncture plus favorable à la réalisation du but poursuivi.

Ces paysans, propriétaires antérieurement à la réforme agraire, ont non seulement reconstitué leurs exploitations, mais ils ont même procédé à une certaine rationalisation de leurs exploitations, accordant une importance plus grande à l'élevage, ce qui amènera un accroissement sensible de la rentabilité de leurs exploitations.

Les grands exploitants de jadis se trouvaient immédiatement après guerre dans une triste situation, avec d'angoissantes perspectives d'avenir. Ils avaient, d'une part, subi une perte de capital consistant en pertes de bestiaux, destruction partielle de leur outillage agricole et détérioration de ce qu'il leur restait de cet outillage faute d'entretien durant les années de guerre ¹⁾; d'autre part, ils avaient la perspective, la certitude même, de se voir dépossédés d'une part importante et encore indéterminée de leurs domaines. Dans de pareilles circonstances, leur état d'esprit n'était point propice à l'effort de reconstitution et de réorganisation exigé. La loi agraire de 1918 aurait dû mettre un terme à leurs incertitudes relatives à l'étendue future de leurs propriétés. Malheureusement cette première loi agraire roumaine, voulant effectuer l'expropriation, et tout en même temps désirant entamer le moins possible les grands domaines, a eu le grand défaut de faire prévoir, dès le début, qu'elle serait insuffisante, prolongeant ainsi cet état néfaste d'incertitude jusqu'en 1921, lorsque la seconde expropriation trancha définitivement la question, du moins pour une très longue période de temps.

Cet état d'incertitude paraît avoir été l'une des causes déterminantes de la réduction des surfaces cultivées jusqu'en 1921, réduction que l'on attribue souvent, bien à tort, à l'indolence et à l'incapacité des nouveaux propriétaires. En effet, la surface restée inculte était en 1919 sur les grands domaines de l'ancien royaume, de 1.063.920 ha., alors que sur les terres

¹⁾ Mr. le Professeur G. Ionesco-Sisești évalue à 30% de sa valeur d'avant-guerre la perte totale d'outillage agricole provenant du manque d'entretien. Cf. Prof. G. Ionesco-Sisești — La réforme agraire et la production — Bucarest 1925, p. 23.

expropriées et cultivées par les petits exploitants, elle n'était que de 374.982 ha. ¹⁾. On pouvait donc escompter, après 1921, un important accroissement des surfaces cultivées à la suite de la disparition de cet état d'incertitude; or il n'en fut presque rien, l'accroissement des surfaces cultivées étant en 1922 de 295.497 ha. seulement ²⁾.

Il semble donc que l'incertitude due à la possibilité d'une nouvelle expropriation ne fût pas la seule ni même la principale cause de l'indolence des grands propriétaires à cultiver leurs terres. La cause réelle et profonde de cette inertie ne peut plus être recherchée alors que dans le manque d'intérêt des grands exploitants pour leurs exploitations. L'explication de ce manque d'intérêt est des plus aisées. Les grands propriétaires n'accordaient un grand intérêt à leurs domaines qu'en tant que source de faciles et gros bénéfices. La disparition du régime semi-féodal qui permettait la réalisation de ces bénéfices aisés, et la réduction de l'étendue des domaines ont entraîné la disparition de leur intérêt pour leurs terres. En effet, les 250 ha. — tout au plus 500 ha. — de terre qui leur restent ne peuvent plus donner les prodigieux bénéfices d'antan, surtout qu'aujourd'hui les grands exploitants ne peuvent plus imposer aux paysans des salaires de famine. N'ayant pas l'amour de la terre, les grands propriétaires n'entendaient nullement se transformer en grands fermiers, surtout que l'époque d'après-guerre leur offrait de nombreuses possibilités de gains faciles dans la capitale et les grandes villes, qui présentaient pour eux une attraction de beaucoup plus puissante que leurs terres.

Si telle paraît être la situation pour la plupart des grands propriétaires, un petit nombre d'entre eux ont procédé cependant à l'adaptation de leurs exploitations à la nouvelle situation. La reconstitution de leur inventaire n'était pas très difficile, car la destruction n'avait été que partielle et ce qui en restait

¹⁾ Cf. Prof. G. Ionesco-Sisești — La réforme agraire et la production — Bucarest 1925, p. 24.

²⁾ Idem, p. 24.

était presque suffisant pour exploiter la portion de domaine qui leur restait après l'expropriation. De plus, ils avaient des possibilités d'emprunt inconnues des petits exploitants, car les grandes banques du pays accordaient avec assez de facilité des crédits personnels à ces débiteurs qui avaient été leurs principaux clients avant-guerre et dans la personnalité morale desquels ils avaient beaucoup — même trop ¹⁾ — de confiance.

Dans ces conditions, ceux d'entre les grands propriétaires qui se sont dès le début occupés activement à reconstituer et réorganiser leurs exploitations sur de nouvelles bases correspondant aux nouvelles conditions, ont réussi à obtenir une meilleure rentabilité, leur permettant de retirer d'appréciables bénéfices. Les résultats obtenus par ces quelques grands exploitants ont fait apparaître aux yeux des autres propriétaires de cette catégorie les avantages que pouvaient encore leur procurer leurs domaines réduits par l'expropriation et, une fois passée la période spéculative de l'après-guerre et les possibilités de gains faciles qu'elle avait engendrées les ont incités à s'occuper de leurs domaines. Malheureusement, ils se sont trouvés dans une situation plus difficile due à la crise de numéraire dont souffrait le marché roumain du fait de l'introduction en 1925 du fameux plafond d'émission, sous le régime duquel la Banque Nationale a dû contingenter son activité jusqu'à la stabilisation légale de 1929 ²⁾. C'est pourquoi ils n'ont généralement pas réussi de façon satisfaisante et surtout n'ont pas pu consolider leur situation jusqu'à la crise mondiale qui a eu ainsi plus d'emprise sur eux. Par contre, ceux d'entre les grands propriétaires qui se sont employés dès le début à reconstituer leurs exploitations et qui ont procédé à une intelli-

¹⁾ Les banques trop confiantes dans la solvabilité de ces débiteurs n'ont jamais contrôlé l'emploi des crédits accordés, et ceux-ci ont été rarement investis dans les exploitations de ces débiteurs. Aussi, lorsque les banques ont voulu se faire payer, elles se sont trouvées en face de débiteurs insolvables, ce qui, corroboré à la crise bancaire de 1931, a amené la plupart des banques roumaines en état de faillite.

²⁾ Cf. Alexandre Pantazi, *op. cit.*, pages 38—50.

gente rationalisation de leurs exploitations, ont pu opposer une vigoureuse résistance à la crise déclenchée en 1929; malheureusement ces derniers forment une infime minorité.

E. Profondes modifications apportées au commerce des produits agricoles

La réforme agraire en rendant fortement prépondérante la catégorie de la petite propriété paysanne a entièrement modifié l'aspect du commerce des produits agricoles, spécialement l'aspect du commerce des céréales qui est de beaucoup le plus important en Roumanie.

Nous avons vu précédemment, lorsque nous avons étudié le commerce des céréales avant-guerre, quel était son aspect à cette époque, lorsque, par l'effet d'une inéquitable répartition des produits entre le producteur agricole et le propriétaire de terres, c'était à ce dernier qu'était attribuée la plus importante partie de la production. Les quelques milliers de grands exploitants étaient ainsi les principaux fournisseurs du marché agricole, sur lequel les petits exploitants n'intervenaient que sporadiquement et avec des quantités de produits insignifiantes. Le commerce des céréales, qui s'était organisé pour répondre à cette situation, a dû se transformer entièrement à la suite de la réforme agraire, car les quelques milliers de très grands fournisseurs ont été remplacés par près de 4 millions de petits fournisseurs.

Les grands commerçants, minotiers et exportateurs, se sont trouvés du jour au lendemain en présence d'une multitude de petits fournisseurs disséminés sur toute l'étendue du pays, que l'organisation de leurs entreprises commerciales ne permettait pas d'atteindre directement.

Les grandes entreprises commerciales, ne pouvant raisonnablement songer à donner à leurs cadres une extension suffisante pour atteindre directement ces quelques millions de producteurs, ont dû recourir aux offices d'un certain nombre de commerçants en grains activant dans les différentes ré-

gions du pays. Ceux-ci ne viennent pas en contact direct avec les producteurs mais avec d'autres commerçants en grains établis dans les bourgs les plus importants, qui, à leur tour, ne viennent généralement pas en contact direct avec les producteurs, cette mission revenant aux intermédiaires qui agissent directement sur les marchés ruraux, („obors“), qui ont pris une considérable importance du fait de la réforme agraire¹⁾. Ainsi, les céréales qui étaient achetées autrefois directement aux grands producteurs passent aujourd'hui par les mains de trois intermédiaires, pour le moins, avant d'arriver dans celles de l'exportateur ou du minotier.

Une autre modification apportée au commerce des céréales consiste en ce qu'il a lieu aujourd'hui argent comptant. En effet, le petit producteur qui veut vendre ses grains doit être intégralement payé au moment de la vente, ce qui oblige les commerçants de grains d'avoir d'importantes disponibilités de numéraire au moment de la récolte.

Une autre modification consiste dans le fait que les céréales achetées sur l'„obor“ sont généralement de qualités fort différentes, mais elles doivent cependant être entreposées ensemble car les différentes catégories d'intermédiaires n'ont pas des dépôts à cellules où les céréales pourraient être déposées suivant la catégorie de qualité dont elles font partie, et ils ne se soucient pas de faire les grandes dépenses que nécessiterait la création de semblables dépôts. Cette situation entraîne un avilissement de la qualité totale et un avilissement des prix, les acheteurs ne payant pas suivant la qualité réelle des céréales, mais suivant le prix de celles de la qualité la plus mauvaise apportée sur le marché.

Une autre modification du commerce des céréales après-guerre provient des modifications territoriales. En effet, le marché intérieur a pris plus d'importance, certaines régions n'ayant pas une production suffisante pour satisfaire les besoins de la consommation.

1) Cf. Edgard Patin, *op. cit.*, pages, 203—204.

Il faut encore noter que le commerce des céréales éprouve à la suite de la réforme agraire de grandes difficultés pour le transport des grains, leur rassemblement ayant lieu par étapes successives, ce qui nécessite des transports supplémentaires et surtout de nombreuses et coûteuses manipulations. En outre, nous avons vu le mauvais état des moyens de communication et leur insuffisance, qui les premières années d'après-guerre était telle que le commerce des céréales avait dû recourir en grande partie aux transports routiers, par charrettes. Cette situation, qui a d'ailleurs permis aux paysans de se créer d'appréciables revenus accessoires, s'est beaucoup améliorée par la suite. Cependant, aujourd'hui encore, le commerce des céréales souffre de la difficulté du transport par chemins de fer, le nombre des wagons couverts susceptibles de servir au transport des céréales — marchandises altérables — n'étant que de 16.958 sur un total de 49.257 wagons en état de fonction ¹⁾.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DES DIX PREMIERES ANNEES APRES LA REFORME AGRAIRE

La politique économique et financière menée par un pays exerce toujours une incontestable influence sur l'activité économique de celui-ci. Lorsque l'économie d'un pays se trouve dans une période de profondes transformations et d'intense adaptation, la politique économique et financière prend une très grande importance, car elle peut alors non seulement ralentir ou accélérer le cours de cette évolution, mais elle peut même le faire dévier de son chemin naturel.

¹⁾ Cf. Rapport de M. Gaston Lerverve, expert nommé près l'Administration des Chemins de fer Roumains, Bucarest 1931.

C'est cette politique économique et financière pratiquée en Roumanie durant les dix années qui ont suivi la guerre et la réforme agraire, et dans la mesure où elle a eu ou pu avoir une influence sur l'évolution de l'économie agricole roumaine, que nous nous proposons d'exposer ici. Nous nous occuperons d'abord de la politique commerciale douanière et fiscale, politique ayant eu un effet réel sur l'activité économique du pays; ensuite nous ferons une rapide esquisse des diverses autres lois intéressant l'agriculture, lois qui n'ont agi que faiblement sur cette activité économique.

§ 1.

POLITIQUE COMMERCIALE, DOUANIÈRE ET FISCALE

La politique douanière et commerciale pratiquée en Roumanie dans la décade 1919—1929, a été extrêmement défavorable, voire même ruineuse pour l'agriculture de ce pays, étant une politique de protectionnisme industriel à outrance.

Cette politique de protectionnisme industriel était pratiquée avant-guerre dans l'ancien royaume, où elle avait été inaugurée par la constitution du tarif douanier de 1886¹⁾. Elle était alors justifiée par le désir de permettre la création d'une industrie nationale suffisante pour faire sortir la Roumanie de la dépendance économique dans laquelle elle se trouvait à cette époque à l'égard des Puissances Centrales. D'autre part, l'agriculture roumaine, trouvant des conditions très favorables pour le placement de ses produits, pouvait supporter sans danger les charges — d'ailleurs réduites — dérivant pour elle des taxes à l'importation des produits industriels.

Après-guerre, cette politique de protectionnisme industriel devient excessive et injustifiable. Injustifiable, parce que la structure économique de la Roumanie n'avait été que très peu modifiée par la réunion de toutes les provinces roumai-

¹⁾ Cf. Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, novembre 1932.

nes, l'industrie étant un peu fortifiée mais encore loin d'occuper une place égale seulement à celle de l'agriculture. Excessive, parce que les charges imposées de ce fait à l'agriculture étaient de nature à décourager les agriculteurs, les détournant de cette branche d'activité économique, et que, de plus, elle faisait perdre leurs débouchés aux produits agricoles roumains.

La politique de protectionnisme industriel de la décade 1919-1929 comportait d'une part de nombreuses restrictions à l'exportation des produits agricoles et d'autre part un énorme accroissement des taxes à l'importation des produits industriels.

Les restrictions à l'exportation ont d'abord consisté dans la prohibition de l'exportation des produits agricoles. Cette prohibition, partiellement justifiée au début par une production agricole insuffisante pour subvenir à la consommation du pays ¹⁾, ne serait pas tellement critiquable si elle n'avait donné lieu aux nombreux abus ²⁾, provoqués par les „fameux permis d'exportation“. Cette prohibition de l'exportation des produits agricoles subsiste jusqu'en automne 1920 lorsque Mr. Constantin Garoflid — membre du gouvernement constitué alors — redonna la liberté à l'exportation des céréales, maintenant comme seules restrictions des taxes à l'exportation d'ailleurs peu importantes ³⁾ et l'obligation pour les exportateurs de vendre une certaine quantité de céréales sur le marché intérieur à des prix tarifés. En 1921, on accordait la liberté d'exportation aux autres produits agricoles dans les mêmes conditions, en les soumettant à des taxes d'exportation rationnelles. Malheureusement ce régime ne dura pas, le ministère suivant n'en modifiant pas en apparence le principe, mais le modifiant en fait par une augmentation démesurée des ta-

¹⁾ En 1919, la Roumanie a été obligée d'importer d'Amérique 229.175 tonnes de farine de blé. Cf. Edgard Patin, op. cit., p. 257.

²⁾ Cf. Edgard Patin, op. cit.

³⁾ Ces taxes allaient de 1.000 à 2.000 lei. Cf. G. Garoflid op. cit., p. 10.

xes d'exportation auxquelles les produits agricoles étaient soumis ¹⁾, augmentation qui portait ces taxes à ²⁾ :

45.000	lei	par wagon de blé.
35.000	„ „ „	de farine.
30.000	„ „ „	d'autres céréales.
10.000	„ „	tête de gros bétail.
400	„ „ „	de menu bétail.
45	„ „	kg. de fromage.

Ce considérable accroissement des taxes à l'exportation des produits agricoles à une époque (juillet-septembre 1922) où les prix agricoles mondiaux poursuivaient encore la baisse amorcée en 1921, fait apparaître clairement l'esprit anti-économique qui a présidé à leur institution. D'ailleurs ces taxes à l'exportation des produits agricoles ne procédaient pas uniquement du désir de protéger l'industrie nationale; elles procédaient dans une mesure du moins égale — sinon prépondérante — du désir de procurer à l'Etat de très importantes ressources. En effet, le produit de ces taxes représentait à lui seul 17% à 20% des ressources budgétaires ³⁾.

Mais outre ces taxes quasi-prohibitives à l'exportation des produits agricoles, taxes qui comprimaient puissamment les prix agricoles sur le marché intérieur dans le but d'assurer aux travailleurs industriels le pain bon marché, on inaugurait aussi un tarif douanier de protection industrielle ⁴⁾. Ce sont les tarifs douaniers de 1924, 1926 et 1927.

Les taxes à l'importation des produits industriels, après avoir été insuffisamment adaptées à la dévaluation du leu, par

¹⁾ Cf. Const. Garoflid, op. cit. page 10.

²⁾ Cf. Prof. Gh. Tașcă, op. cit. page 7.

³⁾ En 1923, ces taxes ont en effet rapporté 4.981.924.000 lei sur un budget d'une trentaine de milliards.

⁴⁾ Cf. Prof. Gh. Tașcă op. cit. page 8.

une première modification du tarif douanier en avril 1920¹⁾ et une seconde modification en juillet 1921, sont établies en or et à des taux allant de 300% à 1000% par le nouveau tarif douanier de juillet 1924²⁾. Ces droits de douane élevés, perçus à l'importation des produits industriels nécessaires, indispensables même, à l'agriculture roumaine, sont venus accroître encore les charges qu'elle supportait du fait des taxes à l'exportation des produits agricoles.

Une compensation était accordée aux agriculteurs sous la forme de l'exonération de l'impôt supplémentaire sur le revenu des exploitations agricoles³⁾. Mais elle n'était qu'apparente, car cet impôt supplémentaire sur le revenu agricole, prévu dans le „projet Titulesco“ avant l'augmentation démesurée des taxes à l'exportation, n'aurait procuré que d'infimes ressources à l'Etat après l'augmentation des taxes d'exportation, qui réduisaient à fort peu de chose le revenu agricole; aussi le gouvernement qui majora les taxes à l'exportation put-il aisément renoncer à cet impôt qui eut été improductif.

Une compensation plus substantielle réside dans la modicité de l'impôt établi par la loi de 1923 sur les propriétés agricoles, impôt qui est de 14% ou 12% suivant que les propriétés sont afferchées ou non. Le produit ou le revenu spécial des propriétés agricoles forme l'objet de cet impôt, dont le produit imposable est déterminé tous les cinq ans, d'après la valeur locative moyenne par hectare⁴⁾. C'est donc la valeur locative et non le revenu agricole net qui est à la base de l'im-

1) Cette première modification multipliait simplement les taxes prévues dans l'ancien tarif de 1906, par le coefficient 5. Cf. J. Hurmuzesco — Le problème douanier dans l'Europe centrale — Thèse, Paris 1932, page 40.

2) Cf. Exposé des motifs de la Loi du Tarif Douanier 1929, publiée dans la „Correspondance Economique Roumaine“ Bucarest 1929, No. 4—5, page 6.

3) Cf. „L'impôt Foncier“, étude publiée dans le „Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie“, décembre 1929, page 6.

4) Cf. L'impôt foncier, op. cit. page 6.

position. La valeur locative, étant elle-même déterminée par la moyenne des prix de ferme et la production par hectare durant les quatre dernières années — pendant lesquelles (1919—1923) ceux-ci n'étaient pas très élevés — le revenu imposable fixé en 1923 a été sous-estimé. La somme payée par les agriculteurs à titre d'impôts directs a donc été assez réduite, compensant dans une certaine mesure l'énormité des taxes d'exportation¹⁾. L'étroite relation qui existe entre lesdits impôts et taxes apparaît clairement du fait qu'en 1927, lorsque par suite de la baisse des prix agricoles on dut procéder à une sérieuse réduction des taxes à l'exportation, on procéda en même temps à une révision de l'impôt direct, qui fut triplé provisoirement jusqu'à sa prochaine évaluation. En procédant de la sorte, non seulement on triplait toutes les injustices qui avaient pu être commises lors de la première évaluation²⁾, mais on arrivait à rendre inopérante la réduction des taxes à l'exportation consentie sous la pression des événements et du mécontentement des agriculteurs. Ceci fait apparaître sous son vrai jour la politique économique et financière pratiquée jusqu'en 1929, politique qui ne se souciait — tout au plus — que de donner *l'apparence* d'un certain intérêt pour l'agriculture, mais ne poursuivait que l'augmentation des ressources budgétaires et les avantages de l'industrie.

Cette politique douanière et commerciale a contribué à anéantir une agriculture déjà affaiblie par la guerre et les suites inhérentes à toutes brusques transformations économiques. Alors qu'à partir de 1923 le besoin d'accroître les exportations se faisait sentir³⁾, „nous avons empêché les exportations par

1) Le total des recettes de l'impôt agricole, de 1924 à 1928 inclusivement, se chiffre à 3.835.787.000 lei, alors que le total des recettes des impôts directs (impôt agricole inclus) s'élève pour la même période à 27.385.159.000 lei. Cf. L'impôt foncier, op. cit., page 7.

2) Idem, page 7.

3) Cf. C. Colesco — Le commerce extérieur de la Roumanie — Bucarest, page 45.

d'énormes et absurdes taxes, arrivant à compromettre la culture du blé¹⁾, qui supportait les taxes les plus lourdes.

Dans la décade d'après-guerre, l'agriculture roumaine a dû payer, seulement à titre de taxes à l'exportation, la somme de 14 milliards de lei²⁾. La plus grande partie de ces 14 milliards de lei a été payée durant les années 1923 et 1924³⁾, ce qui revient à dire que l'agriculture roumaine a été empêchée de profiter de la période de hausse des prix agricoles de 1923-1925 qui aurait pu la consolider. Mais ce n'est pas seulement par leur importance que les taxes à l'exportation ont eu un effet désastreux sur l'économie agricole roumaine. Ces taxes ont créé un régime d'instabilité des plus défavorables à la production agricole, subissant de très nombreuses modifications. En effet, ces taxes ont subi 21 modifications au cours de huit années seulement, modifications qui leur faisaient enregistrer des différences allant jusqu'à 2.000% — deux mille pour cent. — ⁴⁾.

Mais, outre ces taxes d'exportation, les très fortes taxes à l'importation des produits industriels, à cette époque où justement les exploitations agricoles se reconstituaient et se réorganisaient à la suite de la guerre et de la réforme agraire, ont accru énormément les dépenses des agriculteurs roumains. Pour les seuls sacs et ficelles de Manille, qui sont pourtant indispensables aux agriculteurs et spécialement aux petits exploitants, l'Etat a perçu 1 milliard de lei de droits de douane à l'importation, dans la décade d'après-guerre⁵⁾. Ce seul exemple nous permet de nous rendre compte des sommes qui ont été payées ainsi par les agriculteurs en faveur d'une industrie, qui n'est

1) Prof. G. Tașcă, op. cit. p. 8.

2) Cf. V. Madgearu, M. Popovici, M. Manoïlesco — Exposé des motifs à la Loi de valorisation des céréales de 1931 — publié au Moniteur Officiel Roumain, No. 68/1931, p. 1680.

3) Plus de 10 milliards de lei.

4) Cf. V. Madgearu, M. Popovici et M. Manoïlesco, op. cit., p. 1681-1681.

5) Cf. V. Madgearu, M. Popovici et M. Manoïlesco, op. cit., p. 1681-1682.

6) Cf. N. Cristoveano, op. cit., p. 55.

arrivée, malgré tous ces encouragements, à occuper que 759.000 personnes, soit 7,2% de la population roumaine¹⁾.

A ce triste tableau il faut ajouter qu'à la même époque où l'on majorait démesurément les taxes à l'exportation des produits agricoles, l'Administration des Chemins de Fer Roumains augmentait de 500% les tarifs de transports. Il faut ajouter encore, qu'à part les différentes taxes principales, d'innombrables taxes accessoires, légales ou simplement „bénévoles“ mais dont le payement était rendu obligatoire par les agents qui les percevaient, venaient surcharger les produits agricoles tant au moment de leur vente sur les „obors“ qu'à celui du transport²⁾.

Il faut ajouter encore qu'en 1924-1925 on a pratiqué une politique de révalorisation qui a fait progresser le leu, de 2,50 centimes-or à 3,60 centimes-or, progression qui a agi sur les prix dans le sens de la baisse³⁾.

Ainsi, dans la décade 1919-1929, l'économie nationale a été torturée par la tentative de révalorisation du leu et par le programme d'industrialisation du pays et de nationalisation d'industries quasiment inexistantes et démunies de capitaux⁴⁾. Les conséquences de cette politique et spécialement des taxes à l'exportation dont le caractère anti-économique n'a malheureusement pas été reconnu à temps⁵⁾, ont été des plus désastreuses pour les exploitants agricoles roumains, qu'ils ont privés de la plus importante partie de leurs bénéfices, dans une période qui aurait pu être florissante pour eux et dans laquelle ils auraient pu organiser et outiller leurs exploitations de façon à obtenir une meilleure rentabilité et à pouvoir résister à la crise qu'ils auront à traverser par la suite.

1) Conjoncture de l'économie roumaine, op. cit., p. 30.

2) Mr. G. Cipăiano estime ces taxes accessoires venant surcharger le transport des céréales à 3.000 lei par wagon en 1931. Cf. G. Cipăiano — Remèdes à apporter à la crise agricole par la rationalisation de la production — Conférence, Bucarest 1931, p. 20.

3) Constantin Garoflid, op. cit., p. 12.

4) André Corteano — Les dettes agricoles — Bucarest 1930, p. 34.

5) V. Madgearu, M. Popovici et M. Manoilescu, op. cit., p. 1680.

Il est nécessaire de noter que les agriculteurs qui ont eu la possibilité de se procurer l'outillage nécessaire à leurs exploitations avant 1924 et surtout avant 1921, ont bénéficié de conditions avantageuses dérivant de l'insuffisante adaptation du tarif douanier à la dévaluation du leu, conditions d'autant plus avantageuses qu'en 1920-1921 les céréales n'étaient soumises qu'à certaines restrictions à l'exportation et à des taxes raisonnables, ce qui les faisait bénéficier de prix assez avantageux.

Par la suite, les prix agricoles étant comprimés par toutes sortes de mesures finissent en 1924 par descendre de 30%-40% au-dessous des prix mondiaux¹⁾. Ces mesures de compression des prix ont réduit dans une telle proportion les revenus des agriculteurs, qu'ils ont été obligés d'employer tous leurs bénéfices pour subvenir à leurs besoins de consommation, devant ainsi renoncer à améliorer l'outillage de leurs exploitations.

Dans cette décade d'après-guerre, à la suite de la réforme agraire, lorsqu'une politique d'encouragement à l'agriculture eût été nécessaire, indispensable même, au redressement de l'agriculture roumaine, redressement possible et qui eut entraîné une amélioration des conditions de vie de la grande majorité de la population roumaine, qui aurait élevé son „standard of life“ et créé ainsi un débouché accru à l'industrie nationale, les gouvernants roumains ont pratiqué une politique exactement opposée. Cette politique, qu'ils ont essayé de justifier en premier lieu par l'industrialisation de la Roumanie qui paraissait indispensable à leurs yeux, est cependant allée à l'encontre même de ce but, car en appauvrissant le paysan on a réduit les possibilités d'achat du marché national. Une seconde justification — du moins partielle — de cette politique résidait dans la nécessité de procurer à l'Etat d'importantes ressources financières. Ceci ne peut cependant justifier que bien partiellement la politique pratiquée, car on ne voit pas pourquoi les ressources procurées par d'écrasantes charges imposées à l'agriculture auraient été employées à doter une autre branche

1) Cf. Const. Garoflid — Le problème monétaire et l'agriculture — Bucarest 1924, p. 5.

d'activité économique de beaucoup moins importante pour l'économie roumaine. Les véritables causes de cette politique, qui a amené l'économie agricole roumaine dans un triste état, ne résident pas à notre avis dans des préoccupations d'ordre économique général, mais bien plus dans des considérations particulières d'ordre politique.

§ 2.

SUCCINT EXPOSE DE LA LEGISLATION ECONOMIQUE INTERESSANT L'AGRICULTURE

Après avoir vu quelle a été la politique commerciale et douanière pratiquée en Roumanie dans la décade 1919-1929, nous devons exposer — du moins de façon succincte — quelques-unes des lois intéressant l'agriculture, ainsi que certaines réalisations auxquelles on a procédé en vertu des lois existantes.

Il nous faut d'abord noter que l'enseignement agricole a été amélioré par la création de nouvelles écoles. Malheureusement, on n'a pas pu réaliser tout ce qui aurait été nécessaire, étant donné que l'enseignement primaire exigeait lui-même beaucoup d'attention. Il est nécessaire de noter que l'on a par contre donné une trop grande importance à l'enseignement secondaire — compte tenu des moyens financiers dont disposait l'Etat — au détriment de l'enseignement agricole et professionnel, qui eut été peut-être plus utile au point de vue économique. Toujours dans la direction de l'enseignement agricole, on doit noter les essais de popularisation d'une technique agricole plus rationnelle: conférences suivies de démonstrations pratiques, cours populaires, etc. D'autre part, on a créé une Direction des Directives agricoles près le Ministère de l'Agriculture et des Domaines, on a aussi organisé des expositions générales et régionales pour provoquer une certaine émulation parmi les agriculteurs. On a créé des „fermes modèles“ de l'Etat dans un but d'enseignement par l'exemple et d'émulation.

En 1925 est promulguée une loi excellente en principe, la „Loi pour la création des Chambres d'Agriculture“. Les Chambres d'Agriculture ainsi prévues avaient d'innombrables attri-

butions dont nous citons quelques-unes des plus importantes: organiser des champs d'expérience, des expositions, faciliter l'approvisionnement des agriculteurs en machines agricoles et semences, donner leur avis sur la législation intéressant l'agriculture, enfin prendre toutes mesures en vue de favoriser un développement agricole intense. Cette loi, en principe excellente, avait deux grands défauts: 1) elle permettait l'ingérence politique, car elle prévoyait dans son article 33 des motifs de dissolution beaucoup trop vagues et, ainsi, par trop aisés; 2) elle ne prévoyait pas les revenus nécessaires pour subvenir à l'accomplissement de ce vaste programme¹⁾. Les revenus furent ultérieurement prévus sous la forme de taxes sur les agriculteurs; ces revenus étaient juste suffisants pour permettre l'existence de ces Chambres d'Agriculture, mais non pas pour la réalisation efficace de leur programme d'activité. Quant à leurs résultats, ils ne sont point ceux que l'on était en droit d'espérer, à cause de l'ingérence politique qui a permis que la direction des Chambres d'Agriculture soit confiée à des personnes n'ayant aucune préparation spéciale pour l'oeuvre qu'elles étaient destinées à diriger²⁾.

Par les lois de 1926-1927 sont créés les „Instituts de Recherches Agricoles et Zootechniques“, dont le but est de mettre à la disposition des agriculteurs les résultats de leurs travaux scientifiques et de leurs expériences³⁾.

En 1926, une loi d'encouragement de l'élevage est votée pour remédier à la régression qui se manifestait dans cette branche de l'activité agricole depuis 1923 comme conséquence de la politique douanière et commerciale⁴⁾. Enfin, toujours dans le but de remédier à la régression de l'élevage, une loi pour l'administration et l'exploitation des pâturages communaux a été votée en 1927 et mise en application en 1928⁵⁾.

1) Cf. Florin Manoliu, op. cit., p. 159.

2) G. Cipăiano, op. cit., p. 14.

3) Idem.

4) Cf. G. Garoflid, op. cit. p. 11.

5) Cette loi qui aurait été nécessaire dès la mise en application de la réforme agraire, apparaît plutôt tardive.

En 1928, une loi est votée pour la standardisation des céréales. Réclamée par le commerce, cette loi ne contenta personne, pas même celui-ci¹⁾. Cette loi est limitée aux céréales exportées et uniquement applicable dans les ports d'exportation et les points frontière, de sorte qu'elle ne peut agir ni sur le commerce de céréales sur les „obors“ ni permettre de systématiser le transport des céréales à l'intérieur du pays²⁾.

Enfin il nous faut rappeler l'attitude hésitante du législateur roumain en ce qui concerne l'inaliénabilité des nouvelles propriétés paysannes, dont nous verrons les effets sur le crédit. Les lois agraires de juillet 1921 supprimaient l'inaliénabilité de ces propriétés, mais le 13 mars 1925 une nouvelle loi rétablit en partie cette inaliénabilité, instituant le droit de préemption de l'Etat et exigeant que l'acheteur fût agriculteur effectivement et qu'il ne se constitue pas une propriété supérieure à 25 ha. En 1929, une nouvelle loi rend la liberté à la circulation des terres accordées par les lois rurales, mais jusqu'à un maximum de 25 ha. seulement.

L'oeuvre législative que nous venons d'esquisser rapidement ne paraît pas suivre un plan bien établi ayant pour but le redressement effectif de l'agriculture roumaine. La plupart de ces lois sont restées sans une application effective, soit par le fait de l'administration indolente, soit même parce que ces lois ne prévoyaient que ce qu'il aurait été désirable de faire, mais sans en donner la possibilité matérielle. Or, le législateur, aussi bien intentionné soit-il, ne peut par de simples desiderata agir sur la production agricole dont il comprime les prix par d'autres mesures effectives. Les paysans roumains, qui n'ont peut-être pas le degré de culture désirable pour accomplir au mieux le nouveau rôle économique qui leur incombe, sont cependant munis d'un très solide bon sens, qui leur a fait comprendre que l'agriculture ne s'améliore pas avec de bonnes paroles, mais par des investitions de capitaux.

¹⁾ Edgard Patin, op. cit. p. 179.

²⁾ Cf. N. I. Mavrocordat — La classification des céréales en Amérique et en Roumanie — Bucarest 1929, pages 18—19.

C'est ce que nous rapporte Mr. Constantin Garoflid : „A une réunion agricole à laquelle j'ai participé à Suceava“ — nous dit-il — „durant l'exposé des différents problèmes et de la recherche de leurs solutions, les paysans répondaient par une seule et même parole : *de l'argent!*“ C'est en effet d'argent qu'ont besoin les agriculteurs roumains pour améliorer leurs exploitations, de cet argent même qui aurait dû leur revenir normalement des bénéfices qu'ils auraient pu effectuer dans la décade d'après-guerre si on n'avait pas rançonné l'agriculture par les moyens et dans la mesure où on l'a fait.

CHAPITRE IV.

LE CREDIT DANS LA PERIODE D'APRES-GUERRE

Le crédit, si c'est un crédit à la production, „contribue dans une large mesure à l'accroissement de la richesse générale, et peut être considéré comme un facteur important du progrès économique“ ¹⁾, car „il sert à mieux utiliser le travail des producteurs et les ressources naturelles“ ²⁾.

Il est donc nécessaire de nous rendre compte dans quelle mesure le crédit a contribué à faire progresser l'économie agricole roumaine après-guerre et s'il a permis une meilleure utilisation du travail des producteurs agricoles à la suite de la réforme agraire.

Nous avons vu quelle était la situation du crédit en Roumanie avant la guerre, situation particulière dérivant de caractères locaux nationaux, situation qui nous avait amené à étudier non seulement le crédit agricole, mais toute l'organisation de crédit en Roumanie, vu que les banques commerciales, les banques d'affaires même, prenaient une part des plus actives à la distribution du crédit pour l'agriculture. Ces crédits restaient cependant pour la plupart des crédits commer-

¹⁾ Camille Perreau — Cours d'économie politique — 3-ème édition, Paris 1927, Tome 1-er, page 427.

²⁾ Charles Gide — Cours d'économie politique — 6-ème édition, Paris 1920, Tome 1-er, page 495.

ciaux car, bien qu'accordés à des agriculteurs, ces crédits étaient le plus souvent destinés à l'activité commerciale de ceux-ci, à la vente des énormes quantités de céréales dont les agriculteurs disposaient. A la suite de la guerre, la réforme agraire modifiant profondément l'aspect de la propriété agricole en Roumanie, a modifié aussi le crédit. C'est cette transformation que nous nous proposons d'étudier ici, afin de dégager le nouvel aspect de l'organisation de crédit en Roumanie et ses conséquences sur l'activité agricole.

§ 1.

LE CREDIT COMMERCIAL

Durant la neutralité, une certaine abondance de numéraire a permis aux banques roumaines de rembourser en grande partie leur portefeuille d'escompte à la Banque Nationale; le portefeuille de réescompte des grandes banques diminuait ainsi de 142 millions de lei en 1914 à 41 millions de lei en 1918 ¹⁾).

L'inflation, déterminée, ainsi que nous l'avons vu déjà, par les besoins de l'Etat, par la perte de l'encaisse métallique de l'institut d'émission et par l'opération d'unification monétaire, fait prendre à la fonction monétaire de la Banque Nationale une importance primordiale qui fait passer sur un plan secondaire sa fonction de régulateur de la distribution du crédit, ce qui permet au système bancaire roumain de s'émanciper de la tutelle de la Banque Nationale ²⁾).

Un considérable accroissement du nombre des établissements de crédit résulte de la réunion de toutes les provinces roumaines, les 284 banques des provinces libérées avec un capital total de 156.634.000 lei venant s'ajouter aux 204 banques avec un capital de 561.975.000 lei de l'ancien royaume; de sorte qu'en 1919 il y a en Roumanie 488 banques avec un capital total de 718.610.000 lei. Par la suite, on assiste encore à un accroissement continu du nombre des banques et de leurs

¹⁾ Cf. Victor Slăvesco — La grande finance en Roumanie — page 95.

²⁾ Cf. Alex. Pantazi, op. cit. page 23.

capitaux, dont le tableau ci-dessous, rédigé d'après les relevés officiels, va nous en faire apprécier l'importance :

Accroissement du nombre des banques et de leurs capitaux¹⁾ :

Année	Nombre de banques	Capital
1919	488	718.610.000 lei
1920	543	1.966.663.000 „
1921	556	2.406.400.000 „
1922	683	3.334.767.000 „
1923	756	4.253.482.000 „
1924	844	5.175.187.000 „
1925	928	6.276.409.000 „
1926	1.029	7.504.824.000 „
1927	1.054	8.318.871.000 „
1928	1.101	9.389.621.000 „

En même temps que cet accroissement du nombre et des capitaux des banques, on remarque un changement dans la répartition géographique des capitaux des banques. En effet, ceux-ci se concentrent dans l'ancien royaume qui finit par détenir à lui seul 73% des capitaux investis dans le commerce de banque en Roumanie, la plupart—50% du total—étant concentrés dans la capitale du pays²⁾. Cet énorme accroissement des capitaux bancaires qui ont presque triplé de 1919 à 1920 est plutôt nominal et causé par l'inflation et la surabondance de numéraire dans les premières années d'après-guerre. Malheureusement, ce numéraire surabondant ne profita pas à l'agriculture. En effet, après la guerre et après la réforme agraire, les banques n'ont plus accordé des crédits — ou du moins dans une proportion très réduite — aux grands exploitants et encore moins aux petits exploitants agricoles. Le placement agricole est entièrement délaissé et ce sont les place-

¹⁾ „Aperçu sur l'organisation du crédit en Roumanie“, étude publiée par le Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, No. 5, Bucarest, mai 1929, page 3.

²⁾ V. Dimitriuc — Roumania's credit position — étude publiée dans „The Statist“, 17 novembre 1928, p. 816.

ments industriels qui attirent la très grande majorité des capitaux ¹⁾).

La création de très nombreuses entreprises industrielles et l'accroissement de celles déjà existantes, ainsi que la nationalisation des entreprises industrielles que l'Etat et la Banque Nationale encourageaient, accaparent la presque totalité des capitaux disponibles et corroborés à l'inflation font naître une ère d'intense spéculation boursière ²⁾). La spéculation est d'ailleurs encouragée par les banques qui donnent une très grande extension aux opérations de crédit Lombard.

Cette période d'essor économique est cependant de beaucoup plus apparente que réelle. En effet, malgré sa valeur nominale accrue, la courbe de la circulation totale du pays, transformée en dollars, descend par le fait de la dévaluation continue du leu au-dessous de la valeur qu'elle atteignait en 1914 dans la petite Roumanie d'avant-guerre. La politique de redressement financier inaugurée en 1922 et qui s'oppose à toute augmentation de la circulation, corroborée à la cote de risque très élevée ³⁾ du fait de l'instabilité monétaire, agissent sur le taux de l'intérêt qui arrive ainsi à dépasser généralement 25%, même pour les débiteurs offrant des garanties suffisantes et bien que la Banque Nationale ait maintenu le taux de l'escompte à 6% ⁴⁾).

A la suite de la limitation de la circulation par l'établissement du „*plafond d'émission*“, le marché souffre d'une crise de numéraire ⁵⁾).

Une vue d'ensemble de l'organisation bancaire roumaine d'après-guerre fait apparaître celle-ci comme étant plutôt déficiente, la création de nombreuses banques aux capitaux

¹⁾ Cf. Victor Slăvesco — Organisation de crédit de la Roumanie — Bucarest 1922, pp. 71—77.

²⁾ Victor Slăvesco, op. cit., pp. 24—25.

³⁾ Cf. V. Madgearu — La crise du crédit en Roumanie, — Mémoire présenté à la Délégation économique du gouvernement. Cité par A. Corbano, op. cit., p. 61.

⁴⁾ Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, mai 1929, page 4.

⁵⁾ Cf. Alex. Pantazi, op. cit. page 50.

trop modestes donnant lieu à une surenchère des taux offerts aux déposants, surenchère qui a contribué ainsi à maintenir le taux de l'intérêt très élevé.

§ 2.

LE CREDIT SPECIALISE

Après avoir vu le crédit commercial se détourner des placements agricoles et se diriger vers l'industrie, nous devons voir si le crédit spécialisé a été en état de procurer à l'agriculture les capitaux qui lui étaient nécessaires. „Les besoins de crédits agricoles étaient loin d'être satisfaits..., les moyens financiers des institutions de crédit ne pouvaient guère faire face aux besoins considérables de capitaux des producteurs agricoles“ ¹⁾. Voici comment s'exprime à ce sujet le Rapport de la Banque Nationale en 1925 : „... ce qui laisse beaucoup à désirer c'est la situation du crédit des agriculteurs et en général du crédit populaire. En effet, bien qu'étant un pays agricole, nous avons mis à la disposition du commerce une institution comme la Banque Nationale, nous avons mis à la disposition de l'industrie une force déjà importante de crédit industriel ²⁾ et nous n'avons pas agi de même envers l'agriculture, bien qu'elle soit la principale branche d'occupation des habitants de la Roumanie“. En effet, on avait créé en 1923 une puissante institution de crédit industriel, la „Société Nationale de Crédit Industriel“, à laquelle l'Etat et la Banque Nationale avaient largement contribué en dotant cette institution d'importants capitaux; mais on n'avait pas créé une institution similaire pour l'agriculture, et ce n'est qu'en 1937—19 ans après la réforme agraire—qu'une loi est votée par le parlement, afin de créer une institution de crédit agricole similaire à la „Société Nationale de Crédit Industriel“ et bénéficiant des mêmes avantages et d'un tout aussi large concours de la part de l'Etat et de la Banque Nationale.

¹⁾ Mircea Căncicov — Exposé des motifs de la loi portant création de l'Institut National de Crédit Agricole. — Bucarest 1937, page. 26.

²⁾ Société Nationale de Crédit Industriel.

Nous avons vu quelles étaient les institutions de crédit spécialisé, de crédit foncier, de crédit agricole et de crédit populaire avant-guerre.

Les institutions de crédit des deux premières catégories restant à très peu de chose près les mêmes après la réforme agraire, nous estimons pouvoir les rappeler simplement, tout en indiquant les principales modifications qu'elles ont subies.

Le „Crédit Foncier Rural“ se trouva à la suite de la réforme agraire dans une situation différente à cause de l'expropriation. D'abord, les emprunts fonciers en valeur de 454 millions de lei consentis aux grands propriétaires avant-guerre, passèrent du fait de la réforme agraire au compte de l'Etat, lequel, se substituant aux anciens propriétaires, se libère par annuités¹⁾. Ensuite, l'accroissement du territoire roumain exigeait une extension des opérations de cette institution aux provinces libérées. Enfin, les valeurs à revenu fixe étaient devenues fort difficiles à placer sur le marché qui en était saturé et sur lequel les seules valeurs à revenu variable étaient recherchées. Pour répondre à ces nouvelles conditions, le crédit foncier rural subit les transformations suivantes:

- a) Son activité s'étend aux nouvelles provinces;
- b) Une section bancaire est créée, pouvant effectuer toute opération de banque, mais uniquement avec ses actionnaires: propriétaires de terres;
- c) On introduit enfin la possibilité de financer les travaux d'amélioration agricole, de classement et entreposage des céréales²⁾.

Les „Caisses de Crédit aux agriculteurs“, dont le „Crédit Foncier Rural“ — bien que pouvant instituer des succursales — a préféré encourager la formation dans les différents districts et les a même commanditées. Le développement des „Caisses de Crédit aux agriculteurs“, bien que ces dernières fussent sou-

¹⁾ N. Cristoveano, op. cit. page 72.

²⁾ Cf. Victor Slăvesco—Le Crédit Foncier en Roumanie—Bucarest 1924.

tenues par le Crédit Foncier, fut assez malaisé et les résultats enregistrés ont été insuffisants ¹⁾).

Il faut encore mentionner les „Caisses d'emprunt sur gage“, créées en 1915 pour venir en aide aux agriculteurs qui ne pouvaient placer leurs produits du fait de la guerre. Leur rôle après-guerre fut insignifiant car elles ne disposaient pas de capitaux.

En ce qui concerne le crédit populaire, nous devons accorder une plus grande attention aux modifications subies, car, après-guerre, le nombre des coopératives de crédit — banques populaires — a été accru par les institutions de crédit des provinces libérées, et surtout parce que la réforme agraire et la répartition des terres qui en résulte lui réservent un rôle d'avenir plus important.

Il est intéressant de relever que la législation roumaine ayant trait aux coopératives subit de très nombreuses modifications en ce qui concerne les modalités de fonctionnement des organes destinés à financer, contrôler et donner des directives, alors qu'en ce qui concerne la constitution et le fonctionnement des sociétés coopératives elles-mêmes, on remarque une certaine stabilité ²⁾).

Ceci paraît provenir du désir de chaque parti politique d'exercer une plus grande influence sur le mouvement coopératif, influence qui peut être aisément utilisée à des fins politiques ³⁾).

Ces nombreuses modifications de la législation ayant trait à la coopération n'ont pas permis un régime de stabilité désirable pour l'épanouissement de ce mouvement. Malgré cela, le nombre des coopératives de crédit (banques populaires) augmente, passant de 2.901 en 1913 à 3.211 en 1921, pour arriver à 4.757 en 1929. Le nombre de leurs membres passe lui aussi de 583.632 en 1913 à 705.150 en 1921, pour dépasser un million à

¹⁾ Cf. N. Cristoveano, page 75.

²⁾ Prof. N. I. Fintzesco — La législation intéressant la coopération en Roumanie — étude publiée dans „Les problèmes de la coopération en Roumanie en 1935-1936“, Bucarest 1936. page 14.

³⁾ Prof. N. I. Fintzesco, op. cit. page 16.

partir de 1928. Les capitaux qui ont plus que doublé après-guerre étant de 348.062.894 en 1921, arrivent en 1929 à près de 2 milliards, soit exactement 1.801.768.439.

En ce qui concerne leurs membres, on constate qu'en 1927 les paysans représentent 85,8%, les prêtres et instituteurs 1,7%, les artisans et travailleurs 5,2 %, le reste de 7,3 % étant composé par des fonctionnaires, des propriétaires, des commerçants, etc..... En ce qui concerne les capitaux, ils sont plutôt réduits, plus de 2/3 des banques populaires ne disposant pas de capitaux supérieurs à 200.000 lei et moins de 10% d'entre elles ayant des capitaux variant entre 500.000 lei et un million. Quant au montant des prêts accordés, ils dépassent 2 milliards à partir de 1925, pour arriver en 1928 à 4.379.273.178 qui se décomposent quant à leur modalité en :

Prêts sur lettres de change	2.127.306.377 lei
„ „ garantie personnelle	1.169.593.551 „
„ „ gages	807.880.340 „
„ „ hypothèques	274.592.909 „
Total ...	4.379.273.178 lei

Ces prêts ont été accordés pour :

Achats de bétail et instruments agricoles 35%.

Affermage de terres 16,5%.

Aliments et fourrages 14%

Achats de terres 13,5%.

Divers autres buts 21%.

Il semble que les coopératives de crédit aient pris une certaine importance numérique, mais les moyens dont elles disposent n'ont pas augmenté dans la même proportion, et rapportés à la valeur or du leu, ils ont même diminué.

Si l'on peut estimer de l'exposé ci-dessus que l'appareil de crédit spécialisé était suffisamment développé, il résulte que les capitaux dont disposait cet appareil de crédit étaient insuffisants, car „l'ensemble des disponibilités mises à la disposition de l'agriculture par les institutions qui étaient appelées à lui faire du crédit s'élève à environ 7.5 milliards de lei seulement“¹⁾. Or, rapportée au besoin de crédit des agriculteurs

¹⁾ N. Cristoveano, op. cit. page 82.

qui a dépassé 50 milliards de lei, cette somme paraît totalement insuffisante ¹⁾).

L'insuffisance des capitaux des institutions de crédit spécialisé et le fait que les banques commerciales avaient orienté leurs placements vers l'industrie, la bourse et le commerce, ont rendu très difficile l'obtention de crédit aux agriculteurs, qui en avaient cependant un pressant besoin à la suite de la réforme agraire. Le résultat fut qu'ils ont emprunté n'importe où et à des taux usuraires de 24 à 36% généralement, taux dépassant fort souvent 50% pour les petits propriétaires paysans ²⁾).

Ainsi, le crédit, qui aurait dû mettre à la disposition des agriculteurs les capitaux nécessaires à la constitution, à la réorganisation et à l'amélioration de leurs exploitations dans les années d'après-guerre, „a été insuffisant, cher, et impropre aux opérations agricoles; les institutions de crédit sont insuffisantes pour satisfaire les besoins de crédit de la grande propriété et encore moins de la petite économie paysanne, qui continue à être à la disposition des usuriers“ ³⁾).

CHAPITRE V.

STADE D'EVOLUTION ATTEINT PAR L'AGRICULTURE ROUMAINE DANS LA PREMIERE DECADE SUIVANT LA REFORME AGRAIRE

Après avoir vu les suites de la guerre, les effets de la réforme agraire, la politique économique pratiquée et la situation du crédit, il nous reste à concrétiser en chiffres les résultats obtenus par l'agriculture roumaine dans la première décade du nouveau régime agraire instauré par la réforme agraire, après quoi nous pourrions tirer les conclusions qui se dégageront de notre étude.

¹⁾ En effet, d'après l'enquête effectuée au Ministère de la Justice en 1932, et d'après le montant des emprunts déclarés en vue de bénéficier de la loi de la conversion des dettes agricoles, le total de celles-ci s'élèverait à 50 milliards de lei; la différence est impressionnante.

²⁾ Cf. Prof. E. Antonesco — La crise en Roumanie — Bucarest 1932, page 8.

³⁾ Exposé des motifs de la loi du 20 août 1929 pour „l'organisation du crédit foncier rural“.

§ 1.

RESULTATS OBTENUS PAR L'AGRICULTURE ROUMAINE DANS LA DECADE 1920/1929

Dans la période de 1920/1929, nous aurons à examiner la production obtenue par tous les agriculteurs roumains, réunis maintenant dans les limites d'un seul Etat, et par conséquent la division par provinces n'est plus nécessaire. Nous commencerons par nous occuper de la culture et de la production des céréales, et dans les tableaux qui suivent nous reproduirons les données statistiques relatives aux surfaces cultivées, au rendement par hectare et à la production totale des cinq principales céréales ¹⁾.

Production des cinq principales céréales en Roumanie de 1920 à 1929

Froment					
Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par hectare Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
1920	2.022.710	10,9	22.050.034	16.685.875	74,8
1921	2.488.335	11,1	27.648.749	21.381.484	75,6
1922	2.649.640	12,3	32.687.407	25.040.466	76,6
1923	2.690.341	13,3	35.769.288	27.792.740	77,7
1924	3.172.102	8,1	25.576.793	19.165.444	74,9
1925	3.300.847	11,3	37.456.308	28.506.047	76,1
1926	3.327.487	12,3	40.946.550	30.177.613	73,7
1927	3.101.153	11,1	34.552.212	26.327.072	76,2
1928	3.206.470	9,8 *)	—	31.446.369	—
1929	2.737.146	—	—	27.148.476	—
Moyenne 1925/1929	3.134.621	—	—	28.721.115	—
Moyenne 1920/1929	2.869.624	—	—	25.367.158	—

¹⁾ Les données statistiques que nous utilisons nous ont été fournies par l'étude de „Statistique Agricole“, de Mr. le Dr. D. D. Haşigano, sauf celles relatives à l'année 1929 que nous avons extraites du „Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie“, No. 7/1930.

*) Lire quinaux.

M a i s

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par hectare Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
1920	3.295.618	18,6	61.512.129	46.238.468	75,1
1921	3.443.990	10,9	37.471.613	28.066.238	74,9
1922	3.403.854	11,5	39.304.844	30.421.947	77,4
1923	3.404.492	15,1	51.277.991	38.458.493	75,0
1924	3.621.454	14,4	52.198.506	39.488.691	75,6
1925	3.930.780	14,0	55.239.976	41.591.437	75,2
1926	4.059.432	19,8	80.320.658	60.834.364	75,7
1927	4.219.423	8,3*)	—	35.331.462	—
1928	4.455.492	6,2*)	—	27.563.720	—
1929	4.794.952	—	—	63.861.811	—
<i>Moyenne</i>					
1925/1929	4.292.016	—	—	45.836.559	—
<i>Moyenne</i>					
1920/1929	3.862.948	—	—	41.185.663	—

O r g e

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par hectare Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
1920	1.400.173	16,4	22.962.591	14.719.502	64,1
1921	1.569.373	9,8	15.517.886	9.852.923	63,5
1922	1.727.454	18,7	32.262.228	20.418.064	63,2
1923	1.878.391	11,4	21.399.129	13.252.912	61,9
1924	1.850.781	6,2	11.462.543	6.697.017	58,4
1925	1.704.061	9,6	16.449.541	10.193.278	61,9
1926	1.551.567	18,2	27.933.443	16.849.469	61,5
1927	1.764.220	11,4	20.123.188	12.617.202	62,7
1928	1.749.212	8,6*)	—	15.110.386	—
1929	2.053.537	—	—	27.404.532	—
<i>Moyenne</i>					
1925/1929	1.764.519	—	—	16.434.973	—
<i>Moyenne</i>					
1920/1929	1.724.977	—	—	14.711.528	—

*) Lire quintaux.

Seigle

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par hectare Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
1920	315.603	10,8	3.409.676	2.399.220	70,3
1921	326.576	9,8	3.199.166	2.306.648	72,1
1922	266.523	12,2	3.252.369	2.338.447	71,8
1923	270.456	12,2	3.301.882	2.440.189	73,9
1924	271.454	7,8	2.134.824	1.514.672	70,9
1925	270.481	10,6	2.873.010	2.031.477	70,7
1926	295.623	13,9	4.125.761	2.855.686	69,7
1927	281.255	11,9	3.363.093	2.368.136	70,4
1928	295.704	9,9 *)	—	2.916.878	—
1929	312.839	—	—	3.369.659	—
<i>Moyenne</i>					
1925/1929	290.651	—	—	2.454.101	—
<i>Moyenne</i>					
1920/1929	291.180	—	—	2.708.567	—

Avoine

Année	Surfaces cultivées Ha	Production moyenne par hectare Hl	Production totale		Poids hectoli- trique
			Hl	Qx	
1920	966.393	22,4	21.488.793	9.920.899	46,2
1921	1.239.006	16,8	20.544.778	9.630.684	46,9
1922	1.333.522	21,9	29.888.213	13.364.502	45,6
1923	1.345.402	16,1	21.662.927	9.095.960	41,9
1924	1.236.580	11,9	14.768.717	6.098.216	40,9
1925	1.184.847	15,0	17.728.059	7.400.625	41,7
1926	1.078.419	24,4	26.342.153	11.590.287	45,7
1927	1.084.408	17,8	19.373.669	8.681.434	44,8
1928	1.116.450	8,8 *)	—	9.804.377	—
1929	1.212.700	—	—	13.592.924	—
<i>Moyenne</i>					
1925/1929	1.135.365	—	—	10.213.929	—
<i>Moyenne</i>					
1920/1929	1.179.773	—	—	9.917.990	—

A ces cultures on doit ajouter les cultures de plantes alimentaires et industrielles qui prennent une importance progressive au cours de la décade 1919/1929. En effet, les surfaces cultivées en plantes alimentaires passent de 363.854 ha. en 1921 à 424.529 ha. en 1929 et les cultures intercalaires de

*) Lire quintaux.

plantes alimentaires (haricots et pommes de terre) passent de 154.352 ha. en 1921 à 950.204 ha. en 1929.

La production totale de plantes alimentaires — pour les deux sortes de cultures pratiquées — passe de 13.985.212 qx. en 1921 à 47.660.021 qx. en 1929. Pour les plantes industrielles, après un accroissement des surfaces cultivées, on remarque une tendance à leur réduction, les surfaces cultivées passant de 163.178 ha. en 1921 à 435.164 ha. en 1926, pour redescendre ensuite par petites étapes à 365.780 ha. en 1929. La production des plantes industrielles passe ainsi de 3.651.336 qx. en 1921 à 11.652.319 qx. en 1929, après avoir dépassé en 1926 plus de 15 millions de quintaux.

A ces cultures il faut encore ajouter celles des plantes fourragères, pour lesquelles on observe un accroissement important des surfaces cultivées et de la production.

Le tableau ci-dessous va nous donner un aperçu général de toutes les surfaces cultivées en céréales, plantes alimentaires, plantes industrielles et plantes fourragères, dont nous pourrions suivre ainsi parallèlement l'évolution dans la décade 1920/1929.

Total des superficiesensemencées ¹⁾
(Hectares)

Année	Céréales ²⁾	Plantes fourragères	Plantes alimentaires	Plantes industrielles	Total général
1920	8.088.771	135.019	—	68.996	8.292.786
1921	9.144.351	320.375	363.854	163.178	9.991.758
1922	9.444.102	189.129	327.016	182.892	10.143.139
1923	9.657.168	469.211	357.876	227.795	10.712.050
1924	10.210.561	511.837	399.387	266.359	11.388.144
1925	10.471.630	571.461	434.203	400.704	11.877.998
1926	10.405.047	605.503	417.896	435.164	11.863.610
1927	10.540.356	656.558	435.204	379.092	12.011.210
1928	10.910.496	640.846	415.278	372.616	12.339.158
1929	11.222.522	648.251	424.529	365.780	12.661.082

1) Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, No. 7/1930, page 563.

2) Outre les cinq principales céréales, sont comprises aussi les surfacesensemencées de millet, sarrazin et sorgho.

Et voici maintenant la production de ces diverses cultures.

Production totale ¹⁾
(en quintaux)

Année	Céréales ²⁾	Plantes fourragères	Plantes alimentaires	Plantes industrielles	Total général
1921	71.276.541	22.985.212	13.392.278	3.651.336	111.305.367
1922	91.583.428	33.122.499	12.435.368	3.446.676	140.587.971
1923	92.025.990	43.017.555	35.959.900	7.756.495	178.759.940
1924	73.299.795	40.117.275	35.482.123	10.048.680	158.947.873
1925	90.325.231	42.238.056	32.635.991	11.218.499	176.417.775
1926	120.838.197	49.093.744	44.449.180	15.045.994	229.427.115
1927	86.006.649	41.797.674	44.185.985	14.368.609	186.358.933
1928	87.367.924	37.851.136	40.808.696	12.688.853	178.716.609
1929	136.708.820	47.660.021	51.374.888	11.652.319	247 386.048

Il est nécessaire d'ajouter que l'arboriculture paraît être assez importante dans l'économie agricole d'après-guerre, les surfaces occupées par les vergers étant de près de 350.000 ha. et leur production étant d'environ 10 millions de quintaux ³⁾. Quant aux vignobles, ils représentent une surface totale de 239.825 ha., dont la production a été en 1929 de 5.046.470 hl. ⁴⁾, soit plus qu'il n'en est nécessaire à la consommation en Roumanie.

En ce qui concerne l'élevage, on constate d'abord un accroissement très important de 1919 à 1923, et depuis 1923 une régression due, il faut le reconnaître, au régime des taxes à l'exportation, ou plutôt à leur majoration démesurée en 1923. Les chiffres du tableau ci-dessous sont concluants :

¹⁾ Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie, No. 7/1930, page 567.

²⁾ Outre la production des cinq principales céréales, est comprise aussi la production de millet, sarrazin et sorgho.

³⁾ En 1927 cette production a été évaluée à 10.369.145 qx. d'une valeur totale de 5.701.653.000 lei. Cf. C. Filipesco, op. cit., p. 24.

⁴⁾ Idem, p. 26.

E s p è c e

Année	Chevaline	Bovine	Ovine	Caprine	Porcine
1919	1.379.916	4.633.999	7.790.633	354.775	2.289.458
1920	1.485.200	4.875.624	8.689.996	499.922	2.513.610
1921	1.686.728	5.721.170	11.194.047	573.900	3.132.004
1922	1.802.051	5.932.210	12.320.569	551.712	3.146.806
1923	1.828.129	5.739.151	12.480.967	584.647	2.924.603
1925	1.814.304	5.218.950	12.050.212	493.583	3.087.869
1927	1.939.439	4.744.428	12.941.051	418.616	3.075.793
1929	1.958.509	4.523.137	12.406.428	372.897	2.412.498

Il faut encore ajouter l'aviculture qui permet aux petits exploitants agricoles roumains d'accroître leurs revenus par la vente de volailles et surtout d'oeufs. Le nombre des oiseaux de basse-cour s'élevait en 1929 à environ 45 millions et l'on a exporté cette même année 115.600 quintaux d'oeufs¹⁾.

§ 2.

CONCLUSIONS RESSORTANT DE LA LECTURE
DES DONNEES STATISTIQUES.

De la lecture des données statistiques que nous avons reproduites dans ce chapitre et de leur comparaison avec celles d'avant-guerre, on arrive aux conclusions suivantes :

A. Culture des céréales.

a) *La moyenne des surfaces cultivées* pour la période 1920/1929 a dépassé celle d'avant-guerre. En effet, elle est de 10.001.775 ha., alors que celle d'avant-guerre n'était que de 9.999.356 ha. Cependant, l'accroissement des surfaces cultivées est plus grand encore; depuis 1925 les surfaces cultivées se maintiennent constamment au-dessus de 10.400.000 ha. et la faible moyenne générale de la période 1920/1929 s'explique par la moindre importance des surfaces cultivées jusqu'en 1924, lorsque les pertes subies par l'agriculture roumaine n'avait pu être réparées encore. Donc, après une régression de l'é-

¹⁾ Les statistiques ne mentionnent pas les ventes de volailles et oeufs sur le marché intérieur.

tendue des surfaces cultivées, provenant des suites de la guerre et des perturbations des premières années d'application de la réforme agraire, les surfaces cultivées ont dépassé celles d'avant-guerre de près de 5% et ont tendance à s'accroître encore.

b) *La moyenne de la production* des céréales, qui était avant-guerre de 111.802.237 qx. a par contre baissé, pour toute cette période, à 93.722.492 qx., soit d'un peu plus de 16%. Mais ici aussi on remarque que la moyenne de la production pour les cinq dernières années de la décade (1925/1929) est de 104.001.294 qx., ce qui ne représente plus qu'une réduction de 7% par rapport à l'avant-guerre, mais si l'on tient compte de l'accroissement des surfaces cultivées pour la seconde partie de cette décade qui est de près de 5%, on peut conclure que pour les années 1925/1929 la réduction de la production par rapport aux surfaces cultivées se maintient cependant à plus de 10%.

B. Culture des différentes espèces de céréales et rapports entre elles.

a) *La répartition entre les différentes céréales des surfaces cultivées a été modifiée.* Les surfaces emblavées sont celles qui subissent la réduction la plus prononcée (plus de 20%). L'explication réside dans le fait que le paysan roumain consomme beaucoup plus de maïs que de blé et ne cultive généralement du blé que pour le vendre; or, la politique de compression des prix menée après-guerre a détourné le paysan roumain de la culture de cette dernière céréale qui est cultivée après-guerre surtout sur la grande propriété.

Les surfaces destinées à la culture du maïs ont été d'abord inférieures à la moyenne d'avant-guerre, pour atteindre et dépasser même cette moyenne depuis 1925, la moyenne des surfaces cultivées en maïs étant pour la période 1924/1928 de 4.117.000 ha., soit supérieure de près de 9% à la moyenne d'avant-guerre.

Les surfaces destinées à la culture de l'orge subissent dès le début de cette période un accroissement prononcé, qui se

maintient. Ceci est dû au fait que la politique de compression des prix agissait moins sur cette céréale — les taxes étant plus réduites — ce qui a déterminé une préférence marquée pour la culture de l'orge.

Il faut noter que l'avoine gagne du terrain au détriment du seigle; après 1923, on remarque cependant une régression des surfaces cultivées en avoine, comme suite de la régression de l'élevage depuis 1923 lors de la majoration des taxes à l'exportation.

b) *La production des différentes espèces de céréales a varié* aussi, mais non pas en rapport direct avec les surfaces cultivées, ce qui s'explique par la modification plus ou moins forte de la production moyenne à l'hectare des différentes espèces de céréales.

La production moyenne du blé, qui était avant-guerre de 37.280.297 qx., diminue après-guerre, pour la période 1920/1927, et se chiffre à 24.384.590 qx. Cette impressionnante diminution de la production du blé, qui est de près de 34,6%, est due pour la plus grande partie à la production moyenne par hectare qui passe de 13,5 hl. par hectare avant-guerre à 11,3 hl. par hectare dans la période 1920/1927¹⁾. La diminution de la production moyenne à l'hectare pour le blé est d'autant plus intéressante à retenir, que nous avons vu que la culture de cette céréale a été beaucoup délaissée par les paysans et que par conséquent c'est aux grands propriétaires que revient une part importante dans la production du blé, beaucoup plus importante que dans la production des autres espèces de céréales. Or nous avons vu que les grands propriétaires sont parmi les derniers à avoir reconstitué leurs exploitations. Après 1927, la réduction des taxes à l'exportation redonne de l'intérêt à la culture du blé et les paysans — qui en reprennent la culture — ainsi que les grands propriétaires — qui ont maintenant remis en état leurs exploitations — arrivent à obtenir une production à l'hectare assez grande pour que la moyenne de la production pour l'entière période 1920/1929

1) Dr. D. D. Haşigano, op. cit. page 29.

remonte à 25.367.158 qx., et ne soit plus inférieure que de 32% à la production moyenne d'avant-guerre¹⁾).

La production du maïs a aussi subi une diminution, mais bien moindre que celle du blé. En effet, cette production qui était avant-guerre de 49.009.838 qx., n'est plus après-guerre — 1920/1929 — que de 41.185.663 qx., ce qui représente une diminution de près de 16%. Pour la période 1925/1929, la production étant de 45.836.559 qx., la diminution n'est plus que de 6,5%. Cette diminution de la production apparaît un peu plus forte cependant si l'on tient compte qu'à partir de 1925 la moyenne des surfaces cultivées a atteint — pour le maïs — puis a dépassé la moyenne d'avant-guerre. On peut cependant affirmer que la diminution de la production par hectare est minime, si l'on tient compte que dans près d'un quart des cultures de maïs on effectue des cultures intercalaires d'haricots et de pommes de terre, dont la production, venant s'ajouter à celle du maïs, relève la moyenne de la production moyenne par hectare, quantitativement mais beaucoup plus encore en valeur.

Pour l'orge, l'accroissement de la production est proportionnellement moindre que celui des surfaces cultivées, passant de 11.789.384 qx. à 14.711.528 qx. seulement. Pour le seigle, la diminution de la production provient presque entièrement de la réduction des surfaces cultivées. Pour l'avoine, malgré un sensible accroissement des surfaces cultivées, la production ne progresse pas beaucoup.

Enfin, on constate que dans la production des céréales en Roumanie, les différentes espèces ont pris — dans la décade 1920/1929 — les nouvelles positions suivantes :

1. Maïs 44%.
2. Froment 27%.
3. Orge 16%.
4. Avoine 10,5%.
5. Seigle 2,5%.

¹⁾ Pour la période 1925/1929, la moyenne de la production de blé est de 28.721.115 qx., soit inférieure de 23% seulement à la moyenne d'avant-guerre.

Ainsi, la production du maïs devient fortement prépondérante, étant non seulement supérieure à celle du blé, mais même à celle du blé et de l'orge réunis.

C. Autres cultures.

On remarque, par rapport à la production des céréales, un très grand accroissement de la production des autres cultures. La production des plantes fourragères, alimentaires et industrielles, parvient non seulement à égaler la production des céréales, mais encore à la dépasser dans la période 1924/1928. Par la suite, cette production est à nouveau dépassée par celle des céréales, qui est en voie d'accroissement.

a) *Les plantes alimentaires* donnent dans cette période un rendement à l'hectare sans cesse croissant. Alors que les surfaces cultivées ne se sont accrues que de 165%, la production s'accroît de 384%. De ce sensible accroissement de la production à l'hectare on constate les possibilités du sol roumain lorsqu'il est travaillé intensivement, et l'on constate aussi qu'une partie des paysans — les cultures maraîchères étant faites en quasi-totalité par les paysans — veulent et savent comment donner à la terre des soins suffisants pour la rendre très productive. Bien que les surfaces cultivées sur lesquelles on peut faire ces constatations ne représentent que près de 7% des surfaces cultivées totales, donc une proportion infime, l'exemple de ces paysans, excellents agriculteurs, incitera à une culture intensive beaucoup plus que ne peuvent le faire les mesures administratives et même l'exemple des fermes modèles de l'Etat.

b) *Les plantes industrielles*, dont la production s'est accrue, présentent par contre une réduction de la production par rapport aux surfaces cultivées. L'accroissement de la production n'est que de 31,3% alors que celui des surfaces cultivées est de 44,6%, donc réduction du rendement.

c) *Les plantes fourragères*, bien qu'occupant des surfaces de plus en plus grandes, ont donné une production croissante

jusqu'en 1926, date à partir de laquelle elle commence à diminuer de façon inquiétante, diminution qui est de près de 25% de 1926 à 1928. Cette diminution de la production paraît être due cependant en grande partie aux conditions atmosphériques défavorables, car en 1929 on remarque un brusque accroissement de la production (22%).

D. Elevage.

a) *L'espèce chevaline* enregistre une lente mais ininterrompue progression depuis 1919. Comme la viande de cheval n'est pas consommée en Roumanie et que les chevaux ne font pas l'objet de l'exportation sous aucun titre, on ne s'étonnera pas que la progression du nombre de chevaux continue, même après 1923.

b) *L'espèce ovine* s'accroît beaucoup jusqu'en 1923. A cette date, la majoration des taxes d'exportation sur le fromage affaiblit dans une certaine mesure l'intérêt que présente cet élevage et l'on voit diminuer le nombre des brebis et moutons de près de 4% en 1924, après quoi la progression reprend. Comme le fromage de brebis est d'une grande consommation à l'intérieur du pays et que la laine n'était pas prohibitivement taxée, la majoration des taxes en 1923 n'a pas eu sur l'espèce ovine de très fortes répercussions. Malgré tout, l'accroissement de cette espèce est plus réduit après 1923.

c) *L'espèce porcine* oscille beaucoup grâce à sa rapide reproduction et à cause des maladies épidémiques qui la déciment de temps à autre, aussi ne peut-on rien conclure des chiffres, si ce n'est que de vigilantes mesures vétérinaires devraient être appliquées pour permettre une progression rapide de cette espèce.

d) *L'espèce caprine* ne présente pas une grande importance en Roumanie. Le fromage de chèvre étant surtout un article d'exportation, on remarque ici une régression continue après 1923.

e) *L'espèce bovine* est celle dont l'élevage a le plus souffert du fait de la majoration démesurée des taxes à l'exportation

en 1923. L'élevage de vaches et la laiterie étaient fort pratiqués avant-guerre en Transylvanie, qui envoyait ses produits à Prague et surtout à Vienne. La création des nouvelles barrières douanières entre la Transylvanie et ces deux marchés a créé des difficultés assez grandes aux éleveurs transylvains. Cependant, ils ont réussi à garder leur place sur les marchés de Vienne et de Prague et ont de plus trouvé un débouché supplémentaire dans l'ancien royaume, surtout dans les premières années d'après-guerre, lorsque les paysans roumains allaient acheter des boeufs et des vaches en Transylvanie. L'élevage des vaches, trouvant ainsi des conditions favorables, se développa et l'espèce bovine s'accrut de plus d'un million de têtes.

La majoration démesurée des taxes à l'exportation des boeufs (10.000 lei par tête) mit fin à cette situation et porta un coup fort rude et difficilement remédiable à cet élevage, tout en ruinant une partie des éleveurs qui avaient des livraisons engagées. Aussi le résultat apparaît sous la forme d'une régression du nombre des animaux de cette espèce, régression qui est d'environ 25% jusqu'en 1929 et ne semble pas près de s'arrêter. C'est une perte très grande pour l'économie agricole roumaine, perte qu'il faudra de très nombreuses années et d'importants encouragements pour pouvoir remédier, surtout que la Roumanie a perdu presque entièrement, de ce fait, les marchés autrichiens et tchécoslovaques.

§ 3.

DIMINUTION DU RENDEMENT ET SES CAUSES.

Nous pouvons conclure que, si la production des céréales a un peu diminué par rapport à la dernière décade d'existence de la propriété latifundiaire, cette diminution est largement compensée par l'extension donnée à d'autres branches de la production agricole, dont les revenus s'ajoutent à ceux des céréales.

On observe cependant, dans toutes les cultures — sauf celle des plantes alimentaires — un rendement insuffisant, un peu

moindre même à celui obtenu avant-guerre. Cette diminution du rendement ne peut cependant être mise que dans une infime partie à la charge des nouveaux propriétaires paysans et nous avons vu que pour la culture du blé, à laquelle la grande propriété contribue plus que pour les autres, on observe la plus forte réduction de la production moyenne à l'hectare. La diminution du rendement semble être due aux causes suivantes :

a) nombreuses années de sécheresse dans cette décade 1920—1929 ¹⁾ ;

b) outillage insuffisant ;

c) découragement provoqué par une législation anti-économique ;

d) maintien du système d'exploitation extensive.

Et maintenant, reprenant une à une ces quatre causes auxquelles nous paraît être dû le faible rendement de l'agriculture roumaine, nous examinerons ce qui les provoque et si elles peuvent être amenées à disparaître :

a) *Les années de sécheresse* ne dépendant pas de la volonté humaine, cette cause ne peut être éloignée. Mais, par l'application d'un système de culture spéciale (dry-farming), les effets en peuvent être du moins partiellement réduits. En se plaçant au point de vue de la rentabilité pour l'exploitant, les effets de cette première cause peuvent aussi être rendus anodins par les assurances agricoles ²⁾ ;

b) *L'outillage insuffisant*, provenant du fait de l'indigence des nouveaux propriétaires tout aussi bien que de l'insuffisance des moyens financiers des anciens propriétaires, qui n'ont pas pu ou su se procurer des revenus leur permettant d'acheter un inventaire agricole dont le prix était très élevé, peut être remédié par l'ouverture de crédits pour l'achat d'inventaire agricole ; ces crédits seraient d'autant plus réduits si l'on ne persévérât pas dans la politique de protectionnisme industriel à outrance, qui est la cause première de la cherté de l'inventaire agricole ;

¹⁾ Cf. Dr. D. D. Haşigano, op. cit., page 63.

²⁾ Cf. Prof. Ghiulea — Les assurances agricoles — Bucarest 1930.

c) *Le découragement provoqué par la législation anti-économique d'après-guerre* a contribué fortement à maintenir l'agriculture roumaine dans un état d'évolution arriéré; agissant à l'égal d'un frein, cette législation avait arrêté toute possibilité de perfectionnement. Cette politique a fini par paraître dans sa vraie lumière, car ceux mêmes qui en ont été les promoteurs ont jugé qu'elle ne pouvait plus être continuée. Sa modification, intervenant trop tard — au moment de l'éclatement de la crise mondiale de 1929 — ne sera pas trop efficace jusqu'à la complète reprise des affaires, jusqu'à une nouvelle période d'essor économique mondial, car la Roumanie étant un pays exportateur de produits agricoles, dépend à un très haut degré des mouvements du marché agricole mondial;

d) *Le maintien du système de culture extensive*, qui est dû en premier lieu au manque de préparation des agriculteurs roumains (paysans et grands propriétaires) en général, ne peut être remédié trop aisément pour les paysans, dont on devrait relever au plus tôt le degré d'instruction. En second lieu, le système d'exploitation extensive ne sera jamais modifié dans une période de bas prix agricoles, par des agriculteurs qui l'ont toujours pratiqué avant. Aussi, lorsque l'agriculteur roumain recevra un bon prix de ses produits, il sera incité à accroître la production et ne pourra le faire qu'en appliquant le système de culture intensive.

Ainsi, bien que les agriculteurs roumains fournissent une plus grande quantité de travail sur leurs terres qu'auparavant, ce travail n'étant pas rationnel, ils ne sont pas arrivés à obtenir une production supérieure à celle d'avant-guerre. Il est vrai qu'ils ont subi des conditions extrêmement défavorables, ce qui fait augurer que, mis dans de meilleures conditions, ils accroîtront cette production, en augmentant ainsi leur revenu et la richesse du pays tout entier.

CONCLUSIONS

Après avoir vu l'évolution de l'économie agricole roumaine jusqu'à la guerre mondiale, et le stade d'évolution qu'elle avait atteint;

Après avoir vu les résultats obtenus avant-guerre par la grande exploitation, résultats qu'il est nécessaire de juger en tenant compte des conditions économiques générales dans lesquelles ils étaient obtenus;

Après avoir vu l'état de ruine dans lequel avaient été mises non seulement l'agriculture roumaine, mais l'économie roumaine en général et les finances publiques tout spécialement;

Après avoir vu la perturbation que provoquait la réparation d'une injustice séculaire, due à l'inéquitable répartition des terres;

Après avoir vu la politique économique ou plutôt anti-économique qui avait été pratiquée à la suite de la réforme agraire;

Après avoir vu les transformations subies par le crédit, transformations qui mettaient son utilisation hors de portée pour les agriculteurs;

Nous avons vu les résultats obtenus par l'agriculture dans les dix années qui ont suivi la réforme agraire, période qui constitue la période de formation de l'agriculture roumaine sous un nouveau régime agraire et pour une vie nouvelle. Ces résultats apparaissent, si on les considère dans leur rapport nécessaire avec les conditions qui ont présidé à leur obtention, assez satisfaisants.

Cette affirmation doit être entendue seulement dans le sens d'une comparaison avec l'agriculture roumaine d'avant-guerre, c'est-à-dire avec l'agriculture roumaine du temps de la propriété latifundiaire.

En effet, si après 1929 l'agriculture roumaine a souffert de la crise mondiale et notamment de la crise agricole mondiale, dans une très forte mesure, si les agriculteurs se sont trouvés dans la triste situation de ne plus pouvoir payer leurs dettes écrasantes, ce qui a obligé l'Etat d'intervenir par une loi de conversion des dettes agricoles, ceci ne provient pas de la modification du régime agraire en Roumanie. Si le régime agraire n'avait pas été modifié, l'agriculture roumaine aurait souffert tout autant, sinon plus, de la crise agricole mondiale. En effet, nous avons vu que malgré le changement du régime agraire, malgré les perturbations inhérentes à ce changement, et malgré les suites ruineuses de la guerre en Roumanie, l'agriculture roumaine — dans laquelle le paysan propriétaire de moins de 5 hectares détient un rôle prépondérant — est arrivée à obtenir une production totale dépassant celle d'avant-guerre. Il est vrai que les quantités de céréales produites sont un peu inférieures à celles d'avant-guerre, mais l'accroissement de la production des autres produits agricoles est tel qu'il fournit une très large compensation. Il est vrai que les céréales roumaines sont actuellement d'une qualité inférieure à celle que l'exploitation latifundiaire mettait sur le marché, mais la valeur de la production agricole totale, comprenant la valeur de tous les produits agricoles, céréales et autres, dépasse la valeur totale non seulement des céréales produites avant-guerre, mais de l'entière production agricole d'avant-guerre. Cependant, on peut lire fort souvent dans la littérature économique roumaine, spécialement dans les pages économiques des grands journaux roumains, une opinion contraire, à savoir: „La réforme agraire et la petite propriété paysanne ont ruiné la Roumanie, car nos exportations de céréales sont inférieures à celles d'avant-guerre“, ou mieux encore „car nous exportons moins de blé que n'en exportait l'an-

cien Royaume à lui seul avant-guerre¹⁾. Cette façon de juger nous paraît pécher du premier coup d'oeil du fait qu'elle semble oublier que la richesse d'un pays ne dépend pas seulement de ses exportations, mais bien plutôt de la richesse de ses habitants, pris individuellement.

Or, si les paysans roumains sont loin de mener une vie luxueuse, s'ils mènent une vie qui, par rapport à celle des paysans français, danois ou américains, peut paraître misérable, il n'en reste pas moins que le degré de bien-être des paysans roumains a subi un incontestable et remarquable accroissement. En effet, le paysan roumain ¹⁾, qui vivait du temps de l'exploitation latifundiaire dans des conditions d'habitation misérable et qui était obligé de mener un régime de sous-alimentation des plus inquiétants, a réussi grâce à la réforme agraire à améliorer de beaucoup ses conditions de vie. Il a pu se bâtir une maison qui, pour n'être pas très spacieuse, est du moins de beaucoup plus hygiénique; il a réussi durant toute cette décade, 1920 à 1929, à combler ses besoins alimentaires; il a pu, fort souvent, satisfaire des besoins intellectuels (éducation des enfants); il a pu même satisfaire certaines tendances de luxe. L'amélioration des conditions de vie des paysans roumains est appréciable par rapport à l'époque de l'exploitation latifundiaire.

On constate par contre un appauvrissement des grands propriétaires d'autrefois, qui avaient un véritable monopole sur la jouissance de la terre, qui effectuaient d'énormes bénéfices de ce fait, et avaient ainsi accumulé de grandes richesses, sous forme d'importants capitaux. Ces immenses fortunes ont disparu pour la plupart du fait de la réforme agraire qui partageait la terre, et, en conséquence, le monopole qui en dérivait entre d'innombrables paysans. A première vue, cet évanouissement des immenses fortunes et surtout de leur source de rénovation peut faire penser à une perte pour le pays. Mais „c'est là une vue tout à fait superficielle des choses, car si le monopole

¹⁾ Nous ne prenons ici en considération que les paysans propriétaires, soit 4/5 des paysans roumains.

fait hausser le taux du profit des monopoleurs, le monopole empêche par ailleurs que la somme totale des profits ne monte aussi haut qu'elle l'aurait fait sans lui, car le monopole tend à diminuer plutôt qu'à augmenter la masse du revenu réel que recueillent les citoyens ¹⁾).

Aussi la richesse du pays n'a-t-elle pas diminué du fait de la réforme agraire, et l'on ne peut accuser l'agriculture et surtout les paysans roumains d'avoir mené le pays à la ruine parce que les exportations de céréales d'après-guerre sont inférieures à celles du temps de l'exploitation latifundiaire, car „le rôle principal de l'agriculture n'est pas de donner une meilleure balance commerciale au pays; le rôle de l'agriculture est d'assurer l'existence d'un nombre aussi grand que possible d'habitants“ ²⁾).

D'autre part, si l'agriculture roumaine n'avait pas subi les conséquences d'une politique incompréhensible, qui la rangonnait de la majeure partie de ses profits et la décourageait totalement, il est certain qu'elle aurait donné au pays des balances commerciales extrêmement favorables. Cela ne lui a plus été possible lorsqu'à partir de 1929-1930 on a compris l'erreur commise et on a demandé aux agriculteurs de faire augmenter les exportations; cela n'a pas été possible car le marché mondial était sous l'empire de l'une des plus impressionnantes crises de surproduction qui aient été enregistrées et spécialement de surproduction de matières premières, de produits agricoles tout particulièrement.

Ainsi, malgré la misère dans laquelle ont été plongés les agriculteurs roumains surtout du fait de circonstances indépendantes de leur volonté, fort peu du fait de circonstances qui ne

¹⁾ Adam Smith — La richesse des nations — Livre IV, chap. III, cité par C. Deschamps — Histoire des doctrines économiques — Cours de doctorat, Paris 1930-1931, page 104.

²⁾ N. Cornățeano — Etude sur la rentabilité de l'agriculture paysanne — Bucarest 1935.

tenaient qu'à eux à rendre favorables (ce qu'ils auraient certainement fait si on ne les avait pas découragés), on peut conclure que l'agriculture roumaine prendra dans la première période d'essor économique mondial les caractères d'une économie rationnelle, diversifiée, à culture intensive et deviendra très rentable pour les millions de paysans roumains qui s'y adonnent, en faisant de la Roumanie un pays fort et riche. A cet effet, il est cependant indispensable que l'Etat n'intervienne plus dans la marche de cette production par des mesures mal conçues et anti-économiques.

Vu : le Président de thèse,

(ss) ROGER PICARD

Vu : le Doyen,

(ss) EDGARD ALLIX

Vu et permis d'imprimer
le Recteur de l'Académie de Paris,

(ss) CHARLÉTY

BIBLIOGRAPHIE

- Aftalion A. „*Les crises économiques et financières*“ *Recueil de cours de l'Académie de Droit International*, année 1932, Paris.
- Antonesco E. * „*La crise en Roumanie*“, Bucarest, 1932.
- Balcesco Nicolae. * „*Questions économiques des Principautés Danubiennes*“. Acte și Legiuri privitoare la chestia țărănească, Bucarest, 1908.
- Bercaru V. „*La réforme agraire en Roumanie*“, Paris 1928.
- Brancoș E. * „*Technique du commerce des céréales*“, Bucarest.
„*Le commerce des céréales en Roumanie*“, Bucarest, 1929.
- Căncicov Mircea * „*Exposé des motifs de la loi portant création de l'Institut National de Crédit Agricole*, Bucarest 1937.
- Caranfil G. * „*Étude statistique sur la valeur du leu de 1916 à 1925*“.
- Cipăiano G. * „*Développement pris par l'agriculture roumaine au cours du siècle passé*“, Bucarest, 1929.
„*Remèdes à apporter à la crise agricole par la rationalisation de la production*“, Bucarest, 1931.
- Colesco C. * „*Le commerce extérieur de la Roumanie*“, Bucarest.
- Commission Princièrè de la Roumanie. „*Notice sur la Roumanie, principalement au point de vue de son économie rurale, industrielle et commerciale*“, Paris, 1868.
- Constantinesco M. „*Evolution de la propriété rurale et la réforme agraire en Roumanie*“, Bucarest, 1925.

*) Les ouvrages marquées d'un *) sont en en langue roumaine.

- Cornățzeano N. * „*Etude sur la rentabilité de l'agriculture paysanne*“, Bucarest, 1935.
- Corteano A. * „*Les dettes agricoles*“, Bucarest, 1930.
- Cristoveano N. „*Essai critique sur la politique roumaine en matière de dettes agricoles*“, Paris, 1934.
- Delaissi Francis. „*Les deux Europes*“, Paris, 1929.
- Deschamps C. „*Histoire des doctrines économiques*“. Cours de doctorat, Paris, 1930/1931.
- Djuvara. „*La guerre roumaine*“, Paris, 1919.
- Filipescu C. „*L'agriculture roumaine*“, Bucarest, 1929.
- Fintzesco I. * „*La législation intéressant la coopération en Roumanie*“, Bucarest, 1936.
- Garoflid Constantin. * „*Le problème monétaire et l'agriculture*“, Bucarest, 1924.
- Gautier J., Hermes A. et Lindsay H. A. F. (mémoire communiqué par...) „*L'agriculture et la crise économique internationale*“, Genève 1927.
- Gide Charles. „*Cours d'économie politique*“, 6-ème édition, Sirey, Paris, 1920.
- Ghiulea. * „*Les assurances agricoles*“, Bucarest, 1930.
- Grintzesco E. „*Le problème du redressement agricole en Roumanie*“, Bucarest 1931.
- Hașigano D. D. * „*La statistique agricole*“ — production agricole de la Roumanie de 1906 à 1928; Bucarest, 1929.
- Hurmuzesco J. „*Le problème douanier dans l'Europe Centrale*“, Paris, 1932.
- Ilarian A. Papiu. * „*Histoire des Roumains de la Dacie supérieure*“, Vienne, 1852.
- Ionesco-Sisești. G. * „*La réforme agraire et la production*“, Bucarest, 1925.
- „*Participation de la Roumanie à la production et au commerce mondial de céréales*“, Bucarest, 1928.
- „*La crise agricole*“, Publication de la Société des Nations, Genève 1931.

- „L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale“, *Conferences*, éd. Felix Alcan, Paris 1933.
- Lazăr Liviu. * „La mise en oeuvre de la réforme agraire en Roumanie“, Paris, 1924.
- Leblond C. „Le crédit agricole international“, Paris 1932.
- Lewinshon Richard. „Histoire de la crise 1929—1934“, Paris, 1934.
- Madgearu Virgil* „La révolution agraire et l'évolution de la classe paysanne“, Bucarest, 1936.
- Madgearu V., Popovici M., Manoïlescu M.* „Exposé des motifs à la loi de valorisation des céréales de 1931“.
- Maïor G.* „La Roumanie agricole“ — étude économique, Bucarest, 1895.
- Manoliu Florin. „La reconstruction économique et financière de la Roumanie et les partis politiques“, Paris, 1931.
- Mavrocordat N. I.* „La classification des céréales en Amérique et en Roumanie“, Bucarest, 1929.
- Mihalache Ion* „Le droit des paysans à la terre, aux pâturages et aux bois“, Bucarest, 1926.
- Nogaro Bertrand. „Les prix agricoles mondiaux et la crise“, Paris, 1936.
- „La crise économique dans le monde et en France“, Paris, 1936.
- Pantazi Alexandre. „Contribution à l'histoire monétaire de la Roumanie — les faits contemporains —“, Paris, 1934.
- Patin Edgard. „Le commerce des céréales dans le bassin du Bas-Danube“, Paris, 1933.
- Perreau C. „Cours d'économie politique“, 3-ème ed., Paris, 1927.
- Picard R. „Législation rurale“. Cours de doctorat, Paris, 1930/1931.

- Popesco Gh. * „*Le problème des transports par rapport à la production*“, Bucarest, 1925.
- Rădulesco Savel. „*La politique financière de la Roumanie depuis 1914*“, Paris, 1923.
- Raïchevici J. „*Osservazioni storiche, naturali e politici intorno la Valachia e la Moldavia*“, Napoli, 1788.
- Romier L. „*Si le capitalisme disparaissait*“, Paris 1933.
- Sée Henri. „*Esquisse d'une histoire du régime agraire en Europe aux XVIII-ème et XIX-ème siècle*“, Paris, 1921.
- Slăvêscu Victor. „*Organisation de crédit de la Roumanie*“, Bucarest, 1922.
- „*Les grandes banques commerciales en Roumanie*“.
- „*Le crédit foncier en Roumanie*“, Bucarest, 1924.
- Taşcă Gh. * „*Problèmes économiques et financiers*“, Bucarest, 1927.
- „*L'organisation du crédit paysan*“, conférence, Kişinău, 1929.
- Tibal A. „*La Roumanie*“, Paris, 1930.
- Van Hissenhoven Paul. „*Le commerce international des grains*“, Paris, 1923.
- Wauters Arthur „*La réforme agraire en Europe*“, Bruxelles, 1928.

Etudes et conférences.

- Argentoiano C. * „*Le crédit agricole*“, Bucarest, 1930.
- Dimitriuc V. „*Roumania's credit position*“, — The Statist — novembre 1928.
- Garoflid C. * „*La crise dans l'agriculture*“, Bucarest, 1930.
- Ianco T. * „*Le crédit bancaire en Bessarabie*“.—Bessarabie économique No. IV — Kisinau.
- de Nicolay Jean. „*La crise en Europe Centrale vue sous l'angle agricole*“ publiée dans *L'agriculture dans l'évolution de la crise mondiale*. — Conférence, Paris, 1933.

Sering M. „*Economic consequences of the agrarian revolution in central and eastern Europe*“. Manchester Guardian Commercial, Nr. 6, 1922.

Annuaire et périodiques.

Société des Nations. „*Aperçu général du commerce mondial 1932*“, Genève, 1933.

Société des Nations. „*Aperçu général du commerce mondial 1933*“, Genève 1934.

Société des Nations. „*Le cours et les phases de la dépression économique mondiale*“, Genève, 1931.

Institut International d'Agriculture de Rome. „*Réponse de la Roumanie*“, Bucarest, 1908.

Institut International d'Agriculture da Rome. „*Les conditions de l'agriculture en 1932—1933*“, Rome, 1934.

Annuaire statistique de la Roumanie.

Bulletin d'information et de documentation de la Banque Nationale de Roumanie.

Conjoncture de l'économie Roumaine — Bulletin trimestriel, Bucarest, 1936 .

Correspondance économique roumaine, Bulletin officiel du Ministère de l'industrie et du commerce, Bucarest.

Institut Roumain de Conjoncture. Bulletin trimestriel, Bucarest 1934—1935.

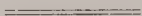


TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
<i>Introduction</i>	3

PREMIERE PARTIE

EVOLUTION DE L'ECONOMIE AGRICOLE ROUMAINE JUSQU'A LA GUERRE MONDIALE ET A LA REFORME AGRAIRE

CHAPITRE I.

Des débuts jusqu'à la révolution paysanne de 1907.	5
1. Orientation vers une économie agricole	5
2. Retards apportés à l'évolution de cette économie par la situation politique et la structure sociale des provinces roumaines	7
3. Les effets bienfaisants du Traité d'Andrinople	11
4. Essor pris par l'agriculture roumaine dans la seconde moitié du XIX-ème siècle	17
5. Rupture d'équilibre provoquant la révolution paysanne de 1907	29

CHAPITRE II.

Stade d'évolution atteint par l'économie agricole roumaine dans la période d'avant-guerre.	37
1. La grande exploitation	39
a) étendue	39

	<u>Page</u>
b) outillage	39
c) système d'exploitation	42
2. La petite exploitation paysanne	44
3. Le commerce des céréales	49
a) commerce d'exportation	50
b) marché intérieur	52
c) les différentes espèces et variétés de céréales	53
4. Le crédit	55
a) crédit commercial	56
b) crédit spécialisé	61
5. Situation des provinces roumaines soumises à des dominations étrangères	67
a) Bessarabie	67
b) Bucovine	68
c) Transylvanie	70
d) organisation de crédit des provinces rou- maines	73
6. Production et exportations de la Roumanie dans cette période (1906—1915)	78

DEUXIEME PARTIE

TRANSFORMATIONS SUBIES PAR L'ECONOMIE AGRICOLE ROUMAINE DEPUIS LA GUERRE .. 89

CHAPITRE I.

Suites économiques de la guerre	90
1. Les modifications territoriales et leurs effets sur l'économie roumaine	90
2. Etat de ruine dans lequel a été amenée l'économie agricole roumaine du fait de la guerre	101
3. Suites monétaires et financières de la guerre	107

CHAPITRE II.

La réforme agraire et ses conséquences économiques . . . 111

1. Succinct exposé de la réforme agraire et des mesures législatives la concernant 112
2. La nouvelle répartition des terres 116
3. Configuration des exploitations agricoles à la suite de la réforme agraire 122
4. Possibilité d'adaptation des exploitants à leurs nouvelles conditions 125
 - a) aptitudes et préparation du paysan roumain à son nouveau rôle économique 126
 - b) aptitudes et préparation des grands exploitants à leur nouvelle situation 131
 - c) conditions de formation et de réorganisation des nouvelles exploitations paysannes 132
 - d) conditions de reconstitution et de réorganisation des anciennes exploitations 137
 - e) profondes modifications apportées au commerce des produits agricoles 141

CHAPITRE III.

La politique économique et financière des dix premières années après la réforme agraire 143

1. Politique commerciale, douanière et fiscale 144
2. Succinct exposé de la législation économique intéressant l'agriculture 152

CHAPITRE IV.

Le crédit dans la période d'après guerre 155

1. Le crédit commercial 156
2. Le crédit spécialisé 159

CHAPITRE V.

**Stade d'évolution atteint par l'agriculture roumaine
dans la première décade suivant la réforme agraire .. 163**

§ 1. Résultats obtenus par l'agriculture roumaine dans la décade 1920/1929	164
§ 2. Conclusions ressortant de la lecture des données statistiques	169
a) Culture des céréales	169
b) Culture des différentes espèces de céréales et rapports entre elles	170
c) Autres cultures	173
d) Elevage	174
§ 3. Diminution du rendement et ses causes	175
<i>Conclusions</i>	179
<i>Bibliographie</i>	185
<i>Table de matières</i>	191

